
Mémoire en science politique[BR]- "Quels narratifs la Maison de l'histoire européenne mobilise-t-elle pour représenter l'europeanité ? - Analyse du récit de l'exposition permanente"[BR]- Séminaire d'accompagnement à l'écriture

Auteur : Gillain, Brice

Promoteur(s) : Vlassis, Antonios

Faculté : Faculté de Droit, de Science Politique et de Criminologie

Diplôme : Master en sciences politiques, orientation générale, à finalité spécialisée en politiques européennes

Année académique : 2024-2025

URI/URL : <http://hdl.handle.net/2268.2/23720>

Avertissement à l'attention des usagers :

Tous les documents placés en accès ouvert sur le site le site MatheO sont protégés par le droit d'auteur. Conformément aux principes énoncés par la "Budapest Open Access Initiative"(BOAI, 2002), l'utilisateur du site peut lire, télécharger, copier, transmettre, imprimer, chercher ou faire un lien vers le texte intégral de ces documents, les disséquer pour les indexer, s'en servir de données pour un logiciel, ou s'en servir à toute autre fin légale (ou prévue par la réglementation relative au droit d'auteur). Toute utilisation du document à des fins commerciales est strictement interdite.

Par ailleurs, l'utilisateur s'engage à respecter les droits moraux de l'auteur, principalement le droit à l'intégrité de l'oeuvre et le droit de paternité et ce dans toute utilisation que l'utilisateur entreprend. Ainsi, à titre d'exemple, lorsqu'il reproduira un document par extrait ou dans son intégralité, l'utilisateur citera de manière complète les sources telles que mentionnées ci-dessus. Toute utilisation non explicitement autorisée ci-avant (telle que par exemple, la modification du document ou son résumé) nécessite l'autorisation préalable et expresse des auteurs ou de leurs ayants droit.

Quels narratifs la Maison de l'histoire européenne mobilise-t-elle pour représenter l'europeanité ?

Analyse du récit de l'exposition permanente

GILLAIN Brice

Master en Sciences politiques : année académique 2024-2025

Séminaire de préparation au TFE : Vlassis Antonio

Promoteur : Vlassis Antonio

Relecteurs : Debras François – Michel Quentin

Table des matières

1.	Introduction	3
2.	Cadre théorique	6
2.1.	Objet d'étude	6
2.2.	Méthodologie	9
3.	Les représentations de l'europeanité	11
3.1.	Représentation géographique	12
3.2.	Représentation historique	14
3.3.	Représentation culturelle	16
3.4.	Représentation politique	18
3.5.	Représentation économique	20
3.6.	Représentation solidaire	22
3.7.	Construction des catégories de représentations	24
4.	Comment la Maison de l'histoire européenne parle d'europeanité ?	25
4.1.	Particularisme et universalisme	27
4.2.	L'Europe, barrage contre le nazisme et le stalinisme ?	30
4.3.	L'Europe, blanche et laïque ?	34
4.4.	L'Europe, une identité aussi économique ?	37
4.5.	L'Europe d'aujourd'hui, l'Europe des crises ?	39
4.6.	L'Europe, destinée à être réunie ?	42
4.6.1.	La dimension téléologique et mythologique du récit muséal	43
4.6.2.	La « réunification » comme légitimation des élargissements	44
4.7.	Éluder les responsabilités	45
5.	Discussion	46
6.	Conclusion	47

7. Bibliographie :.....	50
7.1. Articles de revue.....	50
7.2. Contributions à un ouvrage collectif	51
7.3. Documents officiels.....	52
7.4. Ouvrages.....	53
7.5. Ouvrages collectifs	53
7.6. Sites internet.....	54
7.7. Texte de loi	54
7.8. Autres	54
8. Annexes	55

Remarque préliminaire : Cette étude se base sur la version de l'audioguide en langue française de l'exposition temporaire de la Maison de l'histoire européenne telle qu'encore disponible en date du 5 mars 2025 sur le site web officiel de la Maison de l'histoire européenne. Une retranscription de cette version se trouve en annexes. Il semblerait que depuis lors, l'audioguide a tout récemment reçu une mise à jour et que la présentation de l'exposition a été repensée. À cette occasion, de nouvelles bandes audios ont visiblement été rédigées et enregistrées.

1. Introduction

Le questionnement autour de l'identité européenne a occupé une place importante tout au long de la construction européenne, voire même avant l'émergence de cette dernière avec le traité CECA en 1951 (Nabli, 2007, p.37). Cette réflexion est loin d'être anodine car elle est porteuse d'enjeux majeurs pour le futur de l'Union européenne, notamment dans le cadre de sa politique d'élargissement. En effet, comme le dispose l'article 49 du Traité sur l'Union européenne, « Tout État européen qui respecte les valeurs visées à l'article 2 et s'engage à les promouvoir peut demander à devenir membre de l'Union ». Cependant, malgré l'importance de ce critère d'européanité, qui est crucial puisque déterminant pour tout État souhaitant rejoindre l'Union européenne, il est étonnant de constater qu' « aucune définition de ces notions n'a été fournie dans les traités communautaires, la jurisprudence européenne ou la communication publique des institutions de l'UE. » (Niessen, 2020, p. 22). Par ailleurs, l'exemple de la question de l'adhésion de la Turquie à l'Union illustre l'ampleur que peut prendre l'argument identitaire dans des problématiques très concrètes. (Lacoste, 2005, p. 9).

De plus, l'actualité européenne de ses dernières années a remis la question de l'élargissement de l'Union au centre des débats (Loizzo, 2024). Alors que plus aucune évolution significative n'avait eu lieu depuis le dépôt de la candidature bosnienne en 2016, en quelques jours, l'Ukraine, la Moldavie et la Géorgie ont déposé leur candidature officielle suite au début de l'invasion russe en février 2022 (Brzozowski, 2024). Depuis, le processus d'élargissement s'est relancé et a connu une accélération (Union européenne, s.d.) :

- En mars 2022, le début des négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord.
- En juin 2022, l'octroi du statut de candidat à l'Ukraine et à la Moldavie.
- En juillet 2022, le début des négociations d'adhésion avec l'Albanie.
- En décembre 2022, l'octroi du statut de candidat à la Bosnie-Herzégovine.

- En décembre 2023, l'octroi du statut de candidat à la Géorgie.
- En juin 2024, le début des négociations d'adhésion avec l'Ukraine et la Moldavie.

Au vu de l'absence de définition officielle de ce qui fonde cette « européanité », de son importance stratégique dans le cadre de la politique d'élargissement de l'Union et de l'actualité récente qui a remis ce défi au cœur des préoccupations européennes, il semble pertinent de s'intéresser à la manière dont les institutions communiquent sur l'identité européenne, notamment à travers leurs politiques culturelles.

En effet, avec l'Acte unique européen (1986) et la Déclaration sur l'identité européenne (1973), l'UE commence à assumer un rôle culturel plus explicite. Depuis les années 1990, la culture devient ensuite un instrument de légitimation politique pour l'Union européenne, qui cherche à créer un récit commun de l'Europe. Le Parlement européen, notamment, pousse à une action culturelle plus ambitieuse, voyant la culture comme un moyen de renforcer la légitimité de l'Union (Calligaro, 2013 ; Mazé, 2012 ; Sassatelli, 2009).

À cette fin, « divers produits sont développés dans le cadre de ces nouveaux domaines d'intervention, destinés à construire un ensemble de connaissances et de valeurs communes (culture), ainsi qu'un récit scientifique (histoire) et une vision partagée du passé (mémoire) européen. Les "musées de l'Europe" doivent être considérés comme l'un d'entre eux, tant ils semblent devoir participer au renforcement de la politique symbolique européenne et communautaire (Foret, 2008) en faisant un usage politique du passé » (Mazé, 2012, p.80). Ces derniers « sont conçus dans la perspective de participer au développement de l'identité et de la citoyenneté européenne (Déloye, 1998 ; Eder et Giesen, 2001 ; Magnette, 2004) afin de se faire les "agents de la conscience européenne" (Shore, 2000, 26). Ainsi les entrepreneurs des "musées de l'Europe" justifient-ils leur entreprise, avant tout politique » (Mazé, 2012, p.80). « Ces nouveaux musées consacrés de manière inédite à l'histoire et à la culture de l'Europe, en partie conçus par leurs promoteurs comme des "agents de la conscience européenne" (Shore, 2000) à des fins identitaires, sont le lieu d'une mobilisation privilégiée du registre du "passé européen", jugée indispensable à l'établissement d'une "mémoire européenne", elle-même pressentie comme nécessaire à la construction d'une « identité européenne ». » (Mazé, 2012, p.72).

Inaugurée en 2017 à Bruxelles suite à une initiative émanant du Parlement européen (Deschamps, 2019), la Maison de l'histoire européenne (MHE) est un exemple concret de ces musées de l'Europe. Et malgré que, comme souligné par Dupont, « la surprise des

visiteur·euse·s de ne pas trouver un musée de propagande témoigne aussi du fait que les contenus de la MHE ont pu être développés en toute indépendance » (Dupont, 2020, p.11), il n'en reste pas moins que le musée porte un message politique : « *Despite an emphasis on discussion, the political message of the House remains unequivocally clear: to promote European unification* » (Van Weyenberg, 2019, p.65). Il s'agit donc bien d'un projet politique s'inscrivant « dans un cadre et dans un but unificateur » (Dupont, 2020, p.4).

Dans ce contexte, cette recherche se donne pour objectif d'analyser les narratifs mobilisés par le musée pour construire une identité européenne, en partant de la question centrale : Quels narratifs la Maison de l'histoire européenne mobilise-t-elle pour représenter l'euroéanité ? Pour ce faire, cette recherche se base sur l'analyse de l'exposition permanente du musée, et plus particulièrement sur le récit proposé par l'audioguide de langue française.

Dans ce cadre, ce travail commencera par s'intéresser au cadre théorique entourant cette recherche en commençant tout d'abord par revenir sur la pertinence du choix de l'institution et de son exposition permanente. De même, les raisons ayant mené à la sélection de la transcription de l'audioguide comme corpus, ainsi que le choix de la version française de ce dernier seront évoqués. L'aspect méthodologique sera ensuite abordé afin d'expliquer comment l'analyse thématique a permis de dégager des narratifs et de tenter objectiver le poids de ceux-ci dans le récit de l'institution, et ce, afin de procéder ensuite à une analyse « socio-idiologique » de discours combinant approches critiques et interprétatives (Angermüller, 2007 ; Debras, 2023 ; Keller, 2005 ; Machin & Mayr, 2012). Cette approche envisageant le musée non comme un espace neutre de conservation, mais comme un lieu où se jouent des rapports de pouvoir symbolique (Mazé, 2012).

Ensuite, l'analyse thématique sera développée, en expliquant comment les catégories de représentations de l'identité européenne ont été construites en interaction avec le corpus. Les différents types de représentation seront abordées en expliquant les idées, parfois implicites, parfois explicites, auxquelles chacune renvoie, notamment en mobilisant des extraits du récit du musée.

Enfin, ce mémoire reviendra d'abord brièvement sur la manière dont, selon une perspective ethnographique et interprétative (Vlassis, 2022), le musée, en tant qu'intervention culturelle, participe à la construction narrative de l'euroéanité, qui s'élabore à travers des récits partagés et des représentations symboliques (Anderson, 2006 ; Calligaro, 2013 ; McNamara, 2015 ;

Sassatelli, 2009). Par après, les narratifs dominants, ou invisibilisés, émergeant grâce à l’analyse thématique seront analysés dans une approche interprétative et critique, afin de tenter de déceler les cadrages et les idéologies marquant le discours sur l’européanité proposé par la Maison de l’histoire européenne, mais aussi en s’intéressant aux limites de ceux-ci.

2. Cadre théorique

2.1. Objet d’étude

Cette étude a donc pour objectif d’analyser le récit proposé par la Maison de l’histoire européenne, acteur de l’européanisation culturelle, dans le cadre de son exposition permanente afin d’en faire émerger les narratifs qui y sont mobilisés. Plus précisément, le corpus retenu afin d’effectuer cette analyse est la transcription de l’audioguide en langue française de l’exposition permanente.

Afin de mieux comprendre la pertinence de ce choix, il est utile de s’intéresser au contexte qui a vu naître l’institution. En effet, le projet de la Maison de l’histoire européenne a vu le jour suite à une initiative de Hans-Gert Pöttering, alors président du Parlement européen. Ce dernier envisageait alors le musée comme un moyen de renforcer la légitimité de l’Union européenne (Van Weyenberg, 2019). À cela, Van Weyenberg rajoute que : « Pöttering (now Chair of the museum’s Board of Trustees) envisioned the House of European History as “a locus for history and for the future, where the concept of the European idea can continue to grow” (European Parliament, 2008, 4). In this context, the interpretation of the past is meant to serve as a historical but also a moral foundation for current and future processes of unification and integration. The House’s exhibition plans and realised exhibitions are thus inevitably subject to the political agenda that constituted its raison d’être to begin with (Kaiser, Krankenhagen and Poehls, 2014, 151). » (Van Weyenberg, 2019, p.50). On comprend donc que l’objet du musée est résolument politique, devant notamment à servir de base morale pour l’unification et l’intégration européenne.

L’autrice mobilise d’ailleurs le concept de « Eu activism » dans son analyse de l’institution, qu’elle voit comme un moyen de construire et de promouvoir des narratifs partagés sur l’européanité : « Entrance to the House is free, revealing the intention to make the museum accessible to as many people from Europe (and beyond) as possible. This aim aligns with Kaiser’s assessment of the House of European History as an example of “EU activism”, bent on “shap[ing] a collective identity among citizens to protect the EU” and “co-shaping the

transnational politics of history” (2017, 518-519). It is a form of activism, Kaiser explains, with a clear purpose: “the formation and dissemination of more aligned and consensual narratives”, particularly important in light of the 2004 enlargement of the European Union, when Eastern Europeans began to challenge the consensus about post-war integration (2017, 518-519) » (Van Weyenberg, 2019, pp.49-50)

Pour ce faire, le musée se base principalement sur son exposition permanente. Cette dernière a été construite autour de deux questions principales, énoncées par Andrea Mork, conservatrice générale de la Maison de l’histoire européenne et co-responsable du développement du récit de l’exposition permanente : « What binds Europe together? What are the most relevant historical events and developments in European history that have been formative for the continent? [and] Which experiences, interpretations and memories do various nations and social groups associate with these events, each of them having been involved in a different way? » (Mork, 2018, pp.130-131). Elle ajoute à cela les critères mobilisés afin de sélectionner ce qui serait considéré comme des références majeures pour une « conscience européenne » : « Accordingly, the exhibition focuses on phenomena – that are originally European, – that have spread all over Europe, and – that are relevant up to now and are considered to be distinctive steps for the development of European civilisation and culture. [...] It seeks to accentuate the reference-points of most relevance to a European consciousness » (Mork, 2018, pp.130-131).

En pratique, de ces critères naissent une trame narrative que, Christine Dupont, historienne et conservatrice à la Maison de l’histoire européenne investie dans le projet depuis ses débuts, résume en ces mots : « Une introduction thématique fait appel à toutes les périodes de l’histoire, de l’Antiquité jusqu’à aujourd’hui, autour de la notion mouvante d’Europe, de mémoire et de patrimoine européens (2e étage). Lui fait suite un récit chronologique qui commence à la Révolution française et se termine, grossso modo, au Brexit. Ce récit aborde le xixe siècle, les deux guerres mondiales et les tensions entre démocratie et totalitarisme dans l’entre-deux-guerres (3e étage). Il propose ensuite des « piliers de la construction européenne » intégrés dans un contexte de guerre froide et de changements sociaux (1945- 1973, 4e étage), puis de crise économique, de mouvements sociaux et de fin du communisme (1973-1989) (5e étage). L’exposition se poursuit par une réflexion sur l’histoire plus récente de l’Europe (1989- aujourd’hui), dans laquelle l’Union européenne joue de facto un rôle plus important (5e étage), pour se terminer enfin sur un espace, plus ouvert, de réflexion sur les enjeux contemporains (6e étage, en cours de réaménagement). » (Dupont, 2020, p.4)

Afin d'analyser ce récit construit par le musée, le choix a été fait de prendre l'audioguide comme référence. En effet, dans le contexte particulier de la Maison de l'histoire européenne, l'audioguide mérite une attention toute particulière en tant qu'outil qui cristallise la prééminence du récit sur la collection matérielle. Comme le souligne Christine Dupont, le musée « fait le choix d'une muséologie qui se veut moderne mais qui privilégie un modèle classique de musée mettant en scène des objets, alors même [que l'institution] ne possède le moindre embryon de collection au moment de [son] lancement. En deux mots, le musée se développe à partir d'une page blanche sur laquelle est d'abord imaginé un récit » (Dupont, 2020, p.4). Laurence Muller (2018) témoigne aussi de cette approche moderne de la muséologie choisie par l'institution. Dans cette logique, le récit se trouve donc à la base dans cette exposition muséale contemporaine et les éléments exposés sont sélectionnés postérieurement, et suivant ce dernier. Cette primauté du récit, pensé comme le cadre de sens initial, implique que les objets eux-mêmes, ajoutés ultérieurement pour servir celui-ci, jouent un rôle secondaire dans la structuration de l'exposition permanente. L'audioguide devient dès lors la matérialisation la plus explicite de ce récit conçu en amont : il porte la narration officielle du musée, la rend accessible et la guide à travers les objets présentés. Dans cette logique, l'étude de l'audioguide apparaît comme un moyen privilégié pour saisir la logique interne de l'exposition et la tentative de construction de l'euroéanité telle qu'elle est proposée au visiteur. Les objets, relégués au second plan, sont mobilisés pour illustrer un discours préexistant, plutôt que pour former le cœur d'une collection authentique. C'est donc en tant que support du récit, et non en tant que simple accompagnement technique, que l'audioguide s'impose comme un objet d'étude central dans le cadre de cette analyse.

Enfin, afin de répondre de manière préventive aux potentiels questionnements à cet égard, le fait d'avoir choisi la version du récit proposée en langue française ne constitue pas une faiblesse pour cette étude. En effet, une attention toute particulière a été portée à la traduction des contenus du musée dans les 24 langues officielles de l'Union et l'équipe muséale a suivi de près ce processus. L'équipe de curateurs a notamment préalablement préparé des fiches à destination des traducteurs de la Direction générale de la traduction du Parlement Européen, et est restée en contact permanent avec les équipes de traduction au moyen d'une plateforme numérique partagée. Il est d'ailleurs éloquent de constater que près de 1800 questions ou commentaires ont été postés sur cette dernière par les services de traduction. De plus, les questions de contenu ont été laissées exclusivement à la discréction de l'équipe muséale (Bičkauskaitė, 2018, p.308).

2.2. Méthodologie

Ce travail adopte une approche « socio-idéologique » de l’analyse du discours, mobilisant deux courants qui s’avèrent ici complémentaires, l’analyse du discours critique (Critical Discourse Analysis) et l’analyse du discours interprétative (Wissenssoziologische Diskursanalyse). Cette double perspective permet d’analyser les discours à la fois comme des vecteurs d’idéologies et de représentations identitaires, mais aussi comme des mécanismes de production et de légitimation des savoirs collectifs dans un contexte social donné (Angermüller, 2007 ; Debras, 2023).

De manière plus pragmatique, cette approche vise ici à saisir les mécanismes discursifs par lesquels une institution comme la Maison de l’histoire européenne participe à la production, à la mise en tension et à la promotion de l’identité européenne tout en conservant une approche critique vis-à-vis de ce qui est mis en avant, ou au contraire, exclu.

L’analyse du discours critique est ici mobilisée dans la lignée des travaux de David Machin et Andrea Mayr. Ces auteurs proposent une démarche analytique permettant de repérer les mécanismes idéologiques présents dans les discours, en analysant notamment les choix linguistiques et les stratégies rhétoriques. Cette approche permet d’étudier comment le récit façonne certaines représentations du monde, en s’intéressant à ce qui est dit, la manière dont les sujets sont abordés, et ce qui est minimisé voire laissé de côté. Selon Machin et Mayr, les discours ne sont jamais neutres, ils reflètent et renforcent des structures de pouvoir dans un but précis, tout en apparaissant comme naturels, objectifs ou évidents : « The idea of ‘critical’ language study is the process of analysing linguistic elements in order to reveal connections between language, power and ideology that are hidden from people. CDA [critical discourse analysis] typically analyses news texts, political speeches, advertisements, social media, school books etc. exposing strategies that appear normal or neutral on the surface, but which may, in fact, be ideological and seek to shape the representation of events and persons for particular ends. The term ‘critical’ in CDA therefore means ‘denaturalising’ language to reveal kinds of ideas, absences and taken-for-granted assumptions in texts. This will allow us to reveal the kinds of power interests buried in these texts. » (Machin & Mayr, 2012, p.32). Cette perspective est particulièrement pertinente dans ce contexte muséal, où les choix narratifs et terminologiques participent à la construction d’un imaginaire collectif sur l’Europe.

En complément de cette première approche critique, la Wissenssoziologische Diskursanalyse, qui s'inscrit dans la tradition de la sociologie de la connaissance, propose une lecture des discours comme producteurs de savoirs collectifs, influençant la perception que l'on a de la société et participant activement à construire la réalité, et non comme de simples reflets de cette dernière. Cette approche interprétative vise à reconstruire le sens collectif mobilisé dans les pratiques discursives, en tenant compte du contexte historique, institutionnel et culturel dans lequel ces discours s'inscrivent et en s'intéressant notamment à ce que les acteurs considèrent comme allant de soi (Keller, 2005). Cette orientation dépasse la seule focalisation sur les structures linguistiques, permettant ici d'analyser le rôle du discours dans la construction symbolique de réalités sociales telles que l'identité européenne, ou l'europeanité « Europeaness ». (Calligaro, 2013)

Pour opérationnaliser ce cadre théorique, cette étude mobilise préalablement l'analyse thématique réflexive telle que proposée par Braun et Clarke (2006, 2012). Cette méthode est adaptée aux recherches qualitatives à visée interprétative et critique, dans la mesure où elle permet d'identifier des thèmes récurrents dans un corpus, tout en tenant compte de leur ancrage. Cette approche n'est pas utilisée comme un outil de classification neutre, mais comme un dispositif d'interprétation structurant l'analyse du discours. Elle est utilisée dans une perspective réflexive, en assumant le rôle actif du chercheur dans la construction des catégories d'analyse, ce dernier est alors considéré comme un acteur impliqué, qui construit ses objets d'analyse à travers un regard théoriquement informé, et en interaction avec le corpus qui fait l'objet de l'étude.

Concrètement, L'analyse thématique est donc ici ainsi envisagée comme un moyen de faire émerger du discours de l'institution muséale des narratifs dominants et de tenter d'objectiver l'importance relative qui leur est accordée dans le récit de l'exposition permanente. Pour ce faire, le corpus, structuré en fiches thématiques, est analysé au moyen d'un processus de taguage effectué à partir des thèmes construits, qui correspondent à différents types de représentation de l'identité européenne. Cette analyse thématique étant réflexive, l'attribution d'un ou de plusieurs type de représentation à chaque fiche ne relève pas d'une classification stricte et univoque, mais plutôt d'une lecture située, ancrée dans un cadre théorique et épistémologique spécifique. Ainsi, le fait qu'une fiche puisse relever de plusieurs thématiques à la fois reflète la complexité du matériau analysé et l'idée que les différentes dimensions de l'identité européenne (historique, culturelle, politique,...) sont souvent intriquées et co-

construites dans les discours institutionnels ou muséaux. Cette démarche, assumée comme réflexive, permet de mettre en lumière les tensions entre les catégories de représentation, et de saisir les multiples strates de sens véhiculées par le récit. (Braun & Clarke, 2006, 2012).

Les données ainsi récoltées ont été structurées en un tableau récapitulatif (disponible dans les annexes sur Matheo) croisant toutes les fiches thématiques avec les 6 différentes représentations de l'euroéanité ci-après évoquées. Chaque fiche thématique a aussi été classée en fonction de la périodicité des sujets qu'elle aborde. Une Heatmap de l'occurrence des différentes représentations en fonction des différentes sections de l'exposition a aussi été réalisée (disponible dans les annexes sur Matheo). Ces outils ont été utilisés afin de tenter d'objectiver l'importance des différentes représentations et de tirer des tendances qui seront ensuite analysées de manière qualitative. Ces données n'ont donc pas pour dessein d'être analysée de manière quantitative.

3. Les représentations de l'euroéanité

L'analyse thématique de l'audioguide de la Maison de l'histoire européenne effectuée se base sur 6 catégories de représentation de l'identité européenne : géographique, historique, culturelle, politique, économique et solidaire. Ces catégories émergent en interaction avec l'analyse du corpus mais sont aussi présentes dans les discours, les documents officiels ou encore la littérature scientifique. Niessen (2020) effectue d'ailleurs une analyse thématique du discours de la commission basée sur des critères géographiques, historiques, culturelles et politiques.

Les trois premières, à savoir les représentations géographique, culturelle et historique sont d'ailleurs ancrées dans le discours des institutions européennes, et notamment celui de la Commission européenne qui, en commentant dans une publication officielle ce qui deviendra l'actuel article 49 du Traité sur l'Union Européenne, relatif à l'adhésion à l'Union européenne, tient ce propos : « [Article 49 of the TEU says] that "any European State may apply to become a member". The term "European" has not been officially defined. It combines geographical, historical and cultural elements which all contribute to the European identity. » (European Commission, 1992, p.11). (Niessen, 2020)

La représentation politique, elle, se retrouve aussi dans des documents officiels. Ainsi l'article 2 du Traité sur l'Union européenne (TUE) déclare par exemple que « L'Union est fondée sur les valeurs de respect de la dignité humaine, de liberté, de démocratie, d'égalité, de l'État de

droit, ainsi que de respect des droits de l'homme, y compris des droits des personnes appartenant à des minorités » (Traité sur l'Union européenne, 2012, art. 2). De même, l'article 21 du TUE est aussi éloquent quand il évoque une « action de l'Union sur la scène internationale [qui] repose sur les principes qui ont inspiré sa propre création, son développement et son élargissement : la démocratie, l'État de droit, l'universalité et l'indivisibilité des droits de l'homme et des libertés fondamentales. » (Traité sur l'Union européenne, 2012, art. 21).

En ce qui concerne la dimension économique, on la retrouve notamment chez Nabli, l'auteur évoquant notamment une identité européenne qui « émerge autour de valeurs économiques et sociales » (Nabli, 2011, p.36). Il évoque aussi la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, censée « incarner le système de valeurs de l'Union européenne [et qui] s'articule notamment autour de droits économiques et sociaux. » (Nabli, 2011, p.36)

Enfin, pour ce qui est de la représentation solidaire, on retrouve aussi cette idée chez Nabli qui évoque un « parcours vers des relations toujours plus étroites [...] par réalisations concrètes qui créent une solidarité de fait. » Il continue en affirmant que « L' "unité", toutefois, n'est pas une fin en soi. Par contre, elle a un but précis : celui de forger une destinée commune. » (Nabli, 2011, p.41). On retrouve aussi une idée de solidarité face aux crises ou d'Europe résultat des crises dans les discours au niveau européen (Monnet, 1978 ; Juncker, 2016 ; Macron, 2022 ; von der Leyen, 2025). Certains auteurs évoquent aussi cette rhétorique de la crise au niveau européen (Parsons et Mathijs, 2015 ; Van Weyenberg, 2019)

Ces six types de représentations – géographique, historique, culturelle, politique, économique et solidaire – apparaissent donc de façon récurrente dans la documentation officielle, dans la littérature scientifique ou encore dans les discours au niveau européen. Dans le cadre de l'analyse thématique réflexive, les 6 différentes représentations seront maintenant passées en revue et enrichies d'exemples les plus marquants sont listés afin de saisir concrètement en quoi consiste ces représentations dans le cadre du récit de l'exposition permanente, il faut maintenant les confronter au corpus et identifier des exemples concrets issus du corpus, afin de montrer comment elles s'articulent et relèvent d'une certaine vision de l'Européanité.

3.1. Représentation géographique

Pour ce qui est de la représentation géographique, on fait souvent appel à la notion de continent dans un contexte évoquant souvent l'idée d'unité :

- « Liens qui unissent le continent » (Le patrimoine européen, floor 2-5).
- « L'unité d'un continent » (Mutations politiques, floor 3-2).
- « À travers le continent » (Essor de la révolution, floor 3-23).
- « Reconstruction d'un continent divisé » (Reconstruction d'un continent divisé, floor 4-1).
- « L'Europe devient un continent divisé » (Le bloc de l'Est, floor 4-7).
- « Partout sur le continent » (Consommation, floor 4-9).
- « L'ensemble du continent » (Congrès de l'Europe, floor 4-19).
- « Réunification du continent » (Face à la diversité, floor 5-22).

On évoque aussi les limites, les frontières de l'Europe, on renvoie à sa dimension géographique :

- « Où commence l'Europe et où s'arrête-t-elle ? » (Cartographier l'Europe, floor 2-4).
- « Carte de l'Europe » (Les traités de paix, floor 3-17 & Redessiner l'Europe, floor 5-14).
- « Ses frontières géographiques » (Diversité linguistique, floor 5-28).
- « Au-delà de ses frontières » (Guerres, floor 6-2 & Sur la piste de mon Europe, floor 6-11).

Enfin, on décrit des pays, paysages, villes comme étant européens :

- « Pays européens » (La traite des esclaves, floor 2-10 ; Colonialisme, floor 2-12 ; Les causes de la guerre, floor 3-9 ; État et Nation, floor 3-20 ; Régimes autoritaires, floor 3-29 ; Héritage colonial, floor 6-9 ; Pandémie, floor 6-7).
- « Paysages européens » (Mémoire de la guerre, floor 3-16).
- « Régimes européens » (Démocratie, floor 3-19 ; Héritage colonial, floor 6-9).
- « L'Europe et ses paysages » (L'Europe et ses paysages, floor 6-12).
- « Villes européennes » (Capitalisme, floor 2-16 ; Visions de l'Europe, floor 6-13).

Il est aussi particulièrement intéressant de voir que certains États ou villes sont ici présentés comme européens, alors que cette qualification pourrait faire débat, et relève donc d'un choix :

- « L'Allemagne était vaincue et les empires autrichiens, ottomans et russes n'existaient plus. [...] La carte de l'Europe était sur le point d'être redessinée » (Les traités de paix, floor 3-17).

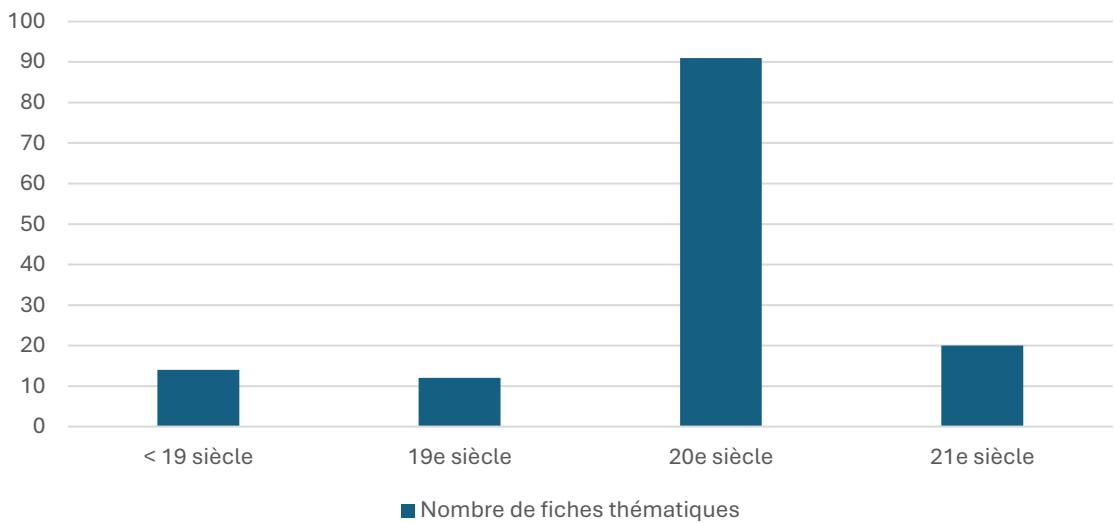
- « La fin de la Première Guerre mondiale voit le bouleversement de la carte politique de l'Europe. Les 3 empires multiethniques qu'étaient l'empire ottoman, l'empire austro-hongrois et l'empire russe se sont effondrés » (Un nouveau paysage politique, floor 3-18).
- « Vers 1922, la plupart des régimes européens, anciens et nouveaux, sont des démocraties parlementaires, exception faite de l'Union soviétique » (Démocratie, floor 3-19).
- « Au début du siècle, la Russie compte parmi les pays les moins développés d'Europe » (1917-1920, floor 3-22).
- « Les pénuries alimentaires étaient une expérience commune à toute l'Europe pendant la guerre. [...] Un cas extrême de famine s'est produit pendant le siège de Léningrad de 1941 à 1944 » (Famine, floor 3-44).
- « La réalité actuelle de l'Europe, ce sont des tensions armées et des conflits gelés dans diverses régions. En Géorgie et en Ukraine, des civils ont été témoins d'actions militaires et d'atrocités. Dans ces pays, les Européens ont subi des traumatismes qui les marqueront leur vie durant et nombreux sont ceux qui ont perdu la vie ou leur foyer » (Guerres, floor 6-2).

3.2. Représentation historique

La représentation historique est omniprésente dans le discours de la MEH. Le début du récit commence par « dessiner le profil de l'Europe » en revenant brièvement sur les périodes et événements historiques considérés comme pertinents dans le cadre de cet exposition, ainsi que sur certains de leurs héritages. Cela commence avec l'apparition de l'idée d'Europe, en évoquant le mythe qui y est associé, pendant l'Antiquité, faisant remonter la genèse de l'Europe à la période gréco-romaine. Le récit continue ensuite avec la Renaissance, le siècle des lumières et se finit enfin avec la période des grandes révolutions et l'amorce du 20^e siècle.

Il semble utile de mentionner que sur les 143 fiches thématiques, seule une petite minorité porte sur des sujets chronologiquement situés avant le 19^e siècle. L'immense majorité des thèmes abordées fait en effet référence à des éléments que l'on peut plutôt relier au 20^e siècle. Si l'on pourrait discuter de la période dans laquelle tombe l'une ou l'autre fiche, au vu des résultats obtenus, le constat de la prédominance du 20^e siècle dans le discours de l'institution semble cependant indiscutable.

Histogramme représentant la quantité de fiches thématiques distribuées par période historique



Les thématiques abordées pour la période du 20^e siècle portent principalement sur les guerres, que cela soit la Première Guerre mondiale, la seconde ou encore la guerre froide. Dans le cadre de ces sujets, le musée met surtout en avant l'aspect mémoriel de l'histoire européenne, donnant une place importante à la commémoration :

- « L'histoire a façonné un sens de la mémoire européenne » (Dessiner le profil de l'Europe, floor 2-1).
- « Siècle le plus meurtrier de l'histoire de l'Europe et ses effets traumatisants ont eu des incidences profondes sur la mémoire européenne » (Première Guerre mondiale, floor 3-8).
- « Cela a conduit à la création du concept du soldat inconnu partout en Europe, permettant à la population de se souvenir de ceux morts au combat et de se recueillir sur des tombes et devant des monuments commémoratifs » (Mémoire de la guerre, floor 3-16).
- « La reconnaissance de ces crimes sans précédent contre l'humanité est au cœur des discussions sur la mémoire européenne » (Mémoire de la Shoah, floor 4-29).
- « Les monuments publics et commémoratifs, les noms de rue, les musées et même les manuels scolaires continuent à faire l'objet de controverses dans le cadre du processus de commémoration ou d'oubli. Qu'est-ce que la mémoire européenne ? » (Mémoire européenne partagée et divisée, floor 5-29).

- « Un héritage qui fait partie intégrante de la mémoire européenne » (Nostalgie et condamnation, floor 5-30) .
- « Quel sens prend la commémoration des victimes d'attentats terroristes pour les sociétés politiques et dans la vie quotidienne ? » (Terrorisme, floor 6-3).

À cela se rajoute les multiples évocations du passé, dans des contextes relativement négatifs :

- « Si nous nous souvenons du passé. Pouvons-nous éviter d'en reproduire les erreurs ? » (La mémoire, floor 2-20).
- « Comme des rappels meurtriers du passé de l'Europe » (Une guerre industrielle, floor 3-12).
- « Pour surmonter ce terrible passé » (Droits de l'Homme, floor 4-5).
- « Les échecs du passé » (Mémoire de la Shoah, floor 4-29).
- « Une nation cherchant à accepter son passé » (Allemagne de l'Ouest, floor 4-30).
- « Le processus d'acceptation du passé communiste » (Archives secrètes, floor 5-31).
- « Les idéologies radicales puisent souvent leur inspiration dans des idéologies enracinées dans le passé » (Terrorisme, floor 6-3).

3.3. Représentation culturelle

En ce qui concerne ce qui relève de la représentation culturelle, l'institution évoque à plusieurs reprises ce qu'elle considère comme une « culture européenne », un « patrimoine européen », ou encore une « civilisation européenne » ou un « développement intellectuel européen. »

- « Quelles sont les parties de ce patrimoine européen que nous devrions préserver ? » (Le patrimoine européen, floor 2-5).
- « La pensée grecque a déterminé une grande partie du développement intellectuel européen » (Philosophie, floor 2-6).
- « L'humanisme est la pierre angulaire de la culture et de la civilisation européenne » (Humanisme, floor 2-9).
- « Ce système de commerce barbare est un aspect indéniable du patrimoine européen » (La traite des esclaves, floor 2-10).
- « Le christianisme reste ancré dans la vie quotidienne européenne, avec des valeurs, des traditions et des cultures qui reflètent l'héritage chrétien de l'Europe » (Omniprésence du christianisme, floor 2-13).

- « Elle a représenté un tournant décisif dans le développement culturel et politique de l'Europe » (Le siècle des lumières, floor 2-14).
- « Éléments du patrimoine culturel européen » (La fin de la croissance, floor 5-2).
- « La richesse du patrimoine culturel de l'Europe » (Diversité linguistique, floor 5-28)
- « Quelles sont les principales caractéristiques de la culture européenne ? » (L'Europe aujourd'hui, floor 6-1)

Cette représentation culturelle de l'Europe que fait la MEH est notamment marquée par l'influence de « la pensée grecque » (Philosophie, floor 2-6), un « héritage chrétien » (Omniprésence du christianisme, floor 2-13) et l' « émancipation des doctrines religieuses et métaphysiques,[...] la valeur de la raison et de la pensée rationnelle, les sciences et les connaissances » (Le siècle des lumières, floor 2-14) et « la foi dans le progrès » (Sciences et technologies, floor 3-6).

Ensuite, dans une période plus actuelle, la thématique de la coopération culturelle et de la diversité occupent une place non-négligeable, cette dernière étant évoquée dans des contextes relativement positifs :

- « Une organisation œuvrant pour la coopération culturelle » (Congrès de l'Europe, floor 4-19).
- « Des programmes d'échanges de jeunes sont organisés » (Traité de l'Élysée, floor 4-27)
- « Un ensemble de plus en plus diversifié de cultures, de langues et de traditions » (Premier élargissement, floor 4-28).
- « L'Europe est un haut lieu de la diversité, elle l'a toujours été » (Diversité linguistique, floor 5-28).
- « La diversité de l'Europe est en grande partie le fruit de rencontres transfrontières et d'échanges culturels » (Sur la piste de mon Europe, floor 6-11).

Enfin, on évoque un certain *mode de vie européen*, parfois de manière implicite en abordant des sujets tels que le logement, l'éducation, la mobilité, les soins de santé et services sociaux, le mode de consommation... et parfois de manière explicite.

- « Contribuant ainsi à définir le mode de vie et la culture européens. » (Omniprésence du christianisme, floor 2-13).

- « Comment l'Europe peut-elle montrer la voie en matière de protection du climat ? Pouvons-nous concilier nos activités économiques et nos modes de vie avec la nécessité de protéger l'environnement ? » (Changement climatique, floor 6-5).
- « Les technologies remettent à plat nos modes de vie » (floor 6-6).

Parallèlement, certains courants culturels comme la Renaissance (floor 2-6 ; floor 2-9 ; floor 2-14) et le Modernisme (floor 3-24) sont aussi abordés.

3.4. Représentation politique

La représentation politique s'articule autour de plusieurs thématiques. Tout d'abord, l'idée de démocratie est omniprésente tout au long du discours de l'institution, avec pas moins de 41 occurrences dont voici quelques exemples :

- « La démocratie est-elle un élément fixe de notre patrimoine ou est-elle en perpétuelle évolution ? » (Démocratie, floor 2-7).
- « Et en politique, la croyance dans le pouvoir et la valeur de l'individu ont inspiré les revendications d'autodétermination et de démocratie du 19e siècle » (Humanisme, floor 2-9)
- « Les peuples européens se soulèvent contre la classe dirigeante formée par l'aristocratie et luttent pour l'instauration de droits de l'Homme et de droits civils, pour une société démocratique et pour l'indépendance nationale. » (Mutations politiques, floor 3-2).
- « Avec la fin de la guerre s'affirme l'espoir réel que des sociétés meilleures et plus démocratiques vont se développer » (Démocratie, floor 3-19).
- « Des démocraties parlementaires fleurissaient partout en Europe » (Totalitarisme et démocratie, floor 3-21).
- « Sur leur voie vers la démocratie » (Chutes des dictatures du sud, floor 5-6).
- « Un nouveau tournant démocratique en Europe avec la tenue des premières élections au Parlement européen au suffrage direct des citoyens des États membres » (Premières élections européennes au suffrage direct, floor 5-11).
- « Désormais dans le giron européen, ces États ont pu défendre leurs nouvelles institutions démocratiques » (Élargissement au sud, floor 5-12).
- « Rendre l'Union européenne plus transparente, plus efficace et plus démocratique en renforçant l'union politique » (Une constitution pour l'Union, floor 5-25).

- « L'Union européenne se donne-t-elle suffisamment les moyens d'être à la hauteur de ses propres valeurs et principes de liberté, de démocratie, d'État de droit et de droits de l'homme ? » (Prix Nobel de la paix, floor 6-4).

Par ailleurs, on remarque aussi l'importance accordée à la paix dans le récit, souvent associé à l'idée d'Europe.

- « Cette campagne était l'un des premiers exemples du pouvoir populaire et reflète un autre aspect du patrimoine européen, la tradition de la mobilisation pacifique et de l'autocritique » (La traite des esclaves, floor 2-10).
- « Les Européens ont également eu recours à des moyens pacifiques pour induire des changements de régime » (Révolutions, floor 2-15).
- « Le pacifisme et l'idée de l'unification européenne ont pris de l'ampleur. » (Totalitarisme et démocratie, floor 3-21).
- « Le désir de garantir un avenir pacifique grâce à une coopération européenne » (Congrès de l'Europe, floor 4-19).
- « Une Europe de la paix fondée sur les droits de l'Homme, la démocratie, l'État de droit et le développement économique » (Architectes de l'intégration européenne, floor 4-23).
- « Les actions de l'Union européenne en faveur de la réconciliation et de la paix, de la démocratie, des droits de l'Homme et du bien-être social » (Prix Nobel de la paix, floor 6-4).
- « L'Union européenne est-elle prête à combattre pour la paix au-delà de ses frontières ? » (Guerres, floor 6-2).

Enfin, les droits de l'Homme sont aussi mis en avant, notamment comme vu précédemment en combinaison avec les idéaux de paix et/ou de démocratie. Ils sont parfois abordés de manière générique, ou parfois de manière plus spécifique en se concentrant sur certaines minorités.

- « Une organisation œuvrant pour la coopération culturelle et le respect des droits de l'Homme sur l'ensemble du continent » (Congrès de l'Europe, floor 4-19).
- « De nouveaux mouvements sociaux émergent, les Européens de l'Ouest descendent dans la rue pour défiler sous des bannières défendant l'égalité des genres et les droits des personnes LGBT, la protection de l'environnement et les campagnes en faveur de la paix » (La démocratisation en Europe de l'Ouest, floor 5-5).

- « Le féminisme émerge comme une force active, espérant mettre un terme à la domination patriarcale et créer des sociétés réellement fondées sur l'égalité » (Nouveaux mouvements sociaux, floor 5-7).
- « La Communauté européenne a réussi à faire valoir un dispositif garantissant les droits de l'Homme qui par la suite a été utilisé par les dissidents pour s'opposer au régime communiste. » (Conférence d'Helsinki, floor 5-10).

3.5. Représentation économique

La thématique économique occupe une place non négligeable dans le récit proposé par le musée. L'économie, l'industrie et le commerce sont dépeints comme des forces ayant mené à la culmination de la puissance européenne au niveau mondiale au début du 20^e siècle.

- « À partir du 15e siècle, les pays européens font du commerce, colonise et obtiennent le contrôle politique aux 4 coins du monde en établissant des colonies » (Colonialisme, floor 2-12).
- « Dans les villes européennes, les bourses deviennent de réels lieux de pouvoir » (Capitalisme, floor 2-16).
- « Le 19e siècle a été une période révolutionnaire pour l'histoire européenne et une époque marquée par de grandes transformations dans [...] l'industrialisation et les systèmes de marché libre. » (L'Europe, une puissance mondiale, floor 3-1).
- « L'industrie manufacturière se répand ensuite à des degrés divers à travers l'Europe, faisant du continent le centre mondial de l'industrialisation, de la finance et du commerce. » (Industrialisation, floor 3-3).
- « Que ce soit sur le plan politique, économique ou culturel, l'Europe avait atteint une position de prédominance à l'échelon mondial. » (Première Guerre mondiale, floor 3-8).

La partie du récit portant sur une période contemporaine à la construction européenne met plutôt en avant une représentation économique basée sur l'idée de coopération économique, et de ses bienfaits.

- « L'idée d'une Europe unie, capable d'apaiser un continent instable et de contribuer à la coopération économique, fait son chemin chez une minorité d'hommes politiques, d'économistes et d'intellectuels. » (Idée européenne et fascisme, floor 3-27).

- « Ces pays créent le marché commun fondé sur 4 libertés de circulation, des travailleurs, des marchandises, des services et des capitaux. » (Traité de Rome, floor 4-22).
- « Les barrières commerciales sont supprimées et un système commun d'assistance financière et technique mis en place, de façon à rationaliser les efforts des 6 pays. Les résultats de cette politique ont été une production plus efficace et des revenus garantis pour les agriculteurs grâce à un système complexe et très coûteux qui les protégeait du marché mondial » (Politique agricole commune, floor 4-26).
- « La Communauté européenne, comme on la désignait communément à l'époque, était [...] la plus grande zone commerciale au monde » (floor 4-28).
- « Comment définir le marché unique ? C'est la mise en place d'une zone économique unifiée permettant la libre circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services. Le marché unique européen est l'un des principaux objectifs de la Communauté européenne, et ce depuis sa fondation. [...] L'économie européenne était ainsi mieux à même de soutenir la concurrence des États-Unis et du Japon. » (Marché unique, floor 5-13).
- « Désormais dans le giron européen, ces États ont pu défendre leurs nouvelles institutions démocratiques et moderniser tant leur société que leurs économies » (Élargissement au Sud, floor 5-12).
- « La signature du traité de Maastricht en 1992 ouvre la voie à l'adoption d'une monnaie unique par la plupart des pays de l'Union européenne. » (L'arrivée de l'euro, floor 5-18)
- « Des dispositifs de sauvetage financiers sont adoptés en faveur de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, de Chypre et du réseau bancaire espagnol. » (La crise de 2008, floor 5-27)

Parallèlement à cette coopération, le déclin industrielle et la fin de la croissance sont aussi évoqués, avec la fin des politiques keynésienne et l'émergence du néolibéralisme.

- « Une crise énergétique et une récession mondiale mettant un terme au boom européen. » (La fin de la croissance, floor 5-2).
- « La grève des mineurs britanniques de 1984-1985, soutenue par des syndicats étrangers, est l'un des conflits les plus célèbres de l'histoire européenne du monde du travail. » (Néolibéralisme, floor 5-4).
- « La stagnation économique remplace une croissance autrefois rapide et la dette écrase les pays. » (le communisme à rude épreuve, floor 5-8).

Enfin, on évoque une forme de socialisme combinant capitalisme et intervention étatique en vue d'obtenir une société plus équitable (Marxisme, communisme et socialisme, floor 2-17) ainsi que l'État-providence comme vecteur d'égalité (Des modèles politiques concurrents, floor 2-24 ; L'éducation, floor 4-16).

3.6. Représentation solidaire

Solidaire : *Qui est ou s'estime lié à quelqu'un d'autre ou à un groupe par une responsabilité commune, des intérêts communs (Le Robert, s.d.)*

Après analyse du corpus, un dernier type de représentation semble émerger, ce que nous avons décidé d'appeler la représentation solidaire. Cette catégorie pourrait, de manière un peu simpliste, être expliquée par un métaphore ; c'est l'idée que les Européens seraient dans le même bateau, et que, par conséquent, ils font face aux mêmes défis et menaces, subissent les mêmes crises et partagent un destin et des intérêts communs.

La Maison de l'histoire européenne évoque notamment tout une série de crises, qu'elles soient financières, économiques, politiques, migratoires, du Brexit ou du coronavirus, et de menaces, nucléaires, terroristes, soviétiques, climatiques, de guerre. Tous ces éléments sont présentés comme autant de risques pour la solidarité et les valeurs européennes .

- « Les valeurs de lumière sont-elles aujourd'hui menacées, où est ce que la science et le savoir l'emporteront toujours ? » (La siècle des lumières, floor 2-14).
- « L'Europe devient un continent divisé, vivant sous la menace d'un anéantissement nucléaire dans le cadre d'une Guerre froide mondiale. » (Le bloc de l'Est, floor 4-7).
- « La crise souligne douloureusement à quel point les économies occidentales sont dépendantes des importations d'énergie. » (Crise énergétique, floor 5-3).
- « La crise financière de l'euro en 2008 a montré à l'Union européenne à quel point ses États membres étaient étroitement liés, ces problèmes mettent aussi en lumière des insuffisances, ce sont des tests pour la solidarité européenne » (Jalons de l'intégration européenne, floor 5-17).
- « La crise met à rude épreuve la résistance et la solidité de l'Union » (La crise de 2008, floor 5-27)
- « Toutefois, ces dernières années, l'Union européenne est sous la pression de la multitude de crises qu'elle traverse » (Prix Nobel de la paix, floor 6-4).

- « Le changement climatique représente l'un des principaux enjeux de notre temps et une menace pour l'avenir même de notre vie sur la planète Terre. [...] Comment l'Europe peut-elle montrer la voie en matière de protection du climat ? » (Changement climatique, floor 6-5).
- « La pandémie de COVID-19 a mis en lumière la vulnérabilité de l'humanité et mis à l'épreuve la solidarité européenne » (Pandémie, floor 6-7).
- « Les nouveaux outils de communication permettent désormais une surveillance à large échelle et la diffusion rapide de fausses informations. Ainsi, sans même que nous nous en rendions compte, le processus démocratique de sociétés entières risque d'être mis à mal et les citoyens pourraient perdre leur capacité à faire des choix. » (Révolution numérique, floor 6-6)
- « Le terrorisme constitue une menace pour la sécurité et l'ordre démocratique de l'Europe. [...] Que peuvent faire les Européens pour contrer et prévenir de tels attentats ? » (Terrorisme, floor 6-3)

Parallèlement, la coopération européenne et la solidarité sont présentées comme des solutions ou des sorties par le haut face à ces menaces ou défis, voire comme des nécessités pour pouvoir faire face à d'autres puissances, dans un contexte d'adversité.

- « L'idée d'une Europe unie, capable d'apaiser un continent instable » (Idée européenne et fascisme, floor 3-27).
- « Unis par la peur du communisme, certains pays d'Europe de l'Ouest choisissent la voie de la coopération à l'échelon supranational afin de maîtriser le nationalisme et de supprimer le risque de guerre. » (Reconstruction d'un continent divisé, floor 4-1 ; Des certitudes qui se brisent, floor 5-1).
- « En Europe de l'Ouest, l'espoir d'une Europe unie fait des adeptes car cette partie du globe se sent de plus en plus prise en étau entre les deux superpuissances » (Entre deux blocs, floor 4-18).
- « Un cri de ralliement passionné « plus jamais de guerre » poussent les défenseurs de l'idée d'une Europe unie à se rassembler en 1948 à La Haye, aux Pays-Bas » (Congrès de l'Europe, floor 4-19).
- « Devait-il y avoir une armée européenne pour défendre la Communauté européenne naissante face à la menace soviétique ? » (Échec de la communauté européenne de défense, floor 4-21).

- « Pouvons-nous voir dans le Brexit l'occasion de renforcer l'Union européenne de demain ? » (Sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne, floor 6-8).
- « Au début de la pandémie, les pays européens ont réagi individuellement en fermant leurs frontières, en limitant la liberté de déplacement et en restreignant les libertés civiles. [...] Entre-temps, les États membres et les institutions de l'Union européenne se sont réunis et se sont accordés sur un programme de relance sans précédent destiné à aider les sociétés et les économies les plus gravement touchées par la pandémie. » (Pandémie, floor 6-7).

Enfin, le récit adopte parfois des accents téléologiques quand il parle de l'intégration européenne, présentant la construction européenne comme un destin commun :

- « Certains Européens se voulaient toutefois visionnaires et ont appelé de leurs vœux l'unité d'un continent s'affranchissant de toute forme d'allégeance nationale » (Mutations politiques, floor 3-2).
- « La Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Allemagne de l'Ouest se mettent d'accord pour créer une union sans cesse plus étroite » (Traité de Rome, floor 4-22)
- « Les nations acceptent de céder toujours plus de leur pouvoir afin de parvenir à un bon fonctionnement à l'échelon supranational » (Jalons de l'intégration européenne, floor 5-17).
- « La réunification du continent » (Face à la diversité, floor 5-22).

3.7. Construction des catégories de représentations

Les différentes catégories de représentations mobilisées dans le cadre de cette analyse thématique ne sont pas mutuellement exclusives. En effet, certaines thématiques abordées peuvent tout à faire relever de différentes représentations, une thématique telle que la colonisation pourrait par exemple être à la fois un marqueur d'une représentation culturelle, historique, politique...

Aussi, comme abordé dans le cadre théorique, dans l'analyse thématique telle que décrite par Braun & Clarke (2006, 2012), les thèmes sont construits par le chercheur en interaction avec l'objet de l'analyse. Cette approche ne se veut donc pas un outil objectif de classification, et il est donc tout à fait possible que la manière dont certaines thématiques abordées dans le corpus fasse parfois débat. L'analyse thématique est plutôt ici mobilisée comme support à l'analyse de

discours, aidant à faire émerger les récits mobilisés dominants et à estimer leur importance dans le narratif proposé par la Maison de l'histoire européenne dans le cadre de son exposition permanente.

4. Comment la Maison de l'histoire européenne parle d'europeanité ?

Ce chapitre explore comment la Maison de l'histoire européenne, en tant que musée fondé par le Parlement européen, participe à la construction d'une identité européenne à travers le récit européen mis en avant dans le cadre de son exposition permanente. Cette approche s'inscrit dans une perspective ethnographique et interprétative, qui met en lumière la façon dont les interventions culturelles de l'Union européenne servent à renforcer l'intégration européenne et à justifier son action. Comme le souligne Vlassis : « From an ethnographic and interpretivist perspective, several scholars seek to highlight the ways in which the European Union has aimed to legitimise its own political actions and further integration with interventions over cultural issues in order to promote European consciousness across EU Member States. The ethnographic and interpretivist perspective focuses on the meanings that shape EU action and institutions about culture and the ways in which they do so. This scientific literature emphasises how the European Union has consolidated an imagined community of Europeans and reveals how the EU has created Europe and its own authority by promoting shared symbols, values and practices. » (Vlassis, 2022, p.5).

À cette fin, les institutions européennes ne peuvent cependant pas s'appuyer sur une identité préexistante, telle que la nation. Au lieu de cela, elles doivent mobiliser différents récits (basés sur des éléments historiques, culturels, politiques...) pour construire une conscience européenne. Ceux-ci évoquent souvent un héritage partagé : la démocratie athénienne, le droit romain, le christianisme, la Renaissance, les Lumières, ou encore les leçons tirées des deux guerres mondiales. Cependant, ces références sont sélectives et souvent contestées, car elles ne sont pas perçues de manière uniforme au sein des différents contextes nationaux particuliers. D'un autre côté, toute communauté imaginée a des frontières et se construit dans l'altérité. L'on n'imagine pas appartenir à l'humanité, mais plutôt à un ensemble défini. (Anderson, 2006). Cette tentative de construire une identité européenne est donc prise dans une tension permanente entre universalité et particularisme. D'un côté, les institutions européennes promeuvent des valeurs universelles comme les droits de l'homme, la paix ou la démocratie. De l'autre, l'Europe est constituée d'une multitude d'identités nationales et régionales, parfois

opposées, qui revendentiquent leur propre singularité. L'enjeu devient alors de construire un récit suffisamment inclusif pour que chaque citoyen européen puisse s'y reconnaître, mais aussi solide, en évitant que celui-ci devienne trop universel. (Sassatelli, 2009)

C'est dans cette dynamique que s'inscrit la Maison de l'histoire européenne. Ce musée, à travers son exposition permanente, participe à sa manière à la construction d'un narratif symbolique qui forge l'identité européenne au moyen du discours véhiculé par son exposition permanente. En effet, les musées sont aussi des instruments de construction des identités nationales en mettant en scène un passé sélectionné, souvent mythifié, pour justifier l'existence des États. Les musées européens cherchent à répliquer cette logique à l'échelle supranationale (Mazé, 2012). L'institution est donc un vecteur de narratifs tels que l'Europe gardienne de la paix et de la démocratie, l'Europe garante de la stabilité ou encore l'Europe moteur du développement économique. Loin de rester de l'ordre du simple discours, ces derniers ont un effet performatif et influencent la société et les citoyens qui la composent. Ces récits deviennent des vérités partagées qui structurent la réalité et prodiguent une légitimité culturelle à la construction européenne, on parle de *narrative construction*. (McNamara, 2015)

Pour autant, il ne s'agit pas d'un simple processus linéaire. Calligaro montre que la promotion de l'Europe par les institutions communautaires ne peut être comprise que comme le fruit d'une négociation permanente entre des représentations concurrentes, des intérêts divergents et des contraintes politiques portés par des acteurs variés (commission, parlement, société civile, états membres). Cette négociation n'a pas de fin, elle reflète les tensions internes à l'UE. L'europeanité (« Europeaness ») repose moins sur une identité collective forte que sur une coexistence négociée de mémoires, cultures et récits partagés. Il n'y a donc pas une Europe, mais plusieurs récits et symboles en concurrence, parfois instrumentalisés politiquement. Par ailleurs, le fait que l'UE ne peut imposer une conception uniforme de l'Europe, et doit constamment négocier entre visions pluralistes, rend la promotion de l'europeanité à la fois fragile et dynamique. (Calligaro, 2013)

Dans cette perspective, il paraît pertinent d'analyser la manière dont la Maison de l'histoire européenne participe à cette construction narrative. Quels sont les récits mobilisés par cette institution ? Comment ces récits tentent-ils de concilier universalité et particularisme pour construire une europeanité partagée ? Ce chapitre s'attache à identifier ces narratifs et à

comprendre leur rôle dans la consolidation d'une identité européenne, telle qu'elle est promue par le discours muséal.

4.1. Particularisme et universalisme

En s'intéressant de plus près aux 6 types de représentations qui ont émergées de l'analyse du corpus, une dichotomie semble apparaître. En effet, d'un côté, les représentations géographique, historique et culturelle semblent relever d'une approche essentialiste de la construction européenne, plus particularisante, là où les représentations politique, économique et solidaire découleraient d'une vision plutôt fonctionnaliste, plus universalisante. Afin de mieux comprendre la différence ici effectuée entre ces deux métacatégories, il semble opportun de s'intéresser à la manière dont ces approches sont définies dans la littérature, et notamment au concept de patriotisme constitutionnel en opposition au patriotisme national traditionnel. (Habermas, 2001)

D'un côté, nous avons une approche essentialiste de l'identité, qui correspond au patriotisme national traditionnel, notamment mobilisé dans la construction de l'identité nationale des États-nations pendant le XIX^e siècle.

« The essentialist approach to identity formation is driven primarily by cultural background variables. » (Cederman, 2001, p.10)

Cette vision de l'identité est celle de l'école fédéraliste de la construction européenne. Marion décrit d'ailleurs cette dernière en ces termes : « L'école fédéraliste est celle qui, à première vue, accorde le plus d'importance à la question géographique. Elle se fonde en effet sur une conception "essentialiste" de l'identité politique, qui la fait découler directement du substrat ethnique et culturel de la société qui la compose. Elle postule un lien direct entre la naissance d'un individu dans une société donnée et son rattachement identitaire à la communauté politique qui est l'expression de cette société. Selon cette vision, on est membre, linéairement et progressivement, d'une famille, d'une ville ou d'un village, d'une région et d'un pays. Les fédéralistes y ajoutent logiquement l'appartenance à une identité européenne. Cette conception "fédéraliste/essentialiste" promeut donc une Europe "homogène", c'est-à-dire géographiquement concordante avec ses fondements culturels dominants que sont l'héritage gréco-romain et, surtout, chrétien (la fameuse thèse de "l'Europe des cathédrales"). Elle accorde de ce fait une importance certaine à la question géographique, notamment en regard de la

Turquie (envers l'adhésion de laquelle elle ne cache pas son scepticisme) ou des frontières orientales de l'Union. » (MARION, 2009, p.68)

Tamvaki ne dit pas autre chose lorsqu'il déclare que « dans ce discours eurofédéraliste des premiers temps, l'expression "peuple européen" désignait un corps de citoyens unis par des liens ethniques, c'est-à-dire par le sentiment d'avoir une histoire et une culture communes. » (TAMVAKI, 2010, p.78).

À la lecture de ces descriptions, l'on voit bien que les représentations géographiques, culturelles et historiques témoignent d'une vision plus essentialiste, fédéraliste. Les thèmes, évoqués par Marion comme des « fondements culturels dominants », chers à cette vision que sont les héritages gréco-romains et chrétiens sont d'ailleurs abordés dans le récit proposé par le musée. De même, et comme mentionné précédemment, le musée utilise des syntagmes tels que des villes, paysages, pays, régimes ou encore peuples tous qualifiés d'européens, témoignant d'une vision fidèle à cette appartenance linéaire et progressive à une ville, un pays et à une « identité européenne » décrite par l'autrice.

En opposition à cette première, l'on trouve une seconde approche qui correspond au patriotisme constitutionnel de Habermas, que l'on peut aussi rapprocher de l'idée d'identité politique ou encore identité postnationale. Plusieurs auteurs en parlent en ces termes :

« Une forme postnationale d'appartenance devrait en effet mener à un patriotisme constitutionnel européen fondé sur des principes politiques plutôt que culturels. » (Heine, 2021)

« In its core definition, political identity is the overarching and inclusive project that is shared by the members of the polity, or in other words the set of political and social values and principles in which they recognize themselves as a 'we'. More important than this set (identity) is the process (self-identification through self-recognition) by which the people recognize themselves as belonging together because they come to share, but also modify and reinterpret those values and principles which are the framework within which they pursue their interests and goals. To do so, a degree of homogeneity in the political culture (say, an orientation favouring liberal democracy) is needed as a pre-condition, while a convergence of the entire cultural world (language, religion, morality, images of the world and forms of everyday life, cf. Joas and Wiegandt (2005)) is not. » (Cerutti, 2008, pp. 6-7).

Cette vision de l'identité correspond à l'approche européenne adoptée par l'école fonctionnaliste : « À l'inverse, il semble que l'approche fonctionnaliste fasse moins de cas de la dimension géographique. Animée par le but de construire l'Europe sur une base économique et volontariste, il lui importe de réunir les nations et États prêts à entrer dans cette logique, les liens culturels passant au second plan. Fondée sur une conception « constructiviste » du lien social, elle exprime l'idée qu'une communauté se construit davantage sur la base de valeurs et d'intérêts partagés que sur celle de la culture ou du sang. Selon cette approche, c'est la culture politique partagée et non la culture au sens large (langue, religion, etc.) qui est déterminante pour la construction d'une identité politique. On trouvera par conséquent dans ce courant tant les défenseurs de l'Europe-marché (libre-échange) que ceux de l'Europe des valeurs (démocratie et droits de l'homme), qui sont prêts à élargir l'Union aux États qui répondent à l'un et/ou l'autre de ces objectifs, peu importe – ou presque – leur supposée appartenance géographique ou culturelle à l'Europe. Tout au plus importe-t-il qu'il existe une continuité territoriale entre les États de l'Union – et encore, le cas de la Grèce démontrant la relativité de cette nécessité. Le débat sur les frontières extérieures de l'Union ne revêt pas par conséquent la même centralité pour cette école que pour les tenants de l'approche fédéraliste. » (Marion, 2009, pp.68-69)

Maintenant que cette dichotomie entre ces deux approches de l'identité est bien établie, il semble que chaque type de représentation mobilisé dans notre analyse thématique correspond soit à la vision de l'école fédéraliste ou à celle de l'école fonctionnaliste, telles que définies par Marion. À ce titre, il paraît donc opportun de tenter d'objectiver leur poids respectif dans le discours de la Maison de l'histoire européenne afin de mieux comprendre la manière dont l'institution parle d'européanité.

	Vision fédéraliste	Vision fonctionnaliste
Dessiner le profil de l'Europe	25	15
L'Europe, une puissance mondiale	6	12
L'Europe en ruine	46	27
Reconstruction d'un continent divisé	24	25
Des certitudes qui se brisent	10	31
L'Europe aujourd'hui	18	18
Total	129	128

Au vu des résultats ressortant de cette analyse, il est intéressant de remarquer que les visions de l'identité européenne des deux écoles semblent occuper une place relativement équivalente dans le discours de l'institution. Il semble donc que la Maison de l'histoire européenne opte pour une forme de compromis narratif qui conjugue racines historiques et culturelles de l'Europe avec une construction politique et volontaire. Ce récit hybride semble être le reflet d'un compromis entre deux approches distinctes de l'identité.

4.2. L'Europe, barrage contre le nazisme et le stalinisme ?

Un élément marquant au sein de cette exposition permanente est la place occupé par la thématique de la commémoration (cf. Représentation historique). La Maison de l'histoire européenne se veut d'ailleurs avant tout un « réservoir de mémoire européenne » (Mork, 2018, p.131). Dans la pratique, cela s'articule surtout autour du récit entourant la Seconde Guerre mondiale, partie de l'exposition dans laquelle est mis en avant un récit de victimisation des européens : « It is apparent in this section almost as much as in the one about the First World War that the notion of the suffering of Europeans constitutes the museum's key narrative message. » (Kaiser, 2021, p.64). Les européens sont en effet dépeints comme ayant été victimes du national-socialisme et/ou du stalinisme. Le musée se livre donc à ce titre à une comparaison entre stalinisme et national-socialisme, laquelle occupe d'ailleurs une place centrale au sein de cette exposition, comme le font remarquer plusieurs auteurs :

« La comparaison entre nazisme et stalinisme est solide, tant visuellement que sur le fond, et met en évidence les différences autant que les ressemblances. Il s'agit évidemment d'un choix politique, car l'unification européenne a été pensée comme une réponse aux régimes dictatoriaux et aux horreurs de la Seconde Guerre mondiale. Ce parallèle est également important aujourd'hui car il relie l'Europe de l'Est et de l'Ouest. Le musée écrit donc sa propre version de l'histoire européenne. » (Beyers, 2018, p.125, traduction personnelle)

« The narrative about the two totalitarian systems is highly systematic both in terms of their textual description and their auratic representation in what appears like the exhibition's central, almost 'sacred space' (Hilmar, 2016, 312). To begin with, to guard against claims that the exhibition equates both systems, the introductory tablet text emphasizes that they 'emerged from very different socio-political backgrounds and were fueled by different political beliefs' about class (in the case of the Soviet Union) and race (in the case of Nazi Germany) respectively. The text goes on to say, however, that they 'had many similarities' listing

individual leadership by Stalin and Hitler as well as the use of ‘ideology, propaganda, terror and genocide to manipulate, subjugate and murder millions of people’. In line with Hannah Arendt’s conceptualization of totalitarian regimes (Arendt, 1951), the exhibition stresses their structural similarities as systems of oppression. » (Kaiser, 2021, p.62)

Ainsi, comme mentionné par Kaiser, de nombreuses fiches thématiques y sont dédiés, abordant notamment en premier lieu les caractéristiques des deux régimes dans une mise en miroir presque parfaite :

Stalinisme				National-socialisme			
Floor 3-30	Floor 3-31	Floor 3-32	Floor 3-33	Floor 3-34	Floor 3-35	Floor 3-36	Floor 3-37
Idéologie	Dirigeants	Économie	Régime de terreur	Génocide et régime de la terreur	Économie	Dirigeants	Idéologie

Viennent ensuite diverses fiches dédiées aux multiples conséquences désastreuses des deux régimes, avec presque systématiquement une partie abordant le régime nazi et l’autre le régime soviétique (Exécutions massives, Déportations massives, Famine¹, Travail forcé, Camps de concentration, La Shoah²)

Cela démontre le rôle complexe joué par la mémoire historique dans la construction de l’Européanité (« Europeaness »), comme mis en évidence par Oriane Calligaro dans *Negotiating Europe*. L’autrice montre que l’Union européenne a tenté, depuis les années 1990, de forger une mémoire collective européenne en promouvant des récits historiques partagés pour renforcer un sentiment d’unité : la Seconde Guerre mondiale comme origine de l’unification européenne, la résistance aux totalitarismes (nazisme, stalinisme), la chute du mur de Berlin comme moment de « réunion » du continent. Mais ces tentatives se heurtent à des

¹ Le pendant soviétique est abordé plus loin, dans une fiche dédiée à l’Ukraine, où l’on aborde la grande famine de 1932-1933, ainsi que la politique soviétique vis-à-vis de la Shoah qui considérait que *tous les peuples soviétiques avaient souffert de la même façon*. (Ukraine, floor 4-33).

² Ibid.

conflits de mémoires, car les États membres n'interprètent pas tous ces événements de la même manière :

En Europe de l'Ouest, la mémoire dominante est celle de la réconciliation franco-allemande, de la paix, et de la démocratie libérale. Cette vision est bien présente dans le récit du musée :

- « Des siècles d'hostilité entre l'Allemagne et la France s'achèvent par la réconciliation franco-allemande. En 1963, le président Charles de Gaulle et le chancelier Conrad Adenauer signent le traité de l'Elysée, engageant les deux pays sur la voie d'une coopération plus étroite. » (Traitée de l'Élysée, floor 4-27).

En Europe centrale et orientale, l'accent est souvent mis sur les crimes du communisme, l'occupation soviétique, voire parfois sur la double victimisation du nazisme et stalinisme. Ce récit se retrouve aussi dans le discours de l'institution :

- « Entre les feux croisés du national-socialisme et du stalinisme, la guerre était particulièrement brutale en Europe centrale et orientale. » (Deuxième Guerre mondiale, floor 3-39).

À la lumière des travaux de McNamara, Sassatelli et Calligaro, l'on peut analyser ceci comme une tentative de La Maison de l'histoire européenne de se livrer à un processus de *narrative construction* où la mémoire européenne est le fruit d'une négociation de représentations concurrentes entre Europe de l'Est et Europe de l'Ouest, et ce afin de former un récit commun européen inclusif dans une coexistence négociée d'approches mémorielles différentes. Habermas décrit d'ailleurs parfaitement ce processus transactionnel de l'aspect mémoriel entre européens de l'Ouest et de l'Est : « While the architectural display here suggests a fundamental similarity, the main difference highlighted will be the nature of the terror exercised by the two regimes: as repeatedly emphasized by the museum planners, victims of Nazism were ideologically clearly defined and could not escape these fatal categories; in contrast, Stalinist terror was fundamentally arbitrary and could therefore target anyone, and even blur the distinction between perpetrators and victims. In terms of the classification strategy at work here, the difference between Nazism and Stalinism is therefore no longer one in kind but one in degree. Both regimes are now structurally equivalent in their difference to the European subject. Heh [House of European history – Maison de l'histoire européenne] planners have arrived at a political trade-off by avoiding what, from this newly emerging rationality, can now be classified as too radical a perspective. The emerging formula of weighting can be summed up as follows:

communism cannot be condemned as such, because it fought against Nazism; Nazi crimes can no longer be unique, because this overrides Eastern European quests for recognition of state-socialist crimes, and therefore their space of reconciliation in the common European memory framework. Museum makers express relief over the possibility of engaging in this kind of symbolic exchange. This, however, is not a necessary or logical outcome. Rather, it is the central cultural move to unite Eastern and Western notions of the sacred: for Westerners, rejecting the notion of the uniqueness of Nazi crimes today is a symbolic nod to the East and its claims for recognition of state-socialist crimes. For Easterners, focusing this part specifically on Stalinist crimes and not communism as such is a symbolic positioning against incendiary voices in their respective countries voices claiming that communism needs to be condemned at the European level with the tools of penal law [Mälksoo 2014], and that the distinction between Stalinism and communism is but a relativization of an epoch of terror. As such they engage in what is perceived as a self-victimization strategy at the expense of a common European narrative. In other words, it is only through the weighting of specific elements of memory structures in these debates that a moderate position can be found. Moderation as a moral stance is not an essential quality, but emerges relationally. » (Hilmar, 2016, p.312)

La hiérarchisation implicite entre ces mémoires ne fait pourtant pas l'unanimité, ce qui crée des clivages politiques au sein de l'Union européenne, et notamment au niveau du Parlement européen. En effet, la reconnaissance du 23 août comme Journée européenne de commémoration des victimes du stalinisme et du nazisme, telle que proposée dans la déclaration de Prague, a suscité des désaccords sur l'équivalence morale entre les deux régimes, menant notamment à une contre-déclaration, *The seventy years declaration* (Katz, 2016). Les signataires de cette dernière appelaient notamment à rejeter ce qu'ils considéraient comme des « tentatives visant à porter ombrage sur l'Holocauste de façon à mettre en cause son unicité en tentant en mettant sur un pied d'égalité les crimes du nazisme et ceux du communisme tel que cela apparaît dans la déclaration de Prague de 2008 et des tentatives de révision des manuels scolaires tentant d'introduire une nouvelle notion de double génocide mettant à égalité les crimes nazis et les crimes communistes. » (Defending History, 2012).

Certains auteurs se montrent d'ailleurs assez critique vis-à-vis de cette idée de *double génocide*, allant parfois jusqu'à les qualifier de banalisant l'Holocauste ou de révisionniste (Katz, 2016 ; Lemée, 2018 ; Radonić, 2020).

4.3. L'Europe, blanche et laïque ?

Il paraît aussi utile dans le cadre de cette analyse revenir sur la prédominance manifeste de la représentation historique, et donc de la mémoire (cf. Représentation historique), ainsi que sur ce que cela nous apprend sur le récit mis en avant par l'institution muséale.

	Geographique	Culturelle	Historique	Politique	Economique	Solidaire	Total
Dessiner le profil de l'Europe	2	10	13	10	3	2	/20
L'Europe, une puissance mondiale	2	1	3	3	7	2	/8
L'Europe en ruine	11	4	31	9	5	13	/44
Reconstruction d'un continent divisé	9	6	9	6	9	10	/30
Des certitudes qui se brisent	3	3	4	9	9	13	/26
L'Europe aujourd'hui	6	7	5	4	5	9	/13
	33	31	65	41	38	49	/142

Le fait de promouvoir une européanité basée de manière prédominante sur une mémoire partagée relève d'une vision plutôt essentialiste de l'identité, liant la naissance d'un individu à son attachement identitaire (Marion, 2009). Cela engendre une identité exclusive, notamment envers les nouveaux Européens, issus de l'immigration, comme le décrit Astrid Van Weyenberg :

« The main exhibition presents memory as diverse and open to interpretation. However, it also continuously employs the concept of shared memory as the basis of a story that [...] is ultimately about the European Community. Memory, then, is linked to European citizenship and this, I argue, presents a problem. It is in danger of implying that all European citizens (can) have a shared memory and it excludes those Europeans whose European story does not begin at the end of the Second World War, or does not align with the emergence of the European Community. Only classifying as “European” those citizens whose family ties to Europe go back seven decades or more creates a hierarchy in citizenship, with some of us being considered more “European” than others, or, to employ the problematic metaphor of the “house” (used in the museum’s name), with some of us being more entitled to live in this house and feel at home in it than others. While the House shows awareness that writing a European history requires attention to those stories and memories that have been excluded from the dominant narrative, the overarching narrative on Europe remains unchallenged and unchanged » (Van Weyenberg, 2019, p.60).

Cette réflexion met en lumière le caractère potentiellement exclusif d'une européanité fondée sur la mémoire commune. Cela se manifeste également dans la manière dont la Maison de l'Histoire Européenne traite la participation des populations non européennes lors des deux guerres mondiales. Ainsi, malgré les nombreuses fiches consacrées à la thématique, il n'est pas

réellement fait mention de la participation des populations non-issues du monde occidental dans le récit du musée. L'on évoque tout au plus que, dans le cadre de la Première Guerre mondiale, cette dernière « avait réellement un caractère international, de la guerre des tranchées à l'Ouest aux batailles mobiles sur la vaste étendue du Front de l'est, en passant par le débarquement des Dardanelles et l'étendue du conflit à l'Empire ottoman, à l'Afrique et au Moyen-Orient. » (Guerre européenne, guerre mondiale, floor 3-10). Et, en ce qui concerne la Deuxième Guerre mondiale, seul le Japon est évoqué, soit pour évoquer les événements de Pearl Harbor : « L'invasion allemande de l'Union soviétique, et l'attaque japonaise des États-Unis la même année, transforment ce conflit européen en guerre mondiale » (Une destruction totale, floor 3-40), ou ceux d'Hiroshima et Nagasaki : « Les bombardements atomiques des villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, mettant un terme à la guerre en Extrême-Orient, montre l'horreur ultime de cette stratégie » (Bombardements, floor 3-48).

Cette invisibilisation des populations coloniales et non européennes relève d'un processus plus large, que Fatima El Tayeb (2008) qualifie de provincialisation des guerres mondiales. Cette tendance négliger la participation de ces populations alimente ainsi une vision partielle et hiérarchisée de l'histoire européenne. À ce titre, l'autrice montre combien cette omission va au-delà d'un simple angle mort historique : « By deeming irrelevant the involvement of non-Western and nonwhite populations in World War II and that conflict's effect on them, the proponents of a postnational Europe again reproduce the ideas that "world history" really is white history and that events of global importance take place in the West alone while excusing Western ignorance about the rest of the world. Equally important, this model is necessary to the claim that migrant cultures and European cultures did not touch until the post-war period and thus do not share a common, interdependent history (and by implication, no common, interdependent future) » (El Tayeb, 2008, pp. 653-654).

En conséquence, les populations issues des anciennes colonies sont toujours perçues comme «migrantées», même lorsqu'elles sont nées en Europe : « As a result of the provincializing of the world wars, the externalization of colonial rule, and the dehistoricizing of migration, the majority of people of color currently living in Europe are officially and unofficially defined as being part of a "migrant population," even when they were born there. In fact, while the peak of postcolonial and labor migration from the Middle East, North Africa and South Asia occurred in the early 1970s, the children and grandchildren of these migrants are perceived as at least as "un-European" as their ancestors » (El Tayeb, 2008, p.660).

Cette dynamique est également soulignée par Buettner, qui montre que, malgré les références superficielles à la diversité, la Maison de l’Histoire Européenne reproduit un récit d’Europe blanche et laïque, ignorant les minorités postcoloniales et turques: « The ways that black, Asian, Turkish, Maghrebi, and other intercontinental migrants and their European-born descendants have transformed Europe from within and rendered it increasingly multicultural sadly receive no attention in the heh. In Étienne Balibar’s influential account, the ‘irreversible phenomenon of hybridization and multiculturalism now transforming Europe’ is transnational in ways that easily fit two of the museum’s three criteria for inclusion, namely in that they are ‘events and processes’ that ‘expanded across Europe’ — or certainly substantial portions of it — and ‘are relevant until today’. As Balibar continues, this ‘started with specific, reciprocal ties between former metropolises and their former empires (France and Northern and Western Africa, Britain and India, Pakistan, and the West Indies, the Netherlands and Indonesia), but is now quite generalised as a pattern of interaction between Europe as such and its “exterior”’, meaning that ‘the Other is a necessary component of [Europe’s] “identity”’. Seen in this light, the heh has not given late colonial, postcolonial and Turkish minorities who settled permanently the European history they deserve as Europeans. In between alluding to the ‘extensive use of foreign labour in the 1950s and 1960s’ that it implies ground to a halt and its sensitive treatment of the current refugee crisis that has reached new levels since 2015, the visitor is presented with a Europe that to all intents and purposes is completely white and secular. In this vision of Europe, the postwar migration flows highlighted and celebrated are those that take place between eu countries connected by open borders, not those penetrating the eu from without. By the same token, the growing national and linguistic diversity within the expanding eec/eu that the museum places at centre stage is not matched by due attention to ethnic and religious differences. In this reading, because they do not fulfil the first criterion for what the museum sets out to cover by virtue of not having ‘originated in Europe’, millions of people ranging from longstanding eu citizens to refugees who recently risked their lives to illegally cross the Mediterranean become collectively portrayed as ‘in’ Europe but not ‘of’ Europe, as Stuart Hall memorably phrased it. Curatorial choices, in sum, risk lending legitimacy to the exclusionary agendas so prevalent at both national and transnational European levels » (Buettner, 2018, pp.145-146).

Cette ambivalence entre inclusivité interne et exclusivité externe décrite par Buettner est aussi mise en évidence dans d’autres programmes culturels européens qui s’appuient sur un récit à la

fois ouvert, « inclusif », (Europe = diversité) et enraciné, « exclusif » (Europe = racines communes judéo-chrétiennes, gréco-romaines) (Calligaro, 2013).

En résumé, l'analyse de la Maison de l'Histoire Européenne révèle combien cette approche mémorielle peut s'avérer exclure. En privilégiant une vision de l'Europe fondée sur une mémoire partagée et figée, le musée perpétue une forme d'essentialisme qui laisse peu de place aux récits postcoloniaux et aux migrations contemporaines, pourtant indissociables de l'histoire européenne. Ce faisant, il alimente l'idée d'une européanité blanche et sécularisée, où les apports extra-européens restent marginalisés, voire invisibilisés. Comme le résume Van Weyenberg, « it is questionable whether the European community is best served by basing identity on the notions of memory and heritage, as the House does » (Van Weyenberg, 2019, p.63).

4.4. L'Europe, une identité aussi économique ?

Une autre constatation qui émerge de l'analyse de ce corpus concerne la représentation économique et le rôle qu'elle occupe dans le récit. Tout d'abord, la prédominance de la thématique économique dans la section intitulée *L'Europe, une puissance mondiale*, est manifeste (cf. tableau). Même si cela pourrait paraître anodin, l'importance accordée à la l'économie dans cette thématique semble relever avant tout d'un choix de cadrage. D'autres récits auraient pu en effet être choisi, tels que celui d'une culture européenne influente au niveau mondial, ou encore celui de l'influence politique de l'Europe sur le monde.

	Géographique	Culturelle	Historique	Politique	Économique	Solidaire	Total
Dessiner le profil de l'Europe	2	10	13	10	3	2	/20
L'Europe, une puissance mondiale	2	1	3	3	7	2	/8
L'Europe en ruine	11	4	31	9	5	13	/44
Reconstruction d'un continent divisé	9	6	9	6	9	10	/30
Des certitudes qui se brisent	3	3	4	9	9	13	/26
L'Europe aujourd'hui	6	7	5	4	5	9	/13
	33	31	65	41	38	49	/142

« Historiquement, le projet communautaire est d'abord de nature économique. Sur ce point, le processus entamé par les Traités CECA (1951) et CEE (1957) s'est traduit par un véritable succès. L'« Europe puissance » n'est pas un mythe économique. Au-delà du symbole que constitue l'existence d'une monnaie unique, l'« Europe économique » est incarnée par un Marché commun qui regroupe, depuis le 1er janvier 2007, 27 États et plus de 500 millions de travailleurs, marchands et consommateurs. Le marché européen, en termes de PIB global, est le plus important du monde et occupe désormais en matière des biens et des services presque ¼ du marché mondial. Dans de nombreux domaines marchands, l'Union européenne est une

grande puissance agricole (qui produit et exporte sur la base de la PAC), industrielle et commerciale. L'Union européenne représente plus de 20 % du commerce mondial total, c'est le premier pôle commercial du monde pour les échanges de marchandises et de services. » (Nabli, 2007)

Par ailleurs, on retrouve aussi un discours vantant les réussites économiques de la construction européenne. Sont par exemple notamment évoqués : le marché unique, décrit comme ayant permis à l'économie européenne de « soutenir la concurrence » américaine ou japonaise (Marché unique, floor 5-13), l'élargissement, comme vecteur de développement économique pour les nouveaux arrivants (Élargissement au Sud, floor 5-12), la crise de 2008, présentant sous un œil positif les « dispositifs de sauvetage » adoptés en faveur de certains États membres (La crise de 2008, floor 5-27), ou encore le plan de relance post-covid, « un programme de relance sans précédent » venant en aide aux économies les plus impactées par la pandémie (Pandémie, floor 6-7). Ces éléments, ainsi que d'autres aussi présents dans le récit de l'exposition temporaire de la MHE, semblent relever d'une certaine tentative de légitimation par l'output.

Cette idée de tenter de créer un sentiment d'appartenance européen à partir de bons résultats sur le plan économique, d'une bonne intégration économique, n'est pas nouvelle. Selon cette approche, des réalisations telles que le marché unique, l'euro et l'espace Schengen engendrent des bénéfices économiques tangibles qui renforceraient le sentiment d'appartenance à l'UE (Kaiser, Krankenhagen, & Poehls, 2014). « This economic principle coincides with the aim, itself functionalist in character, of defining the legitimacy of European integration primarily in terms of the quality of the 'output' of EU policy – that is, by its results, and principally in terms of its contribution to growth and economic welfare. Only from the 1980s on did the European Commission become open to the idea that the EU's legitimacy could also be generated through political and cultural means » (Kaiser, Krankenhagen, & Poehls, 2014, p. 40)

Cependant, l'accent mis sur les succès économiques a parfois occulté les dimensions culturelles et sociales dans la construction européenne. De plus, cette focalisation a également pu engendrer des sentiments d'exclusion parmi les citoyens qui ne ressentent pas forcément les bénéfices économiques de l'intégration, pouvant ainsi parfois alimenter le scepticisme envers l'UE. Ce récit a donc ses limites, l'identité européenne qui en découle restant fragile,

inégalitaire et centrée sur une minorité d'eurocéans (Di Mauro & Serricchio, 2017 ; Favell, 2008).

4.5. L'Europe d'aujourd'hui, l'Europe des crises ?

Une autre rhétorique semble ressortir du discours proposé de la Maison de l'histoire européenne, particulièrement présente dans la dernière partie de l'exposition permanente consacrée à l'Europe d'aujourd'hui (cf. tableau). Il s'agit de l'idée, relevant de la représentation solidaire, selon laquelle les européens sont confrontés aux mêmes menaces, et qu'il faut se montrer solidaire et apporter une réponse européenne à celles-ci (cf. Représentation solidaire).

	Géographique	Culturelle	Historique	Politique	Économique	Solidaire	Total
Dessiner le profil de l'Europe	2	10	13	10	3	2	/20
L'Europe, une puissance mondiale	2	1	3	3	7	2	/8
L'Europe en ruine	11	4	31	9	5	13	/44
Reconstruction d'un continent divisé	9	6	9	6	9	10	/30
Des certitudes qui se brisent	3	3	4	9	9	13	/26
L'Europe aujourd'hui	6	7	5	4	5	9	/13
	33	31	65	41	38	49	/142

Certains extraits du récit illustrent particulièrement bien ce cadrage opéré corrélant crise/menace et réponse européenne à y apporter :

- « Le changement climatique représente l'un des principaux enjeux de notre temps et une menace pour l'avenir même de notre vie sur la planète Terre. [...] Comment l'Europe peut-elle montrer la voie en matière de protection du climat ? » (Changement climatique - floor 6-5)
- « Le terrorisme constitue une menace pour la sécurité et l'ordre démocratique de l'Europe [...]. Que peuvent faire les Européens pour contrer et prévenir de tels attentats ? » (Terrorisme, floor 6-3)

Ce récit semble relever de l'idée d'une Europe des crises, héritage de la pensée de Jean Monnet : « L'Europe se fera dans les crises et elle sera la somme des solutions apportées à ces crises » (Monnet, 1976, p.417)³. Cette logique a depuis souvent été mobilisée dans les discours de

³ Cette phrase est fréquemment attribuée à Jean Monnet pour résumer sa vision de l'intégration européenne. Toutefois, elle ne figure pas sous cette forme exacte dans l'édition française originale des *Mémoires* (Monnet, 1976). La version anglaise, publiée en 1978 par Doubleday, la traduit ainsi : « *Europe will be forged in crises, and will be the sum of the solutions adopted for those crises* ». Cette traduction est donc une reformulation fidèle à l'esprit de la pensée de Monnet, mais n'apparaît pas littéralement en français dans les *Mémoires*.

différents acteurs européens. Ursula von der Leyen (2025) a par exemple déclaré devant le Parlement européen : « Nous sommes confrontés à une crise de sécurité européenne. Mais nous savons que c'est dans la crise que l'Europe s'est toujours construite ». Emmanuel Macron (2022) a aussi fait appel à cette idée lorsqu'il a déclaré à l'occasion de la Conférence sur l'avenir de l'Europe : « Ces deux impératifs sont aussi les leçons que nous tirons collectivement des crises que nous venons de traverser et que nous sommes en train de vivre : l'indépendance et l'efficacité. Plus d'indépendance européenne, de souveraineté, c'est ce dont nous avons besoin. » Un autre exemple provenant d'un discours sur l'État de l'Union de Jean-Claude Juncker (2016) démontre de manière encore plus explicite le lien fait entre crise et réponse, solidarité européenne : « We have learnt many things from the two great shocks of our time: the euro crisis and the refugee crisis. The parallels between them are clear. In both cases, the crisis revealed that our integration was incomplete. Even as our banks became global players – too big to fail – our Member States resisted European solutions. In critical areas, the rules were still national. [...] This is what the crisis taught us. This is what solidarity demands ».

Parsons et Mathijs se sont intéressés à ce narratif d'une Europe forgée par des crises. La vision de pionniers comme Monnet postulent que l'intégration européenne est le résultat de crises et d'adaptations fonctionnelles à ces dernières résultant de nécessités économiques ou politiques. Les auteurs rappellent cependant qu'en réalité, ces crises étaient souvent exagérées ou absentes au moment des grandes avancées européennes. Pour ce faire, ils examinent les grandes étapes de la construction européenne et démontrent que, sauf exceptions, elles n'étaient pas dictées par des crises. Par exemple, la CECA (1951) a été une innovation pour gérer les relations franco-allemandes, mais pas une réponse à une crise imminente. L'Acte unique (1986), lui, s'est appuyé sur une rhétorique de crise économique, mais les réformes étaient avant tout des initiatives stratégiques de Mitterrand, Thatcher et Delors. Même l'EMU (Maastricht, 1992) n'a pas été une réponse à une crise immédiate, mais plutôt un projet pour équilibrer les rapports franco-allemands après la réunification. En résumé, aucune grande avancée européenne n'a été imposée par un consensus de crise, mais plutôt par des projets politiques ambitieux qui ont ensuite été négociés et imposés. (Parsons et Mathijs, 2015). Selon eux, seule la crise de l'euro a obligé les dirigeants européens à prendre des décisions politiques immédiates (sommets d'urgence, plans de sauvetage), en mettant en évidence des contradictions comme par exemple l'union monétaire sans union budgétaire. Les réponses qui y ont été apportées ont cependant été jugées insuffisantes et réactives, visant surtout à stabiliser plutôt qu'à réformer en

profondeur. Les réformes post-crise ont renforcé les capacités techniques de gestion de crise (surveillance budgétaire, Mécanisme européen de stabilité, rôle de la BCE), mais sans vision politique d'avenir. De plus, ces solutions ont parfois été perçues comme venant des pays du Nord, plus riches, et comme imposant l'austérité aux pays du Sud. Ces compromis ont calmé les marchés financiers, mais n'ont pas forcément réglé les problèmes de façon structurelle. Les auteurs concluent que le mythe d'une Europe progressant automatiquement grâce aux crises peut être contreproductif, l'intégration européenne ne s'étant jamais construite par la simple réaction à des crises, mais plutôt par des visions politiques claires. (Parsons & Mathijs, 2015)

Par ailleurs, certains auteurs mettent notamment en évidence que cette rhétorique de la crise a tendance à réduire le champs des alternatives, présentant souvent une unique solution face à un problème, et peut donc comporter un aspect antidémocratique. Boletsi décrit d'ailleurs le fonctionnement de cette rhétorique : « “Today crisis [...] has become an instrument of rule. It serves to legitimize political and economic decisions that in fact dispossess citizens and deprive them of any possibility of decision.” Like coffee without caffeine, this understanding of crisis is deprived of its defining feature— choice and decision. This withholding of choice is demonstrated by uses of the crisis rhetoric to promote “a politics without an alternative, a politique unique” , exemplified by the so-called ‘TINA doctrine’ (acronym for “here Is No Alternative) [...]. Predicated upon this doctrine, discourses of crisis become a way to governmentally produce and manage (rather than deter) the crisis. “Crisis” becomes a perennial state of exception that turns into a rule and common sense and thus renders critical thinking and acting redundant, irrational, and ultimately unpatriotic. A contemporary implementation of this doctrine is palpable, for example, in the context of the Eurozone crisis, during which austerity politics in Greece, Spain, and other crisis-stricken countries were defended in dominant rhetoric as a ‘one-way street’ without alternative. As a legitimizing mechanism for a doctrine of ‘no alternatives,’ crisis rhetoric tends to rely on distinctions between ‘right’ and ‘wrong’ that often turn political decisions into pseudo-choices between a legitimate and an illegitimate (even catastrophic) alternative » (Boletsi, 2018, p.20).

Dans le cadre de la Maison de l'histoire européenne, on retrouve de manière implicite cette rhétorique binaire, décrite par Boletsi, simplifiant la réalité en un faux dilemme entre un choix légitime et un choix illégitime (voire catastrophique). Le récit du musée présente en effet le construction européenne comme le choix légitime menant à la paix face aux menaces que constituent le nationalisme, la guerre voire le communisme, et qui, eux, seraient l'alternative

catastrophique. Van Weyenberg se montre dubitative face à la posture prise par le musée : « To speak of a crisis presents events in a particular narrative frame and focalizes them from a particular position. That the House chooses to use this word reflects the “climate of crisis” that, Boletsi explains, has arisen in Europe, with the financial crisis, the Eurozone crisis, the refugee crisis and the fear of terrorism creating a general sense of crisis [...]. Implicitly, though, the House sends the message that (the idea of) Europe is put at risk by those who lack historical awareness and who take peace for granted. The House seeks to fill this gap in the consciousness of Europeans by presenting them with a historical narrative that culminates in a peaceful, integrated Europe. But what does this reinterpretation of history as a pacifying story imply? And what is suggested in the belief that current crises are best addressed by appealing to memory and heritage? » (Van Weyenberg, 2019, pp.58-59).

En définitive, l'analyse de la rhétorique de la crise au sein du récit de la Maison de l'histoire européenne montre que celle-ci met en avant un narratif d'une Europe construite à partir des menaces communes et des crises surmontées collectivement. Cette mise en récit, en phase avec la pensée de Jean Monnet et encore mobilisée dans les discours politiques contemporains, conforte l'idée d'une unité dans l'adversité et la solidarité. Pourtant, comme le soulignent Parsons et Matthijs (2015), cette vision ne rend pas toujours compte des logiques politiques et stratégiques qui, au-delà des crises, ont réellement structuré les avancées de l'intégration européenne. De plus, les critiques de Boletsi (2018) et Van Weyenberg (2019) rappellent que cette rhétorique de la crise, lorsqu'elle s'érige en seul horizon narratif, risque de réduire le champ des possibles et d'imposer un récit unique face à des alternatives jugées dangereuses ou illégitimes. La Maison de l'histoire européenne, en choisissant de présenter la crise comme une étape inévitable de l'intégration, reprend ainsi à son compte un narratif politique qui tend à naturaliser l'unité européenne, tout en risquant de neutraliser le débat démocratique sur les voies de cette unité.

4.6. L'Europe, destinée à être réunie ?

Un autre aspect important à mentionner réside dans le cadre de cette analyse réside dans la manière dont le musée parle de certains événements. En effet, l'emploi de certains mots plutôt que d'autres est loin d'être anodin et découle bien de choix opérés par l'institution muséale. Ce témoignage d'une traductrice et chercheuse lituanienne spécialisée dans les questions de langage sensible et de communication institutionnelle, ayant participé au projet, est particulièrement éclairant et montre l'ampleur des arbitrages effectués : « Misunderstandings

can also be generated due to the use of specific historiographical knowledge and choice of historical terms. Can then one totalitarian regime be depicted as ‘kinder’ than another? Was the event in question a conflict or a crisis? Do we then write German Empire or German Reich? Great Britain or United Kingdom? Russia or USSR? Wroclaw or Breslau? What was it called in 1919? Or 1944? » (Bičkauskaitė, 2018, p.310).

4.6.1. La dimension téléologique et mythologique du récit muséal

Concrètement, dans le cadre du récit muséal, certains syntagmes semblent être porteurs d'une vision téléologique de la construction européenne, présentant parfois celle-ci comme un destin commun. En effet, il est par exemple curieux que le musée parle de « réunification du continent » (Face à la diversité, floor 5-22) lorsqu'il aborde la fin de la Guerre froide. L'usage du terme « réunification » paraît ici loin d'être anodin compte tenu du fait que la période précédant la Guerre froide a été marquée par les deux guerres mondiales. Il semble par conséquent à tout le moins compliqué de trouver une période d'unité européenne antérieure qui pourrait justifier l'emploi de ce mot, le passé de l'Europe s'articulant autour de royaumes, nations ou empires concurrents.

Le discours de la Maison de l'histoire européenne semble donc se faisant procurer une certaine dimension téléologique à l'entreprise européenne, et davantage relever d'une construction politique contemporaine visant à légitimer un agenda politique, l'élargissement vers l'Est du continent, comme le fait justement remarquer De Angelis : « Europe had, of course, never been unified in the first place, and so such talk imagining a kind of “re-unification” constituted at best an euphemistic view of European history. Wolff's study of the emergence of the idea of Eastern Europe in the Eighteenth Century provides but one example of the fact that the distinction between East and West had existed in European consciousness for centuries. Moreover, what this “common history” actually amounted to was never specified. While this was pointed out by some MEPs, such remarks remained isolated and did not influence the main thrust of parliamentary discourse. Increasingly, MEPs and EP Presidents talked no longer merely of “enlargement”, but of “re-unification”. The discourse on enlargement tied in with the wider discourse on Europe as reconciliation and peace process by re-defining enlargement as the continuation of a process of “re-unification for the whole of Europe”. Moreover, it also identified enlargement as the need to “amend history” and to “finally turn the page” on the “cruel division of Europe” imposed by the Cold War. The accession of the Eastern European countries was therefore also the symbolic closure of the period of division and signified that

everything that the Berlin Wall had stood for had finally been torn down. Enlargement was thus “an opportunity because it [was] an occasion to reunite what the tragedies of recent history had torn apart”. The mere use of the word “re-unification” provided the fifth enlargement with significant historical, and moral, legitimacy: “‘enlargement’ itself is not the correct name – it is the coming together again of our old continent of Europe, it is a reunification, a re-birth of sorts, a renaissance of the European idea” » (De Angelis, 2011)

Le narratif de la « réunification européenne » s’inscrit dans ce que De Angelis (2011) identifie comme une mise en récit mythologique de l’histoire européenne. Dans son étude sur le discours identitaire du Parlement européen, l’auteur montre que la construction d’une identité européenne passe souvent par la réactivation d’archétypes et de mythes fondateurs, tels que la paix éternelle ou la solidarité entre nations. Le récit muséal reprend cette tendance, en mettant en avant des moments emblématiques : la Déclaration Schuman (Communauté européenne du charbon et de l’acier, floor 4-20), les Traités fondateurs (Traité de Rome, floor 4-22), la chute du mur de Berlin (La réunification allemande, floor 5-16)... comme autant de jalons d’un processus inéluctable de convergence. Cette narration linéaire empêche une pluralité des temporalités historiques, et construit l’histoire européenne comme un continuum. Comme le souligne Van Weyenberg (2019), cette logique téléologique tend à imposer une lecture consensuelle et apaisée de l’histoire, au détriment de ses zones d’ombre. À ce titre, la Maison de l’histoire européenne apparaît ainsi comme un espace de légitimation symbolique, où l’histoire européenne est mise en scène pour conforter l’idée d’une Europe naturellement unie.

4.6.2. La « réunification » comme légitimation des élargissements

Le narratif de la réunification trouve un écho particulier dans les processus d’élargissement de l’Union européenne, notamment ceux de 2004 et 2007. Ces élargissements, qui ont intégré les pays d’Europe centrale et orientale, ont souvent été présentés comme le parachèvement de l’Europe (De Angelis, 2011). Le discours de l’Union, relayé par les musées tels que la MHE, insiste sur la dimension historique et naturelle de ce retour des anciens pays socialistes dans le giron européen. Pourtant, cette vision consensuelle masque la réalité conflictuelle de l’élargissement. Comme le montre De Angelis (2011), la « réintégration » des pays de l’Est a donné lieu à une reconfiguration des rapports de pouvoir au sein de l’UE, et a parfois ravivé des tensions entre anciens et nouveaux membres. Les pays de l’ancien bloc de l’Est ont en effet dû adopter les valeurs de l’Europe de l’Ouest. Dans ce contexte, la logique de « réunification » contribue à légitimer un processus politique complexe, tout en occultant ses enjeux. Ce narratif

participe à la construction d'un récit visant à légitimer l'élargissement, en le présentant comme la suite logique de la trajectoire européenne. (Angelis, 2011)

4.7. Éluder les responsabilités

Le récit muséal proposé par la Maison de l'Histoire européenne se caractérise par une rhétorique transnationale qui tend aussi diluer les responsabilités spécifiques dans les grands drames européens. Cette tendance se manifeste notamment dans la présentation des guerres mondiales et de la colonisation, où la MHE adopte une approche générale et consensuelle, privilégiant les notions abstraites telles que « les ambitions nationales » (Les causes de la guerre, floor 3-9) ou le « rôle civilisateur » (Colonialisme, floor 2-12) des Européens, plutôt que d'aborder les responsabilités politiques concrètes.

Comme le fait remarquer Kaiser (2021), la section sur la Première Guerre mondiale illustre parfaitement cette approche. Le récit mentionne notamment que des « tensions sociales et des rivalités internationales couvaient, et [que] tout cela a fini par faire exploser un conflit au début du 20e siècle. » (L'Europe, une puissance mondiale, floor 3-1), ou encore que « les ambitions nationales et coloniales de pays européens rivaux ont été des facteurs qui y ont contribué, mais aussi la manière dont ces nations ont formé des alliances en s'attirant l'hostilité des uns et des autres. » (les causes de la guerre, floor 3-9). En ce qui concerne la Deuxième Guerre mondiale, le récit a tendance à parler de « régime nazi », « d'agression nazie », de « dirigeants nazis »... « More generally, the de-nationalization of the Nazi regime and its crimes is also reflected in now dominant colloquial references to 'the Nazis', which the House of European History has adopted for its narrative about the shared European experience of suffering » (Kaiser, 2021, p.64). Ce récit accorde de ce fait une place secondaire aux responsabilités spécifiques des États européens, qu'ils aient été des complices actifs ou des collaborateurs plus discrets du projet nazi. Les sections « Collaboration et coopération » (floor 3-49) et « Résistance » (floor 3-50) évoquent bien la complexité de ces attitudes, mais elles se contentent d'énumérer des formes de participation ou d'opposition sans approfondir les contextes nationaux qui ont permis ou facilité ces comportements. Cette approche consensuelle s'inscrit dans ce que Kaiser (2021) identifie comme une victimisation des Européens, un narratif qui présente les peuples européens avant tout comme des victimes de régimes totalitaires abstraits, tout en minimisant la part de responsabilité ou de complicité de certains gouvernements et/ou certaines populations.

Cette dilution des responsabilités est également perceptible dans la manière dont le musée traite la colonisation. Les sections consacrées au colonialisme reconnaissent la brutalité des conquêtes, mais restent dans un registre impersonnel : les puissances coloniales sont évoquées comme des entités abstraites (« l'Europe », « les Européens ») sans que les logiques impérialistes spécifiques ou les acteurs politiques et économiques impliqués soient explicitement nommés. De plus, la colonisation est surtout cadrée comme faisant partie du passé et les processus de décolonisation sont à peine mentionnés. Buettner (2018) a critiqué cette approche en soulignant que la MHE ne parvient pas à intégrer la mémoire coloniale dans un récit qui reconnaîtrait la violence systémique et l'exploitation coloniale comme des composantes fondamentales de l'histoire européenne contemporaine.

En choisissant de mettre en avant un récit lissé, qui présente l'Europe comme un continent d'échanges culturels et d'héritages partagés, la MHE élude la dimension conflictuelle de l'histoire européenne. Comme l'a montré Hilmar (2016), les musées européens, en tant qu'agents de la conscience européenne, ont souvent pour objectif de renforcer un imaginaire politique consensuel, au détriment des mémoires conflictuelles ou critiques. Cette posture évite de heurter les sensibilités nationales, au risque de produire un récit trop édulcoré.

5. Discussion

Il est important de comprendre cette étude à la hauteur de sa prétention et de ses limites. En effet, cet analyse a modestement pour but de tenter d'objectiver les narratifs dominants qui structurent le discours de la Maison de l'histoire européenne sur l'identité européenne, ainsi que d'analyser de manière critique les effets indésirables et les limites de ceux-ci.

Pour ce faire, l'étude mobilise une analyse thématique réflexive (Braun & Clarke, 2006, 2012) dont le but est de dégager des tendances qui sont ensuite analyser de manière qualitative dans une approche interprétative. L'analyse thématique réflexive n'a donc pas pour dessein de quantifier de manière absolue et de manière totalement neutre le poids des thématiques, la construction des catégories de représentation, et le processus de taguage ici opérés pouvant être sujets à débat.

Enfin, l'étude pourrait aussi ouvrir des pistes d'enrichissement pour de futures recherches. Par exemple, croiser cette analyse avec des entretiens de visiteurs permettrait de saisir plus

concrètement la réception et les effets des narratifs proposés. De même, suivre les évolutions récentes de l'exposition (mises à jour postérieures à mars 2025) pourrait compléter ces observations voire peut-être les nuancer. Ces prolongements offriraient l'occasion de confronter le discours institutionnel aux perceptions de son public et d'explorer la dynamique continue de relecture et d'actualisation de l'identité européenne à l'œuvre dans le musée.

6. Conclusion

En conclusion, Il n'y a pas une Europe, mais plusieurs récits en concurrence, parfois instrumentalisés politiquement. Il ne faut en effet pas voir l'identité européenne comme une entité déjà constituée, mais comme une construction active mobilisant des symboles, des mythes et des narratifs différents. La promotion de l'identité européenne par les institutions est en réalité, et comme nous l'a démontré cette analyse, le fruit d'un processus de négociation entre des représentations concurrentes, des intérêts divergents et des contraintes politiques visant notamment à légitimer l'action politique de l'UE (Calligaro, 2013 ; McNamara, 2015, Shore, 2000).

La Maison de l'histoire européenne, en mobilisant des narratifs puisés dans le passé, et en se basant sur une mémoire collective en lien avec les guerres du XX^e siècle, se donne à un exercice d'ingénierie symbolique comparable à celui des États-nations au XIX^e siècle, adapté à un contexte supranational et pluriel (Anderson, 2006 ; Shore, 2000). Paradoxalement, comme le fait remarquer Kaiser (2021), « tout en mettant en évidence l'importance de surmonter le nationalisme, la mobilisation d'un narratif présentant les européens comme des victimes relève d'une vision nationaliste bien connue de l'histoire. La Maison de l'histoire européenne tente donc de combattre le nationalisme en mobilisant les outils narratifs du nationalisme » (Kaiser, 2021, p.70, traduction personnelle).

Le musée, en se présentant comme un espace de mémoire partagée, alimente aussi un récit d'unité qui, paradoxalement, repose sur des logiques d'exclusion et d'oubli de certains pans de l'histoire européenne (Buettner, 2018). En marginalisant certaines mémoires (postcoloniales, migratoires) au profit d'une vision plus étroite et consensuelle de l'Europe, il participe malgré lui à la construction d'une européanité « blanche et sécularisée » (Van Weyenberg, 2019).

L'institution met aussi en avant un autre narratif, d'une Europe économique, visant à créer une identité européenne en se basant sur la légitimité acquise grâce aux bons résultats engrangés par l'Union européenne dans le domaine économique. (Kaiser, Krankenhagen, & Poehls, 2014 ;

Nabli, 2007). Cependant, l'on peut remettre en question la légitimité de cette approche qui a ses limites. En effet, les citoyens européens qui ne ressentent pas les bénéfices économiques de l'intégration peuvent se sentir exclus de ce narratif et cela peut nourrir un certain euroscepticisme au sein d'une population qui se sentirait délaissée (Di Mauro & Serricchio, 2017 ; Favell, 2008).

Par ailleurs, en mettant en avant un narratif relevant de l'idée d'une Europe forgée par les crises (Monnet, 1978), et en donnant un caractère téléologique à la construction européenne (qui s'auto-construirait), l'institution participe à justifier un récit qui peut s'avérer paralysant, voire contre-productif. En effet, les grandes avancées dans la construction européenne ont été le fruit d'une approche proactive de l'intégration européenne. Afin de répondre aux défis actuels et futurs qui s'imposent à elle, l'Union européenne a donc besoin de dirigeants porteurs de réels projets politiques, pas de simples mesures réactives s'avérant souvent insuffisantes (Parsons & Matthijs, 2015). De plus, la rhétorique de la crise peut aussi s'avérer compromettre la démocratie, pourtant cher à l'Union européenne. En effet, comme souligné par Boletsi, le discours de crise est lié à la doctrine du « *There is no alternative* » et devient « un moyen de produire et de gérer (plutôt que de prévenir) la crise sur le plan gouvernemental. La “crise” devient un état d’exception permanent qui se transforme en norme et en évidence, rendant ainsi la pensée et l’action critiques superflues, irrationnelles et, en fin de compte, antipatriotiques. » (Boletsi, 2018, p.20). L'autrice évoque par ailleurs la crise de la zone euro, où une politique d'austérité d'inspiration néolibérale a été notamment imposée à la Grèce, comme exemple de l'utilisation de cette rhétorique.

De même, l'examen des controverses autour de la « réunification européenne » met en lumière les ambiguïtés du récit muséal. La MHE, en valorisant une narration linéaire et téléologique, contribue à solidifier l'idée d'une Europe unifiée, mais au prix d'une mémoire plurielle et conflictuelle. Pour que le musée remplisse réellement sa fonction démocratique, il importe qu'il devienne un espace de débat, où les voix discordantes puissent s'exprimer, et où les fractures de l'Europe soient non seulement reconnues, mais intégrées à la réflexion sur son avenir.

Enfin, une autre tendance narrative omniprésente dans le discours de l'institution consiste à éluder les responsabilités. Comme l'ont relevé Kaiser (2021) et Hilmar (2016), la Maison de l'histoire européenne adopte un ton neutre et transnational, qui dilue les responsabilités spécifiques des États membres dans les tragédies passées, notamment pour les guerres

mondiales et la colonisation. Buettner (2018) souligne par ailleurs que ce choix narratif empêche la reconnaissance des injustices postcoloniales et des mémoires marginalisées. Cette stratégie de neutralisation du conflit vise à forger un récit de l'unité européenne, mais elle occulte la dimension politique et controversée, en remplaçant la diversité des histoires par une mémoire commune idéalisée.

Dans sa volonté de répondre aux défis actuels auxquels fait face l'Union européenne, la Maison de l'histoire européenne se veut comme une tentative de contrer la montée de l'euroscepticisme. Pourtant, ce projet, en cherchant dans le passé un récit qui fédère, reproduit paradoxalement la démarche des partis populistes qui opposent un « nous » à des « autres ». Cette insistance sur l'importance de la mémoire européenne ne sert pas la cause de l'intégration, elle risque de se transformer en outil d'exclusion et d'affaiblir la diversité, valeur européenne, que l'institution dit pourtant vouloir préserver. (Van Weyenberg, 2019). À l'heure où les tensions autour des identités et des frontières refont surface, cette critique résonne plus que jamais et invite à repenser les fondements d'une identité réellement inclusive.

Une voie alternative, à même de surmonter les différentes limites des narratifs évoqués précédemment, pourrait cependant être explorée, notamment en s'appuyant sur l'idée de patriotisme constitutionnel développée par Habermas (2001). Dans une Europe postcoloniale, la construction d'une identité européenne devrait en effet se détacher d'une conception nativiste de l'euroéanité pour se fonder sur l'adhésion à des valeurs politiques communes telles que les droits fondamentaux, l'égalité, la participation démocratique, l'état de droit... Au lieu de se tourner vers un passé commun, qui sera toujours susceptible d'exclure, il s'agirait plutôt de construire un projet plus inclusif, résolument tourné vers le présent et l'avenir communs. Cela impliquerait de concevoir l'euroéanité comme un engagement citoyen, une appartenance fondée sur un projet de société commun (Amin, 2004 ; Van Weyenberg, 2019). Cette vision plus positive de récit entourant l'identité européenne aurait peut-être le potentiel d'engendrer plus d'adhésion au projet européen et pourrait renforcer l'aspect démocratique de l'Union européenne, tout en évitant que certaines catégories de la population ne se sentent laissées pour compte par un narratif qui serait plus économique ou nataliste.

7. Bibliographie

7.1. Articles de revue

- Amin, A. (2004). Multi-ethnicity and the idea of Europe. *Theory, Culture & Society*, 21(2), 1–24. <https://doi.org/10.1177/0263276404042132>.
- Beyers, L. (2018). Het voorzichtige Huis. Het nieuwe Huis van de Europese Geschiedenis. *BMGN – Low Countries Historical Review*, 133(4), 121–131. <https://doi.org/10.18352/bmgn-lchr.10612>.
- Boletsi, M. (2018). Towards a visual middle voice: Crisis, dispossession, and spectrality in Spain's hologram protest. *Komparatistik: Jahrbuch der Deutschen Gesellschaft für Allgemeine und Vergleichende Literaturwissenschaft*, 2017, 19–35.
- Braun, V., & Clarke, V. (2006). Using thematic analysis in psychology. *Qualitative Research in Psychology*, 3(2), 77–101. <https://doi.org/10.1191/1478088706qp063oa>.
- Buettner, E. (2018). What – and who – is ‘European’ in the postcolonial EU? Inclusions and exclusions in the European Parliament’s House of European History. *BMGN – Low Countries Historical Review*, 133(4), 132–148. <https://doi.org/10.18352/bmgn-lchr.10615>.
- De Angelis, E. (2011). The European Parliament’s identity discourse and Eastern Europe, 1974–2004. *Journal of European Integration History*, 17(1), 103–117. <https://doi.org/10.5771/0947-9511-2011-1-103>.
- Dupont, C. (2020). La Maison de l’histoire européenne. *Biens Symboliques / Symbolic Goods*, 6. <https://doi.org/10.4000/bssg.436>.
- Hilmar, T. (2016). Narrating unity at the European Union’s new history museum: A cultural-process approach to the study of collective memory. *European Journal of Sociology / Archives Européennes de Sociologie*, 57(2), 297–328. <https://doi.org/10.1017/S0003975616000114>.
- Kaiser, W. (2021). Victimizing Europeans: Narrating Shared History in the European Parliament’s House of European History. *Politique européenne*, 71(1), 54–78. <https://doi.org/10.3917/poeu.071.0054>.
- Katz, D. (2016). Is Eastern European 'Double Genocide' Revisionism Reaching Museums? *Dapim: Studies on the Holocaust*, 30(3), 1–30. <https://doi.org/10.1080/23256249.2016.1242043>.

- Lacoste, Y. (2005). Limites futures de l'ensemble européen et soudaine restriction de l'idée européenne. *Hérodote*, 118, 5–11. <https://doi.org/10.3917/her.118.0005>.
- Lemée, C. (2018). Histoire-mémoire d'espaces yiddish litvaks après la Shoah. Entre mondes assassinés et vivants en Lituanie. *Ethnologie française*, . 48(2), 225-242. <https://doi.org/10.3917/ethn.182.0225>.
- Marion, A. (2009). Une citoyenneté sans territoire ? La difficile quête d'une géographie politique et identitaire européenne. *Relations internationales*, 139(3), 65-72. <https://doi.org/10.3917/ri.139.0065>.
- Mazé, C. (2012). Des usages politiques du musée à l'échelle européenne Contribution à l'analyse de l'europeanisation de la mémoire comme catégorie d'action publique. *Politique européenne*, 37(2), 72-100. <https://doi.org/10.3917/poeu.037.0072>.
- Nabli, B. (2007). Identité européenne et communauté politique. *Revue internationale et stratégique*, 66(2), 37-46. <https://doi.org/10.3917/ris.066.0037>.
- Niessen, A. (2020). La communication de la Commission sur l'identité européenne dans le cadre des demandes d'adhésion et des élargissements. *Communication & Organisation*, 57(1), 21-36. <https://doi.org/10.4000/communicationorganisation.8626>.
- Tamvaki, D. (2010). La politie européenne – Strates de légitimité. *Revue internationale des sciences sociales*, 196(2), 69-88. <https://doi.org/10.3917/riss.196.0069>.
- Van Weyenberg, A. (2019). “Europe” on Display: A Postcolonial Reading of the House of European History. *Politique européenne*, 66(4), 44-71. <https://doi.org/10.3917/poeu.066.0044>.

7.2. Contributions à un ouvrage collectif

- Angermüller, J. (2007). L'analyse du discours en Europe. In S. Bonnafous & M. Temmar (Eds.), *L'analyse du discours en sciences humaines* (pp. 9–23). Ophrys.
- Bičkauskaitė, R. (2018). History in 24 languages: Translating for the House of European History. In A. Mork & P. Christodoulou (Eds.), *Creating the House of European History* (pp. 174–181). Luxembourg: Publications Office of the European Union.
- Braun, V., & Clarke, V. (2012). Thematic analysis. In H. Cooper, P. M. Camic, D. L. Long, A. T. Panter, D. Rindskopf, & K. J. Sher (Eds.), *APA handbook of research methods in psychology, Vol. 2: Research designs: Quantitative, qualitative, neuropsychological, and biological* (pp. 57–71). Washington, DC: American Psychological Association. <https://doi.org/10.1037/13620-004>

- Cerutti, F. (2008). Why political identity and legitimacy matter in the European Union. In F. Cerutti & S. Lucarelli (Eds.), *The search for a European identity: Values, policies and legitimacy of the European Union* (pp. 3–20). Routledge.
- Deschamps, É. (2019). La Maison de l'histoire européenne au défi d'un récit sur l'unité de l'Europe : une histoire de papier(s) ?. In J.-M. Palayret, I. Richefort, & D. Schlenker (éds.), *Histoire de la construction européenne (1957-2015)* (pp. 207-216). Direction des Archives. <https://doi.org/10.4000/books.dameae.2556>
- Mork, A. (2018). The narrative. In A. Mork & P. Christodoulou (Eds.), *Creating the House of European History* (pp. 129–224). Publications Office of the European Union. <https://doi.org/10.2861/00299>
- Muller, L. (2018). Permanent display of a temporary collection. In A. Mork & P. Christodoulou (Eds.), *Creating the House of European History* (pp. 282–285). Publications Office of the European Union. <https://doi.org/10.2861/00299>
- Parsons, C., & Matthijs, M. (2015). *Moving forward through crisis?* In D. Dinan, N. Nugent, & W. E. Paterson (Eds.), *The European Union in crisis* (pp. 123–139). London: Palgrave Macmillan.
- Vlassis, A. (2022). Introduction. European integration and culture: four approaches. In T. Hoerber, G. Weber & I. Cabras (Eds.), *The Routledge Handbook of European Integrations* (pp. 1–8). Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429262081-3>

7.3. Documents officiels

- European Commission. (1992). *Europe and the challenge of enlargement*. Publications Office of the European Union.
- Juncker, J.-C. (2016, 14 septembre). *State of the Union 2016: Towards a better Europe – a Europe that protects, empowers and defends* [Discours]. Commission européenne. https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/en/SPEECH_16_3433
- Macron, E. (2022, 9 mai). *Clôture de la conférence sur l'avenir de l'Europe* [Discours]. Présidence de la République française. <https://www.elysee.fr/emmanuel-macron/2022/05/09/cloture-de-la-conference-sur-avenir-de-europe>
- von der Leyen, U. (2025, 11 mars). *Discours de la Présidente von der Leyen à l'occasion du débat conjoint en séance plénière du Parlement européen* [Discours]. Représentation de la Commission européenne en France. <https://france.representation.ec.europa.eu/informations/discours-de-la-presidente-von->

7.4. Ouvrages

- Anderson, B. (2006). *Imagined communities: Reflections on the origin and spread of nationalism* (Rev. ed.). Verso.
- Calligaro, O. (2013). *Negotiating Europe: EU promotion of Europeanness since the 1950s*. Palgrave Macmillan.
- Favell, A. (2008). Eurostars and Eurocities: Free Movement and Mobility in an Integrating Europe. Blackwell Publishing.
- Kaiser, W., Krankenhagen, S., & Poehls, K. (2014). *Exhibiting Europe in museums: Transnational networks, collections, narratives and representations*. Berghahn Books.
- Keller, R. (2005). *Wissenssoziologische Diskursanalyse. Grundlegung eines Forschungsprogramms*. Wiesbaden: VS Verlag für Sozialwissenschaften.
- Habermas, J. (2001). *The Postnational Constellation: Political Essays*. (M. Pensky, Trans.). Cambridge, MA: MIT Press.
- Machin, D., & Mayr, A. (2012). *How to do critical discourse analysis: A multimodal introduction*. London: Sage.
- McNamara, K. R. (2015). *The politics of everyday Europe: Constructing authority in the European Union*. Oxford University Press.
- Monnet, J. (1978). *Memoirs*. Garden City, NY: Doubleday
- Sassatelli, M. (2009). *Becoming Europeans: Cultural identity and cultural policies*. Palgrave Macmillan.
- Shore, C. (2000). *Building Europe: The cultural politics of European integration*. London: Routledge.

7.5. Ouvrages collectifs

- Cederman, L.-E. (Ed.). (2001). *Constructing Europe's identity: The external dimension*. Lynne Rienner Publishers.
- Cerutti, F., & Lucarelli, S. (Eds.). (2008). *The search for a European identity: Values, policies and legitimacy of the European Union*. Routledge.
- Mork, A., & Christodoulou, P. (Eds.). (2018). *Creating the House of European History*. Publications Office of the European Union. <https://doi.org/10.2861/00299>

- Radonić, L. (Ed.). (2020). *The Holocaust/Genocide Template in Eastern Europe*. Routledge. <https://doi.org/10.4324/9780429356407>

7.6. Sites internet

- Brzozowski, A. (2024, 27 mai). Pourquoi le poste de commissaire à l'élargissement pourrait être le plus convoité de la prochaine Commission. *Euractiv*. <https://www.euractiv.fr/section/elargissement/news/pourquoi-le-poste-de-commissaire-a-lelargissement-pourrait-etre-le-plus-convoite-de-la-prochaine-commission/>.
- Defending History. (2012, 20 janvier). *Déclaration des soixante-dix ans* [Texte officiel en français]. <https://defendinghistory.com/the-seventy-years-declaration-french-text>.
- Heine, S. (2021). *Jürgen Habermas et le patriotisme constitutionnel*. Revue Politique. <https://www.revuepolitique.be/jurgen-habermas-et-le-patriotisme-constitutionnel/>.
- House of European History. (n.d.). *Exposition permanente*. <https://historia.europa.eu/fr/expositions-et-evenements/exposition-permanente>.
- Le Robert. (s.d.). *Solidaire*. Dans *Dictionnaire Le Robert en ligne*. <https://dictionnaire.lerobert.com/definition/solidaire>.
- Loïzzo, C. (2024, février). *La relance de l'élargissement de l'Union européenne*. Géoconfluences. <https://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/breves/relance-elargissements>.
- Union européenne. (n.d.). *L'élargissement de l'UE*. European Union. https://european-union.europa.eu/principles-countries-history/eu-enlargement_fr.

7.7. Texte de loi

- Union européenne. (2012). *Traité sur l'Union européenne* (version consolidée). Journal officiel de l'Union européenne, C 326, 26 octobre 2012.

7.8. Autres

- Debras, F. (2023, 8 février). *Séminaire mémoire – Discours et analyse critique des discours* [Document de séminaire non publié]. Université de Liège.
- Di Mauro, D., & Serricchio, F. (2017). Euroscepticism and the economic crisis: Assessing the role of domestic institutions. *Academia.edu*. https://www.academia.edu/31782510/EUROSCEPTICISM_AND_THE_ECONOMIC_CRISIS_ASSESSING_THE_ROLE_OF_DOMESTIC_INSTITUTIONS.

8. Annexes

8.1. Corpus : transcription de l'audioguide de langue française de l'exposition permanente

Remarque :

Les fiches thématiques sont ici présentées dans l'ordre de l'audioguide et non en fonction des numéros qu'elles portent.

Légende :

- Géographique
- Culturelle
- Historique
- Politique
- Économique
- Solidaire

8.1.1. *Dessiner le profil de l'Europe (floor 2)*

Transcription - 1 *Dessiner le profil de l'Europe.mp3 (floor 2-1)*

Bienvenue à la maison de l'histoire européenne, un projet du Parlement européen.

Au fur et à mesure que nous vous guiderons à travers l'exposition principale, vous remarquerez que nous ne vous racontons pas l'histoire de chaque nation européenne. Nous voulons plutôt examiner comment l'**histoire a façonné un sens de la mémoire européenne** et continue à influencer notre vie d'aujourd'hui et de demain. Comme dans la vie de chacun d'entre nous, il existe des événements dont nous voulons nous souvenir et d'autres que nous préférons oublier. Et bien sûr, le même événement peut être interprété à partir de plusieurs perspectives différentes.

Transcription - 2 *Cartographier l'Europe.mp3 (floor 2-4)*

Où commence l'Europe et où s'arrête-t-elle ? Depuis l'Antiquité, l'Europe et l'Asie sont décrites comme étant 2 entités distinctes du point de vue **culturel** et **historique**. Mais du point de vue géographique, il s'agit d'un seul et même continent.

L'intérêt de l'Europe pour les cartes et la cartographie a une histoire longue et variée qui remonte à l'Antiquité Gréco-romaine. La découverte des voies maritimes vers les Amériques au 15e siècle change non seulement la façon dont les Européens voient le monde connu à cette époque, mais aussi la façon dont ils se voient eux-mêmes.

Transcription - 3 *Réception du mythe.mp3 (floor 2-2)*

Europe, une princesse mythique originaire de Phénicie, ce qui correspond au Liban d'aujourd'hui, est enlevé par le Dieu grec Zeus qui se présente à elle sous la forme d'un taureau blanc. Tomber amoureux de sa beauté, il l'emmène sur l'île de Crète.

Le nom de l'Europe est, depuis l'Antiquité associée à ce mythe. Il apparaît dans l'art, la littérature, la religion et la politique ou l'**histoire** et les images sont souvent réinterprétées pour refléter les questions du moment.

Transcription - 4 Cadmus de l'alphabet.mp3 (floor 2-3)

Les mythes d'Europe renvoient directement aux liens séculaires, parfois bons, parfois moins bons, qui unissent les peuples européens et ceux de pays lointains. Le fait que l'Europe tire son nom d'une princesse de la mythologie d'Asie occidentale témoigne de ses contacts.

Comme le fait que le mythe nous donne un aperçu du développement historique de l'alphabet grec, une évolution que l'on doit au contact avec les Phéniciens dans l'Antiquité.

Transcription - 5 Le patrimoine européen.mp3 (floor 2-5)

Quels sont les liens qui unissent le continent ? Qu'est-ce qui pourrait être considéré comme patrimoine européen ? l'Europe est plus que l'addition des histoires nationales. Mais est-ce une civilisation et une culture caractérisées par des traditions et des valeurs spécifiques qui se sont développées à travers l'histoire ?

Il existe certains éléments de base qui sont typiquement européens à l'origine et se sont étendus à l'ensemble du continent. Peuvent-ils être considérés comme des traits distinctifs de la culture européenne ? Si tel est le cas, quelles sont les parties de ce patrimoine européen que nous devrions préserver ? Que voulons-nous changer ? Que devrions-nous remettre en question ?

Transcription - 6 Philosophie.mp3 (floor 2-6)

La philosophie est l'étude des questions fondamentales sur l'existence humaine. Elle explore notamment des sujets comme la nature de la réalité, la connaissance, les valeurs et la raison.

Ce sont les Grecs de l'Antiquité, qui ont jeté les bases de la philosophie occidentale en essayant de trouver des réponses à des questions profondes, en se servant de l'observation et en adoptant une approche rationnelle et systématique plutôt qu'en se fiant aux croyances religieuses ou aux superstitions.

L'influence des penseurs grecs comme Socrate, Platon et Aristote est toujours présente aujourd'hui. La pensée grecque a déterminé une grande partie du développement intellectuel européen, inspirant l'épanouissement culturel de la Renaissance à partir du 14e siècle, tout comme le siècle des Lumières ou le siècle de la raison au 18e siècle. La philosophie a-t-elle une importance quelconque dans l'Europe d'aujourd'hui où avons-nous déjà répondu à toutes les grandes questions ?

Transcription - 7 Démocratie.mp3 (floor 2-7)

La démocratie est une forme de gouvernement qui confère l'autodétermination à ses citoyens, les décisions politiques étant prises à la majorité. Les citoyens peuvent soit voter sur des questions ciblées, par exemple lors d'un référendum, soit voter pour élire des représentants qui agiront en leur nom.

La première démocratie du monde voit le jour dans la Grèce antique, dans la cité État d'Athènes en 507 avant Jésus Christ. Mais elle était très différente de la démocratie que nous connaissons aujourd'hui, des groupes importants de la population étant à l'époque exclus, notamment les femmes et les esclaves. Pour tenir un échec des tyrans potentiels, les citoyens jouissant du droit de vote pouvaient voter pour prononcer l'ostracisme contre quelqu'un pour qu'il soit envoyé en exil. Au cours du scrutin. Les noms ont été écrits sur des ostraca, des petits morceaux de poterie. Depuis lors, pendant la plus grande partie de l'histoire, les simples citoyens n'ont guère bénéficié du droit à l'autodétermination. **En Europe, ce n'est qu'au cours du 19e et 20e siècle que les pays dotés de régimes démocratiques ont progressivement étendu le droit de vote à tous les citoyens adultes.** Auparavant, les femmes étaient notamment exclues. **La démocratie est-elle un élément fixe de notre patrimoine ou est-elle en perpétuelle évolution ?**

Transcription - 8 État de droit.mp3 (floor 2-8)

L'état de Droit est le concept selon lequel le droit doit régir un État, chaque citoyen étant soumis à la loi, y compris les législateurs eux-mêmes.

La Rome antique a jeté les bases du système juridique européen moderne et l'État de Droit reste un principe fondamental de l'Europe d'aujourd'hui. C'est aussi une condition préalable à l'adhésion à l'Union européenne, le système juridique des futurs États membres devant être fondé sur l'impartialité et l'intégrité. Depuis l'Antiquité, la justice est symbolisée par une figure féminine portant une épée reflétant la force du droit et une balance représentant l'équité. L'état de droit moderne assure-t-il un juste équilibre entre l'épée et la balance entre la force et l'équité ? Ou met-il parfois la liberté des personnes en danger ?

Transcription - 9 Humanisme.mp3 (floor 2-9)

L'humanisme est une philosophie politique et sociale qui souligne l'importance fondamentale de l'individu. **C'était l'un des thèmes importants de la Renaissance et pendant le siècle des**

Lumières au 18e siècle, il a donné lieu à la conviction que tous les individus sont égaux et disposent de certains droits et libertés. En ce sens, l'humanisme est la pierre angulaire de la culture et de la civilisation européenne.

L'accent sur l'individu a eu des conséquences radicales sur la société, la politique, l'art et la science. L'art est devenu plus réaliste, les artistes créant le nouveau genre du portrait et développant une compréhension de la perspective. Les penseurs se sont lancés dans une exploration scientifique du monde en se fondant sur les éléments de preuve recueillis par les individus, et non sur ceux fournis par la religion. Et en politique, la croyance dans le pouvoir et la valeur de l'individu ont inspiré les revendications d'autodétermination et de démocratie du 19e siècle. Est-ce que chacun a le droit d'agir comme individu, ou est-ce le devoir de chacun de jouer un rôle dans la société ?

[Transcription - 10 La traite des esclaves.mp3 \(floor 2-10\)](#)

Du 16e au 19e siècle, les pays européens se sont livrés à la traite transatlantique des esclaves en expédiant tout d'abord des marchandises d'Europe vers l'Afrique de l'Ouest, puis en chargeant les navires d'esclaves pour les transporter jusqu'en Amérique du Nord ou aux Caraïbes. Les esclaves étaient soumis à des conditions déplorables, restaient enchaînés tout le long du voyage et étaient vendus comme du bétail à l'arrivée.

Même si l'Europe n'était pas la seule région du monde à pratiquer l'esclavage, ce système de commerce barbare est un aspect indéniable du patrimoine européen. Dans leur lutte pour la liberté, de nombreux esclaves ont péri au cours du soulèvement, tandis que les Africains et les Européens faisaient campagne en faveur de l'abolition de l'esclavage. En Grande-Bretagne, les militants utilisait des pamphlets, des posters et des boycotts pour faire évoluer l'opinion publique contre l'esclavage. Cela a conduit à la fin de la traite des esclaves au sein de l'empire britannique en 1807 grâce à des moyens parlementaires, et les autres nations ont peu à peu suivi. Cette campagne était l'un des premiers exemples du pouvoir populaire et reflète un autre aspect du patrimoine européen, la tradition de la mobilisation pacifique et de l'autocritique. Pouvons-nous revendiquer l'abolition de l'esclavage comme une réalisation remarquable ? Pouvons-nous réellement prétendre que nous avons mis fin à l'esclavage ?

Transcription - 11_Terreur d'État.mp3 (floor 2-11)

Pendant la Révolution française de 1789, de simples citoyens renversent la monarchie absolue qui les contrôlait depuis des siècles. Mais leurs nobles idéaux de liberté, égalité, fraternité sont bientôt souillées par la terreur, une période de violente répression, d'exécution de masse et de purge politique. La guillotine est adoptée par l'État révolutionnaire français pour supprimer ses ennemis, de toute évidence parce qu'il s'agissait d'une méthode d'exécution plus rapide et moins dououreuse que la décapitation à la hache ou la pendaison, un exemple d'application des principes de science et de rationalité pour faire respecter la volonté de l'État. Le raisonnement, que des objectifs idéalistes peuvent justifier des moyens brutaux, a été utilisé plusieurs fois au cours de l'histoire européenne, notamment par l'État policier de l'Union soviétique sous Joseph Staline et par le régime nazi en Allemagne. Un acte de terreur peut-il être justifié selon l'adage la fin justifie les moyens ou est-ce que la violence est inacceptable sous toutes ses formes ?

Transcription - 12_Colonialisme.mp3 (floor 2-12)

À partir du 15e siècle, les pays européens font du commerce, colonise et obtiennent le contrôle politique aux 4 coins du monde en établissant des colonies, souvent par des moyens brutaux, dans les Amériques, en Afrique et en Asie.

En 1900, 6 nations européennes, la Belgique, la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et le Portugal contrôlent environ la moitié de la surface totale de la terre. De nombreux Européens pensent qu'appartenant à une race supérieure leur destin naturel consiste à exercer une domination sur les autres. Ces autres sont rarement invités à exprimer leur opinion, mais ce qu'ils pensent du colonialisme européen transparaît souvent dans leurs œuvres d'art et leurs traditions culturelles. Les puissances coloniales européennes s'enrichissent considérablement, mais font subir aux peuples colonisés la misère, l'inégalité et le racisme. Au 20e siècle, sous la pression croissante, elles renoncent à leurs colonies, soit de manière volontaire, soit parce qu'elles y sont contraintes et forcées, les colonies demandant leur indépendance et l'autodétermination. Les Européens ont souvent perçu leur rôle dans le monde comme celui de civilisateurs, mais les autres peuples sont-ils du même avis ?

Transcription - 13_Omniprésence du christianisme.mp3 (floor 2-13)

Depuis ses origines au Moyen-Orient, le christianisme étend son influence sur l'ensemble de l'Europe, devenant une caractéristique de la civilisation occidentale. Pendant un Millénaire, le

pouvoir du christianisme en Europe, concentré à Rome entre les mains du pape, était considérable et allait bien au-delà des simples préoccupations spirituelles. Il était présent dans tous les aspects de la vie, influençant la politique, la culture, le commerce et le droit.

La relation de l'Europe avec le christianisme a cependant toujours été plurielle et complexe. Le christianisme a souvent fait face à des divisions internes profondes, notamment la division entre églises d'Orient et l'Occident et la réforme. L'islam et le judaïsme coexistent également depuis des siècles en Europe, contribuant ainsi à définir le mode de vie et la culture européens. Aujourd'hui, en dépit de la baisse de la fréquentation des églises et d'une laïcisation croissante, **le christianisme reste ancré dans la vie quotidienne européenne, avec des valeurs, des traditions et des cultures qui reflètent l'héritage chrétien de l'Europe.** Au sein d'une Europe de plus en plus multiconfessionnelle, le christianisme va-t-il conserver sa position dominante ?

Transcription - 14_ Le siècle des lumières.mp3 (floor 2-14)

En reprenant là où les philosophes de la Renaissance s'étaient arrêtés, les penseurs du 18e siècle achèvent le processus d'émancipation des doctrines religieuses et métaphysiques.

Désormais connu sous le nom de siècle des Lumières, cette période est caractérisée par des progrès considérables dans les sciences, la philosophie, la société et la politique, et elle a représenté un tournant décisif dans le développement culturel et politique de l'Europe.

La philosophie des Lumières mettait l'accent sur la valeur de la raison et de la pensée rationnelle. Les sciences et les connaissances deviennent des éléments centraux, créant une façon complètement nouvelle de voir le monde. L'acquisition, l'agencement et la classification de connaissances était une obsession des lumières, de même que ses tentatives de produire une encyclopédie définitive comprenant tout le savoir humain. La plus connue est l'œuvre monumentale de Diderot, encyclopédie ou dictionnaire Raisonné des sciences, des arts et des métiers. La philosophie des Lumières a remis en question un certain nombre d'idées reçues et a ainsi ouvert la voie à d'autres revendications portant sur d'autres types de libertés, l'émancipation de l'Église, la sécularisation de l'État et la liberté politique de l'individu. Les valeurs de lumière sont-elles aujourd'hui menacées, où est ce que la science et le savoir l'emporteront toujours ?

Transcription - 15 Révolutions.mp3 (floor 2-15)

Au 19e siècle, il y eut une série de révolutions en Europe, inspirée par la Révolution française de 1789. Les peuples souhaitaient renverser leur monarque absolue de manière violente si nécessaire, et établir la démocratie, les droits de l'Homme et l'autonomie nationale. Depuis lors, les idéaux radicaux de la Révolution française, l'égalité et la liberté, ont pénétré dans la sphère politique et inspiré d'autres révolutions. Ils ont également inspiré des artistes, des écrivains et des musiciens. De nombreuses révolutions précoces ont été violentes, mais les Européens ont également eu recours à des moyens pacifiques pour induire des changements de régime. Au Portugal, en 1974, la résistance non-violente de la population civile a contribué à mettre fin à la dictature. Elle est connue sous le nom de la révolution des œillets parce que des citoyens mettaient des fleurs dans les fusils des soldats en signe de protestation pacifique. En Tchécoslovaquie, la Révolution de velours a renversé pacifiquement le régime communiste en moins d'une semaine. La révolution est-elle aujourd'hui un moyen acceptable de changement politique ?

Transcription - 16 Capitalisme.mp3 (floor 2-16)

Le capitalisme est un système économique et politique au sein duquel la plus grande partie du commerce et de l'industrie d'un pays est contrôlée par des propriétaires privés à des fins lucratives et non par l'État. Au 19e siècle, le capitalisme est favorisé par le libéralisme, une philosophie qui met en lumière l'importance des libertés individuelles, y compris le droit à la propriété et la recherche individuelle du profit. Avec l'industrialisation, l'activité économique passe des petites entreprises familiales à des sociétés détenues par des actionnaires. Dans les villes européennes, les bourses deviennent de réels lieux de pouvoir. L'arrivée du télégraphe électrique au début du 19e siècle, ainsi que les bateaux à vapeur rapide et bon marché ont rendu possible le capitalisme actionnarial international. Le capitalisme international est-il le meilleur système pour l'Europe, où se concentre-t-il trop sur la pure recherche du profit ?

Transcription - 17 Marxisme, communisme et socialisme.mp3 (floor 2-17)

Au 19e siècle, les penseurs allemands Karl Marx et Frédéric Engels élaborent une théorie socio-économique qui deviendra plus tard la base du socialisme et du communisme. Il s'agit d'une réaction passionnée à la révolution industrielle et aux terribles conditions de vie des nouvelles classes de travailleurs. Marx pense que sous le régime capitaliste, les travailleurs sont empêchés

de profiter des fruits de leur travail, la société étant divisée en 2 classes, les travailleurs qui ne sont pas propriétaires et les propriétaires qui ne travaillent pas.

Il déclare que les travailleurs vont finir par se révolter contre le capitalisme, réclamer ce qui leur revient de plein droit et instaurer une société sans classe. À l'époque, tout comme aujourd'hui, les questions politiques d'actualité sont passées dans la culture populaire, y compris dans les jouets et les jeux.

Des jeux de société opposaient des travailleurs à leurs patrons, le but du jeu étant d'arriver à instaurer l'harmonie entre les 2 groupes. **Au 20e siècle, tandis que les pays situés à l'est du rideau de fer adoptent le communisme, la forme la plus extrême de cette théorie, de nombreux pays d'Europe occidentale se dirigeaient vers une forme de socialisme qui a recours à l'intervention du gouvernement pour combiner les avantages du capitalisme avec une société plus équitable et plus solidaire.** Le communisme est-il une expérience qui a échoué ou pourrait-il revenir un jour en Europe ?

Transcription - 18_L'État-nation.mp3 (floor 2-18)

De nombreuses nations en Europe, loin d'être ancestrales, remontent à moins de 200 ans. Avant cette époque, la plupart des Européens ne vivaient pas dans des nations, mais dans des empires ou des royaumes. Ces derniers étaient souvent composés de plusieurs groupes ethniques parlant différentes langues et ayant peu de choses en commun du point de vue culturel ou historique. À travers les révolutions du 19e siècle, l'idée de l'État-nation a évolué pour désigner un peuple unique et homogène, partageant des origines et une langue en commun. L'État nation était considéré comme une étape essentielle pour créer **un nouvel ordre démocratique garantissant la participation politique et les droits de l'Homme.** **De nombreux États-nations voient le jour.** Certains, comme l'Italie et l'Allemagne, sont formés par l'unification d'États plus petits. D'autres, comme la Pologne et la Grèce naissent de l'effondrement d'États ou d'empires plus vastes.

Dans la culture populaire, chaque nation européenne est souvent décrite comme ayant ses propres points forts ou points faibles, mais nos différences nationales apparentes sont-elles basées sur des caractéristiques réelles et uniques ou s'agit-il de stéréotypes inventés ?

Transcription - 19 Génocide.mp3 (floor 2-19)

Le génocide est l'anéantissement délibéré et systématique d'un groupe de personnes, souvent appartenant à un groupe ethnique, national ou religieux particulier. Il existe des exemples historiques de génocide partout dans le monde, mais le plus infâme est peut-être celui qui a eu lieu en Europe au 20e siècle, la Shoah.

La Shoah, ce qui signifie la catastrophe en hébreu, a été sans précédent en ce qui concerne sa destruction systématique. **Au cours de la 2nde Guerre mondiale, les nazis, les nationaux socialistes allemands, exécutent un programme de génocide minutieusement organisé contre les juifs partout en Europe.** D'après l'idéologie nazie, les Juifs représentaient la plus grande menace pour la réalisation de leur vision d'une communauté populaire allemande entièrement pure, la Volksgemeinschaft. Dès 1933, les nazis exécutent leur politique anti juive. En janvier 1939, Adolf Hitler exprime clairement son intention en annonçant l'anéantissement de la race juive en Europe. Les Juifs sont déshumanisés de toutes les manières possibles. Ils sont contraints à porter des signes distinctifs. Leurs maisons et leurs entreprises sont stigmatisées. Leurs cartes d'identité portent la mention juif. Dans les camps de concentration, ils sont réduits à un numéro tatoué sur leur peau. **L'atroce brutalité des nazis culmine dans l'assassinat de 6 millions de juifs.** Une telle inhumanité pourrait-elle se produire à nouveau en Europe ?

Transcription - 20 La mémoire.mp3 (floor 2-20)

Si nous nous souvenons du passé. Pouvons-nous éviter d'en reproduire les erreurs ? La mémoire est considérée comme un élément central, que ce soit pour les individus ou pour les groupes sociaux. La mémoire est le fondement de l'apprentissage et de la conscience de soi.

La mémoire est cependant un phénomène complexe, elle est sélective et inséparablement liée à l'oubli. Nos souvenirs sont une partie essentielle de l'histoire et influencent profondément notre présent et notre avenir. La façon dont nous nous souvenons de la même histoire change en permanence.

8.1.2. *L'Europe, une puissance mondiale (floor 3)*

Transcription - 1 L'Europe, une puissance mondiale.mp3 (floor 3-1)

Le 19e siècle a été une période révolutionnaire pour l'**histoire européenne** et une époque marquée par de grandes transformations dans tous les domaines, **les droits de l'Homme et les droits civiques, la démocratie et le nationalisme, l'industrialisation et les systèmes de marché libre**. Tout cela annonçait une période de changement et de nouvelles opportunités.

À la fin du siècle, l'Europe était à l'apogée de sa puissance dans le monde. Cependant, des tensions sociales et des rivalités internationales couvaient, et tout cela a fini par faire exploser un conflit au début du 20e siècle.

Transcription - 2 Mutations politiques.mp3 (floor 3-2)

Le 19e siècle, c'est l'âge des révoltes. Suivant l'exemple de la Révolution française de 1789, les peuples européens se soulèvent contre la classe dirigeante formée par l'aristocratie et luttent pour l'instauration de droits de l'Homme et de droits civils, pour une société démocratique et pour l'indépendance nationale.

Les mouvements nationalistes sont apparus comme l'expression d'un élan révolutionnaire qui promet aux citoyens une participation plus étroite au processus démocratique, mais de manière exclusive, en imaginant un monde composé de territoires nationaux où vit une population ethniquement homogène. Certains Européens se voulaient toutefois visionnaires et ont appelé de leurs vœux l'unité d'un continent s'affranchissant de toute forme d'allégeance nationale.

Transcription - 3 Industrialisation.mp3 (floor 3-3)

De la vapeur, de la fumée, des usines, du bruit. Tous les ingrédients sont réunis pour le coup d'envoi de la révolution industrielle en Grande-Bretagne. L'**industrie manufacturière se répand ensuite à des degrés divers à travers l'Europe, faisant du continent le centre mondial de l'industrialisation, de la finance et du commerce**.

Le progrès industriel est en marche grâce à l'innovation technologique, et en particulier à la machine à vapeur qui marque l'essor de l'industrie lourde. Les méthodes de production sont bouleversées, d'immenses usines, où s'affairent des milliers de travailleurs, déversent des flots de biens d'équipement et de consommation.

Transcription - 4 Manifeste du parti communiste.mp3 (floor 3-52)

Avec l'industrialisation, des inégalités sociales inacceptables apparaissent. Deux théoriciens politiques allemands, Karl Marx (1818-1883) et Frédéric Engels (1820-1895) s'élèvent contre ces inégalités et publient en 1848 un pamphlet intitulé le manifeste communiste. Il pense que le seul moyen de mettre un terme à l'injustice et aux inégalités sociales, c'est d'en finir avec le capitalisme qui donne aux propriétaires privés la possibilité de s'enrichir grâce à la production.

Ainsi espèrent-ils voir l'avènement d'une société sans classe.

Le marxisme a des répercussions énormes sur la formation des mouvements de travailleurs ainsi que sur la marche du monde au 20e siècle.

Transcription - 5 Bourgeoisie.mp3 (floor 3-4)

Le terme de bourgeoisie désigne une nouvelle catégorie d'individus apparus avec les changements sociaux causés par la révolution industrielle. Financièrement indépendants, instruits et investis de plus en plus de droits politiques, les bourgeois impulsent des changements économiques et politiques.

Les bourgeois, qui comptent notamment des commerçants, des fonctionnaires, des professions libérales et des entrepreneurs, sont les premiers à affirmer leurs droits face aux aristocrates et jouent un rôle important dans l'instauration des démocraties modernes.

Transcription - 6 Classe ouvrière.mp3 (floor 3-5)

Au 19e siècle, les travailleurs sont salariés et ne bénéficient d'aucune protection juridique ni sécurité sociale. Leurs conditions de vie et de travail sont souvent épouvantables. Ce n'est qu'à la fin du 19e siècle que leur situation s'améliore avec l'obtention progressive de droit de vote.

Les classes ouvrières n'ont jamais constitué un ensemble homogène. Les membres de la classe ouvrière ne partageaient pas les mêmes caractéristiques qui variaient en fonction du pays, du secteur d'activité, industrie ou agriculture, et du niveau de qualification.

Transcription - 7 Sciences et technologie.mp3 (floor 3-6)

L'Europe de la fin du 19e siècle se définit par la vitesse, le dynamisme et la foi dans le progrès. Le chemin de fer, l'électricité, le cinéma, la photographie et les nouvelles théories scientifiques

et médicales ont fait d'elle le fer de lance d'une nouvelle ère, celle de la technologie. L'optimisme est alors roi.

Transcription - 8_Impérialisme.mp3 (floor 3-7)

Le 19e siècle est marqué par l'hégémonie de l'Europe sur le monde. Les empires se développent, des colonies sont conquises les unes après les autres. La révolution industrielle ne fait qu'encourager cette évolution. Les colonies fournissent les matières premières et les produits de luxe à même de satisfaire la soif de consommation grandissante des populations européennes. Inversement, les colonies sont autant de marchés gigantesques pour les produits européens. On ferme un œil sur les abus et les inégalités de toutes sortes, qui sont jugés indispensables pour civiliser les populations sauvages. L'abolition progressive de l'esclavage fait place à de nouvelles formes d'intolérance et de racisme.

8.1.3. *L'Europe en ruine (floor 3)*

Transcription - 9 Première Guerre mondiale.mp3 (floor 3-8)

1914, un tournant pour l'Europe. Que ce soit sur le **plan politique**, **économique** ou **culturel**, l'Europe avait atteint une position de prédominance à l'échelon mondial.

Et pourtant, le déclenchement de la première guerre mondiale, la première guerre industrielle de masse, a causé des destructions sans précédent sur les champs de bataille et pour la société dans son ensemble. Ces 4 années ont ébranlé les fondements mêmes de l'Europe l'entraînant dans un conflit mondial d'une ampleur jusqu'alors inconnue.

Cette catastrophe a été le détonateur **du siècle le plus meurtrier de l'histoire de l'Europe et ses effets traumatisants ont eu des incidences profondes sur la mémoire européenne.**

Transcription - 10 Les causes de la guerre.mp3 (floor 3-9)

Pourquoi l'Europe est-elle entrée en guerre en 1914 ? Et comment un conflit régional a-t-il pu se transformer en une guerre mondiale dévastatrice ? Les réponses sont complexes et aujourd'hui encore, les historiens continuent à en débattre.

Les ambitions nationales et coloniales de **pays européens** rivaux ont été des facteurs qui y ont contribué, mais aussi la manière dont ces nations ont formé des alliances en s'attirant l'hostilité des uns et des autres. Dans cette section, nous examinons comment les politiques, les actions et divers événements isolés ont déclenché une guerre mondiale.

Transcription - 11 Guerre européenne, guerre mondiale.mp3 (floor 3-10)

Les cartes postales présentées ici soulignent à quel point la première guerre mondiale avait réellement un caractère international, **de la guerre des tranchées à l'Ouest aux batailles mobiles sur la vaste étendue du Front de l'est, en passant par le débarquement des Dardanelles** et l'étendue du conflit à l'Empire ottoman, à l'Afrique et au Moyen-Orient. Près de 65 millions de soldats sont mobilisés dans le conflit, une expérience différente pour chaque individu.

Transcription - 12 Le vécu des soldats.mp3 (floor 3-11)

Pour les millions de jeunes appelés ou engagés volontaires, la guerre est synonyme de mort, de défiguration et de terrible traumatismes psychologiques et physiques. **En 1914, par exemple,**

l'armée russe compte 6 millions d'hommes et l'armée allemande 4,5 millions. Au milieu de la brutalité, des amitiés se nouent et des identités se forgent sur les champs de bataille.

[Transcription - 13 Une guerre industrielle.mp3 \(floor 3-12\)](#)

Les vastes armées combattantes ne pouvaient être maintenues et leurs besoins satisfaits qu'en réorientant les industries européennes vers l'effort de guerre. Il s'agissait d'un conflit à l'échelle industrielle apportant des innovations, dont la technologie de guerre. 4 millions d'obus d'artillerie ont été tirés pendant les 4 premiers jours de la bataille de Verdun en 1916. Des millions d'autres ont été utilisés au cours des années suivantes, certains continuant à être retrouvés aujourd'hui encore, comme des rappels meurtriers du passé de l'Europe.

[Transcription - 14 Une guerre de masse.mp3 \(floor 3-13\)](#)

L'intensité et la durée de la guerre impliquaient que les populations soient unies pour soutenir l'effort de guerre en poursuivant un objectif commun. La contribution sociale, économique et culturelle des citoyens ordinaires sur le plan national montre que le conflit n'a jamais été uniquement de nature militaire. Les individus ont fait des sacrifices personnels, perdus des êtres chers et ont souvent été attaqués. C'est l'ensemble de la société qui a été touchée.

[Transcription - 15 Gaz de combat.mp3 \(floor 3-14\)](#)

Le gaz de combat est utilisé pour la première fois par l'armée allemande à Ypres en Belgique en 1915. L'idée d'utiliser du gaz毒ique comme arme a germé et s'est imposée comme moyen de mettre fin à l'impasse de la guerre des tranchées. Le chlore, le brome et le gaz moutarde ont tous les 3 été utilisés. Si le nombre de tués est limité, les effets psychologiques sur les soldats sont considérables. Le masque à gaz illustre parfaitement la déshumanisation de l'individu dans cette guerre.

[Transcription - 16 Images de l'ennemi.mp3 \(floor 3-15\)](#)

L'extrême brutalité de la guerre était alimentée par l'intense propagande, à tous les niveaux de la société. Les ennemis étaient démonisés et déshumanisés, ce qui marque un point bas dans les relations européennes. Le conflit était présenté comme une lutte entre civilisation et barbarisme, chaque pays étant convaincu que sa cause était juste.

Transcription - 17 Mémoire de la guerre.mp3 (floor 3-16)

On estime que 10 millions de soldats sont morts pendant la première guerre mondiale, les dépouilles d'un grand nombre d'entre eux n'ayant jamais été identifiés. Cela a conduit à la création du concept du soldat inconnu partout en Europe, permettant à la population de se souvenir de ceux morts au combat et de se recueillir sur des tombes et devant des monuments commémoratifs. Après la guerre, le massacre qui paraissait insensé a discrédité les classes gouvernantes. Les paysages européens stigmatisés par la guerre étaient transformés à tout jamais. Aujourd'hui, les champs de bataille, les vestiges archéologiques et les tombes sont les témoins de ce souvenir.

Transcription - 18 Les traités de paix.mp3 (floor 3-17)

La première guerre mondiale a pris fin le 11 novembre 1918, même si l'Europe était loin d'être en paix comme l'exposition le montrera. L'Allemagne était vaincue et les empires autrichiens, ottomans et russes n'existaient plus. Les négociations de paix ont commencé à Paris l'année suivante, les 14 points du président américain Woodrow Wilson devenant le fondement de la paix. Les pays jadis régis par les empires déchus se sont vu promettre le droit de déterminer leur propre avenir. La carte de l'Europe était sur le point d'être redessinée, mais le résultat était loin d'être parfait.

Transcription - 19 Un nouveau paysage politique.mp3 (floor 3-18)

La fin de la première guerre mondiale voit le bouleversement de la carte politique de l'Europe. Les 3 empires multiethniques qu'étaient l'empire ottoman, l'empire austro-hongrois et l'empire russe se sont effondrés. Les peuples d'Europe souhaitent à présent avoir leur mot à dire sur la façon dont leur nation doit être administrée et dirigée. Les frontières sont redéfinies et un grand nombre de nouveaux États-nations voit le jour.

Transcription - 20 Démocratie.mp3 (floor 3-19)

Avec la fin de la guerre s'affirme l'espoir réel que des sociétés meilleures et plus démocratiques vont se développer. Vers 1922, la plupart des régimes européens, anciens et nouveaux, sont des démocraties parlementaires, exception faite de l'Union soviétique, soumise à un régime à parti unique, et de la Hongrie, où les droits démocratiques sont limités.

Transcription - 21 État et Nation.mp3 (floor 3-20)

Les constitutions des pays européens donnent le droit de vote aux hommes et dans de nombreux cas également aux femmes. Le pouvoir de l'État est limité, ce qui représente une véritable avancée pour la démocratie.

Transcription - 22 1917-1920.mp3 (floor 3-22)

La révolution russe de 1917, un événement capital dans l'histoire du monde le communisme fait son entrée sur la scène mondiale et se présente comme une alternative aux monarchies, à la démocratie parlementaire et aux économies de marché.

Au début du siècle, la Russie compte parmi les pays les moins développés d'Europe. La première guerre mondiale et la révolution de février 1917 voit chute de la monarchie des Romanov et la mise en place d'un gouvernement provisoire. Ce gouvernement, cependant, ne répond pas aux attentes du peuple qui veut la fin de la guerre et les communistes prennent le pouvoir lors de la révolution d'octobre 1917.

Transcription - 23 Essor de la révolution.mp3 (floor 3-23)

Le triomphe du communisme en Russie fait naître dans toute l'Europe la crainte ou l'espoir d'un débordement de la révolution socialiste hors des frontières du pays. Il n'en a pas été ainsi, mais plusieurs soulèvements communistes eurent lieu à travers le continent, avec dans certains cas, le soutien direct des Soviétiques, comme en Finlande et en Lettonie. Les guerres civiles déclenchées par ces soulèvements ont été très meurtrières. Cependant, la révolution communiste ne s'est pas imposée en dehors du territoire qui deviendra l'Union soviétique en 1922.

Transcription - 24 Totalitarisme et démocratie.mp3 (floor 3-21)

Au lendemain de la première guerre mondiale, d'anciens empires ont été démembrés et de nouveaux États créés. Le pacifisme et l'idée de l'unification européenne ont pris de l'ampleur.

Des démocraties parlementaires fleurissaient partout en Europe tandis que l'Union soviétique devenait la première dictature communiste. Néanmoins, en 1939, la plupart de ces démocraties avaient échoué et la plupart des Européens vivaient dans des régimes autoritaires ou totalitaires qui contrôlaient d'une main de fer la vie publique et privée et limitaient les libertés individuelles.

Les écrans en face de vous explorent les 2 formes les plus brutales de ces régimes, le stalinisme et le national-socialisme. Nous avons choisi de comparer ces systèmes et de les mettre en contraste, car ils étaient idéologiquement opposés l'un à l'autre, mais étaient très similaires en termes de brutalité et d'oppression.

[Transcription - 25 Rompre avec les traditions.mp3 \(floor 3-24\)](#)

Les années 1920 sont une époque dynamique et d'expérimentation dans les domaines artistiques, scientifiques et politiques. **Le modernisme se développe grâce à des mouvements comme le dadaïsme, le Cubisme et le surréalisme, parallèlement à l'émergence du fonctionnalisme et de la simplicité dans le design et l'architecture.**

Le corps et la sexualité font dorénavant partie du discours public et la culture populaire glorifie le sport et les athlètes comme jamais auparavant. **Une image de la femme indépendante et sûre d'elle s'impose.**

[Transcription - 26 Pacifisme et conflits ethniques.mp3 \(floor 3-25\)](#)

Le nouvel ordre politique en vigueur en Europe est mis à rude épreuve en raison des conflits nationaux violents qui impliquent de nombreux groupes minoritaires concurrents dans les nouveaux États, en particulier en Europe de l'Est et du Sud, et qui touchent plus de 33 millions de personnes.

Le souvenir encore vif des atrocités de la guerre, cependant, préserve les aspirations à la paix, comme l'illustre le traité de Versailles en instituant la Société des nations, première organisation internationale chargée d'apporter une solution pacifique aux différends internationaux.

[Transcription - 27 Rapprochements et revanchismes.mp3 \(floor 3-26\)](#)

La crise politique et économique frappe l'Allemagne en 1923, lorsque les forces françaises et belges envahissent le bassin industriel de la Ruhr pour tenter d'obtenir le paiement des réparations que l'Allemagne leur doit à l'issue de la guerre. L'occupation prend fin en 1924 lorsque l'Allemagne reçoit des prêts financiers de la part des États-Unis afin de payer lesdites réparations, opérations plus connues sous le nom de plan Dawes.

Les ministres français et allemands des Affaires étrangères, Aristide Briand et Gustave Stresemann jouent un rôle essentiel dans l'apaisement des tensions entre la France et

l'Allemagne et en 1926, ils se partagent le prix Nobel de la paix qui vient récompenser leurs efforts.

Transcription - 28 Idée européenne et fascisme.mp3 (floor 3-27)

Durant l'entre 2 guerres, l'idée d'une Europe unie, capable d'apaiser un continent instable et de contribuer à la coopération économique, fait son chemin chez une minorité d'hommes politiques, d'économistes et d'intellectuels.

Une autre conception fait cependant concurrence au modèle démocratique, il s'agit de l'idée selon laquelle l'Europe est le bastion de la tradition et de l'autorité en lutte contre le libéralisme et le communisme.

Transcription - 29 Keynésianisme et Grande Dépression.mp3 (floor 3-28)

En octobre 1929, la bourse américaine s'effondre, entraînant une crise politique et économique extrêmement grave, à savoir la Grande Dépression. Le système capitaliste tout entier semble chancelant, perd toute crédibilité et l'Europe est frappée de plein fouet par le chômage de masse et la pauvreté.

Il faudra plus de 3 ans de marasme économique avant que des gouvernements comme ceux des États-Unis et de la Suède interviennent directement dans leur économie de marché respective en créant des possibilités d'emploi et en augmentant les dépenses publiques pour juguler la crise. Ils suivent à cette fin les conseils d'économistes non-orthodoxes tels que John Maynard Keynes.

Transcription - 30 Régimes autoritaires.mp3 (floor 3-29)

Après avoir considérablement progressé en 1918, la démocratie ne cesse de perdre du terrain tout au long des années 1920 et 1930, les tensions sociales et politiques graves, la pression exercée par les programmes politiques aussi bien de droite que de gauche, ainsi qu'un manque de confiance publique dans les modèles démocratiques font qu'en 1938, la majorité des pays européens sont gouvernés par des régimes autoritaires ou totalitaires. De nombreuses œuvres d'art de cette époque s'en font l'écho.

Transcription - 31 Idéologie (Stalinisme).mp3 (floor 3-30)

Les communistes légitiment leur politique révolutionnaire par l'idéologie marxiste de la lutte des classes. Selon leur vision impitoyable, la création d'une société égalitaire, sans classe et séculière, n'est possible que si l'on détruit les classes et traditions existantes et si l'on impose le progrès social, économique et technique à tout prix.

Les ouvriers et les agriculteurs organisés en coopérative doivent être l'épine dorsale de cette nouvelle société. Les paysans aisés, appelés koulak, les entrepreneurs privés et le clergé sont considérés comme des parasites sociaux et persécutés. La religion est bannie de la vie publique.

Transcription - 32 Dirigeants (Stalinisme).mp3 (floor 3-31)

Le culte de la personnalité de Joseph Staline commence peu après son arrivée à la tête de l'Union soviétique à la fin des années 1920 pour culminer à l'issue de la 2nde Guerre mondiale, dont l'URSS sort victorieuse. Staline n'était que l'un des nombreux successeurs possibles de Lénine. Il a gravi progressivement les échelons du Parti communiste. Manquant de charisme, il a renforcé sa position en éliminant ses rivaux et en soignant consciencieusement son image.

Transcription - 33 Économie (Stalinisme).mp3 (floor 3-32)

En 1928, les communistes instaurent une économie planifiée. Le marché libre est aboli, l'industrie et les autres secteurs d'activité sont nationalisés et toutes les ressources nationales sont mobilisées pour lancer l'industrialisation sous le slogan « le socialisme dans un seul pays ». Tout ceci dans un pays essentiellement rural.

Des paysans autrefois indépendants sont obligés de travailler dans de grandes exploitations collectives, produisant essentiellement pour l'économie d'État. Cette politique est une catastrophe économique, mais elle est mise en œuvre au prix d'une terreur impitoyable et fait des millions de morts.

Transcription - 34 Régime de terreur (Stalinisme).mp3 (floor 3-33)

Les communistes privent les citoyens de leur liberté et droits fondamentaux en les soumettant à diverses formes de persécution pour créer le nouvel homme soviétique, modèle d'obéissance totale au système. Celui-ci devient encore plus répressif sous Staline, exécutions, Goulags,

déportations de masse, famines et tortures. À la mort de ce dernier en 1953, les victimes se comptent par millions en Union soviétique et dans les autres pays du bloc de l'Est.

[Transcription - 35 Génocide et régime de la terreur \(National-socialisme\).mp3 \(floor 3-34\)](#)

Le régime nazi réprime avec brutalité ses ennemis et s'assure également d'envoyer dans les camps de concentration ceux qui sont jugés dangereux pour la sécurité parce qu'ils appartiennent à l'opposition politique, refusent l'obéissance civile ou opposent leur résistance. La 2nde Guerre mondiale accentue la radicalisation des projets meurtriers du régime nazi, dont les camps de concentration constituent l'émanation.

Outre la conquête de l'espace vital « *lebensraum* » en Europe orientale, l'extermination des juifs d'Europe devient le principal objectif d'Hitler. L'industrialisation et la systématisation horrible du meurtre organisé atteint son paroxysme avec la création des camps d'extermination.

[Transcription - 36 Économie \(National-socialisme\).mp3 \(floor 3-35\)](#)

L'économie nazie est mise au service de la guerre et d'un projet de conquête d'espace vital en Europe orientale. La relance économique après la grande dépression se bâtit sur la suppression des syndicats et une mainmise politique sur les entreprises et les industries, pourtant toujours détenues par des acteurs privés. Le programme économique des nazis repose sur le réarmement, financé par la dette publique, et sur la revendication d'une communauté raciale sans classe et d'un État providence fondé sur la race et dans lequel le plein emploi et les prestations sociales sont garantis pour tous les Allemands de race aryenne.

[Transcription - 37 Dirigeants \(National-socialisme\).mp3 \(floor 3-36\)](#)

Hitler se présente aux Allemands comme le Sauveur qui unira son peuple et le préservera des luttes internes et de la dégénérescence, des arguments forts pour s'attirer le soutien de la population. La suprématie d'Hitler est incontestée, par ses paroles, présentées comme l'incarnation de la voix de son peuple, il exige une loyauté sans faille. Son charisme et la fidélité de son cercle rapproché, ses partisans de la première heure, maintiennent la cohésion du parti.

[Transcription - 38 Idéologie \(National-socialisme\).mp3 \(floor 3-37\)](#)

Les nazis prennent le pouvoir en 1933 et instaurent un régime totalitaire proclamant la supériorité biologique de la race aryenne appelée à dominer l'Europe. Les Juifs sont accusés d'être la cause des problèmes de l'Allemagne et de tramer un complot pour s'emparer du monde.

L'idéologie fondatrice du national-socialisme repose sur la purification raciale de la société et sur l'élimination des populations jugées indignes. Les libéraux et les socialistes sont attaqués et dénoncés.

[Transcription - 39 Répercussions au niveau international de la guerre civile espagnole.mp3 \(floor 3-38\)](#)

La guerre civile espagnole éclate en 1936 et prend fin en 1939 quand la dictature de Franco l'emporte. Son coup d'Etat contre la seconde République espagnole illustre les luttes de cette époque qui voit s'affronter droite et gauche, dictature et démocratie.

L'Allemagne et l'Italie viennent en aide à Franco, tandis que l'Union soviétique et des volontaires du monde entier prennent fait et cause pour les républicains, la guerre civile espagnole donne un avant-goût du désastre qui s'abattra sur l'Europe en 1939.

[Transcription - 40 Deuxième guerre mondiale.mp3 \(floor 3-39\)](#)

La seconde guerre mondiale est souvent décrite comme une guerre totale, sans distinction entre soldats et civils. Des millions de personnes ont été victimes des exécutions de masse, des déportations, de la famine, du travail forcé, des camps de concentration et des bombardements.

Sous le régime nazi, des millions de personnes ont été assassinées dans le cadre d'une politique systématique de purification sociale et ethnique. À la fois dans son échelle et dans sa forme bureaucratique, le génocide des Juifs européens est devenu un événement sans égal dans l'histoire. **Entre les feux croisés du national-socialisme et du stalinisme, la guerre était particulièrement brutale en Europe centrale et orientale.**

[Transcription - 41 Une destruction totale.mp3 \(floor 3-40\)](#)

La seconde guerre mondiale est souvent décrite par les historiens comme une guerre totale, sans distinction entre combattants et civils, et c'est la première guerre dans laquelle les victimes

civiles ont été presque deux fois plus nombreuses que parmi les forces combattantes, la nature de guerre totale a été particulièrement brutale en Europe centrale, orientale et méridionale.

Les forces de l'axe, l'Allemagne et ses alliés et satellites parviennent à occuper une grande partie de l'Europe en 1941. L'invasion allemande de l'Union soviétique, et l'attaque japonaise des États-Unis la même année, transforment **ce conflit européen** en guerre mondiale. La Grande-Bretagne, l'Union soviétique et les États-Unis forment désormais les principales puissances de la coalition antihitlérienne.

[Transcription - 42_Les causes de la guerre.mp3 \(floor 3-41\)](#)

Les ambitions allemandes d'expansion territoriale et de domination de l'Europe **plongent le continent** dans la guerre le premier septembre 1939. Une semaine plus tôt, Hitler et Staline se mettaient d'accord sur un traité de non-agression qui comprenait une disposition secrète qui divisait l'Europe centrale et orientale en sphères d'intérêt nazi et soviétique.

Cet accord prend fin en juin 1941, lorsque l'Allemagne envahit l'Union soviétique s'autoproclamant le sauveur de l'Europe face aux maux du communisme et au complot mondial juif. Le réel objectif de la guerre la lutte pour conquérir un espace vital à l'Est est désormais poursuivi sans vergogne, au mépris de toute règle de guerre et de toute préoccupation pour la vie humaine.

[Transcription - 43_Exécutions massives.mp3 \(floor 3-42\)](#)

Dans un premier temps, les nazis utilisent les exécutions de masse comme méthode pour faire régner la terreur, la plupart de leurs victimes étant des civils choisis pour des motifs ethniques, politiques ou religieux, mais quelquefois aussi au hasard. À partir de 1941, ce processus évolue, les nazis mettant en œuvre leur plan d'assassinat systématique des juifs d'Europe.

Dans une moindre mesure, les Soviétiques aussi procèdent à des exécutions de masse, éliminant les opposants politiques, les élites et les groupes sociaux considérés comme hostiles.

[Transcription - 44_Déportations massives.mp3 \(floor 3-43\)](#)

Les expulsions de masse et les déportations étaient une expérience de guerre commune pour les habitants d'Europe de l'Est, aussi bien sous le régime nazi que soviétique. Les Soviétiques

utilisaient la déportation pour se débarrasser des opposants potentiels et des ennemis présumés du régime.

Quant à eux, les nazis expulsaient des millions de personnes de chez elles pour les remplacer par des Allemands de souche et réorganiser l'Europe orientale selon des critères raciaux. Certains alliés de l'Allemagne et États fantoches ont également procédé à des déportations. Les Juifs étaient déportés vers des ghettos et envoyés dans les camps de concentration avec d'autres groupes définis comme des sous-hommes.

Transcription - 45 Famine.mp3 (floor 3-44)

Les pénuries alimentaires étaient une expérience commune à toute l'Europe pendant la guerre. Dans certains cas cependant, elles ont conduit à la famine, comme dans la Grèce occupée par les forces de l'axe pendant l'hiver 1941-1942 ou aux Pays-Bas occupés par l'Allemagne pendant l'hiver 1944-1945.

Un cas extrême de famine s'est produit pendant le siège de Léningrad de 1941 à 1944, lorsque près d'un million de personnes sont mortes de faim et de froid, en conséquence de la politique délibérée menée par l'Allemagne pour soumettre la population soviétique.

Transcription - 46 Travail forcé.mp3 (floor 3-45)

Le travail forcé était essentiel pour maintenir l'économie de guerre de l'Allemagne, et des millions de personnes venues d'Allemagne et de toutes les parties de l'Europe occupée ont été utilisées comme travailleurs forcés. Des centaines de milliers d'entre eux sont décédés dans les camps de concentration.

Les Soviétiques ont également recours au travail forcé dans les camps du goulag, bien qu'à une plus petite échelle.

Transcription - 47 Camps de concentration.mp3 (floor 3-46)

Des camps de concentration où sont détenus des millions d'hommes, de femmes et d'enfants, qui ne correspondent pas au profil racial et politique de l'idéologie nazie, se multiplient dans toute l'Europe occupée par l'Allemagne. Nombre de ces prisonniers sont exécutés ou meurent d'épuisement, de faim, de maladie et des suites des mauvais traitements qui leur sont infligés. La plupart des victimes juives sont exterminées dès leur arrivée dans les camps.

Sous le régime d'occupation soviétique, le système du goulag isole et fait disparaître des personnes, souvent au hasard, parce qu'elles sont supposées empêcher la construction du communisme. Selon les chiffres officiels, le nombre de victimes aurait été de près d'un million pendant la guerre, mais les chiffres réels sont certainement beaucoup plus élevés.

Transcription - 48 La Shoah.mp3 (floor 3-47)

Les juifs de la quasi-totalité des pays occupés doivent porter l'étoile jaune, un moyen d'exclusion stigmatisant et dégradant. Le déplacement forcé des Juifs dans les ghettos est une phase préparatoire importante dans l'organisation de la Shoah.

En 1942, les nazis commencent à mettre en œuvre l'anéantissement total des Juifs européens. Dans la foulée des exécutions de masse et de la famine, les camps d'extermination sont construits dans l'Europe de l'Est occupée dans le seul but de procéder à des assassinats immédiats et systématiques avec une efficacité impitoyable.

Transcription - 49 Bombardements.mp3 (floor 3-48)

La seconde guerre mondiale apporte l'expérience des raids aériens avec son lot de destructions pour les populations européennes. Les nazis commencent le bombardement aérien des villes en 1939, une pratique qui sera plus tard également utilisée par les alliés. Les bombardements atomiques des villes japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki, mettant un terme à la guerre en Extrême-Orient, montre l'horreur ultime de cette stratégie.

Transcription - 50 Collaboration et coopération.mp3 (floor 3-49)

Les collaborateurs et la collaboration ont été des éléments décisifs qui ont permis aux nazis d'atteindre leurs objectifs politiques d'occuper la plus grande partie de l'Europe et de procéder à l'extermination des Juifs européens. Les individus ont collaboré par opportunisme, accords idéologiques, calculs politiques ou économiques et par avidité, mais aussi pour sauver leur propre vie et parfois aussi celle de leurs proches.

Transcription - 51 Résistance.mp3 (floor 3-50)

Du fait de l'indignation et de l'écœurement de la population face à la tyrannie et à la brutalité nazie, la résistance se développe dans les territoires occupés. Elle revêt des formes différentes

selon les endroits, affrontements militaires de grande ampleur en Grèce, en Pologne, en Yougoslavie et en Union soviétique, résistance civile ailleurs.

Transcription - 52_L'œuvre de la destruction.mp3 (floor 3-51)

On estime à 60 millions le nombre de personnes qui ont trouvé la mort pendant la seconde guerre mondiale, dont près des 2/3 étaient des civils. Les chiffres seuls ne suffisent cependant pas à rendre compte dans toute leur étendue des drames personnels en jeu ou des retombées désastreuses de ces événements sur diverses catégories de la population. Les objets exposés ici racontent les destins personnels qui se cachent derrière les faits historiques et nous mettent au défi de réfléchir à la façon dont un être humain peut surmonter des traumatismes et pertes d'une telle ampleur.

8.1.4. Reconstruction d'un continent divisé (floor 4)

Transcription - 1 Reconstruction d'un continent divisé.mp3 (floor 4-1)

La période après 1945, l'Europe est un champ de ruines, n'a plus aucun poids, est divisé entre 2 forces mondiales opposées, les États-Unis d'Amérique et l'Union soviétique.

Unis par la peur du communisme, certains pays d'Europe de l'Ouest choisissent la voie de la coopération à l'échelon supranational afin de maîtriser le nationalisme et de supprimer le risque de guerre.

En Europe de l'Est, cependant, la libération signifie pour beaucoup le remplacement de la tyrannie nazie par la dictature communiste sous contrôle soviétique.

Transcription - 2 Redessiner les frontières.mp3 (floor 4-2) (inversion des titres avec 4-3, par rapport à la version en anglais)

1945. L'Europe est en ruine, sa population manque de denrées alimentaires, de carburant, de logements. Des stratégies de survie sont cruellement nécessaires et le rationnement mis en place pendant la guerre est maintenu, de sorte que les besoins fondamentaux au moins sont satisfaits. Des millions de réfugiés, d'exilés et de personnes déplacées sont à la recherche d'un toit. L'Europe dépend largement du reste du monde et de l'aide qu'il peut apporter.

Faire la file pour obtenir du pain fait partie de la vie de tous les jours, et les personnes ingénieuses réutilisent tout ce qu'elles trouvent pour se chauffer, se vêtir et combler d'autres besoins. Le nombre d'hommes ayant dramatiquement chuté, la reconstruction repose essentiellement sur les épaules des femmes, des jeunes et des prisonniers de guerre.

Transcription - 3 Survivre.mp3 (floor 4-3)

En 1945, le paysage politique de l'Europe est remodelé par les artisans de la victoire, c'est-à-dire les États-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et plus tard la France. L'engagement décisif de l'Union soviétique dans la guerre menée contre le régime nazi en Allemagne fait d'elle une nouvelle puissance mondiale. L'Europe d'avant-guerre perd sa position dominante au profit des nouvelles superpuissances.

Les chefs d'État des pays alliés se réunissent à Yalta, en Crimée, et à Postdam, en Allemagne, pour débattre de l'avenir de l'Europe. Pour l'Europe de l'Est, le résultat de ces rencontres a des

retombées à long terme et aboutit à la domination par l'Union soviétique de la moitié du continent.

[Transcription - 4_Expulsions.mp3 \(floor 4-4\)](#)

Quelques 20 millions de réfugiés et de personnes déplacées circulent dans toute l'Europe en 1945 parce qu'ils sont en fuite ou expulsés en masse. Selon les dirigeants des alliés, seules des expulsions forcées permettent de garantir l'existence d'un continent en paix après la guerre, presque toutes les régions d'Europe centrale, orientale et du sud-est sont affectées par des mouvements de masse et des rapatriements.

[Transcription - 5_Droits de l'Homme.mp3 \(floor 4-5\)](#)

La guerre et ses répercussions génèrent un profond pessimisme quant à l'avenir de l'Europe. La civilisation est-elle en déclin ? Pour surmonter ce terrible passé, la population a des réactions allant d'attaques revanchardes contre des nazis, des fascistes et des collaborateurs présumés jusqu'à des procès de grande envergure.

La décision des alliés de demander aux dirigeants nazis des comptes pour la terreur qu'ils ont organisée au sommet de l'État est entrée dans l'histoire. L'on introduit également des mesures de rééducation destinées à l'ensemble de la population allemande. L'héritage constitué par les atrocités qui ont été commises conduit à l'élaboration de la protection juridique des droits de l'homme au sein du droit international.

[Transcription - 6_Le bloc de l'Ouest.mp3 \(floor 4-6\)](#)

Les bombes atomiques larguées sur le Japon en 1945 propulsent les États-Unis d'Amérique au rang de nouvelles puissances mondiales. En 1949, l'Union soviétique obtient le même statut en mettant au point sa propre bombe atomique.

Entre 1945 et 1949, un gouffre s'ouvre entre les anciens alliés sur toutes les questions internationales, les États-Unis, la Grande-Bretagne et la France étant d'un côté et l'Union soviétique de l'autre. De grandes différences idéologiques refont surface entre les démocraties libérales occidentales et le communisme oriental, faisant augmenter la probabilité d'une nouvelle guerre mondiale.

Transcription - 7 Le bloc de l'Est.mp3 (floor 4-7)

En 1949, lorsque l'Union soviétique procède à l'essai de sa première bombe atomique, l'Occident se dit choqué et réagit avec une profonde méfiance. L'Europe devient un continent divisé, vivant sous la menace d'un anéantissement nucléaire dans le cadre d'une Guerre froide mondiale.

La peur s'immisce dans la vie quotidienne de la population. L'humanité a désormais rendu l'autodestruction possible. C'est seulement cette peur de la riposte nucléaire qui permet de maintenir un équilibre précaire pendant des décennies.

Transcription - 8 Au-delà des blocs.mp3 (floor 4-25)

Il serait erroné de penser qu'il s'agissait uniquement d'un bloc occidental et d'un bloc oriental s'affrontant pendant ces décennies. Dans plusieurs pays, la situation était beaucoup plus complexe, certains restant neutres et d'autres créant leur propre réseau de soutien indépendant, comme le mouvement des non-alignés en 1961.

Des différences pouvaient aussi être constatées à l'intérieur des blocs occidentales et orientales, les gouvernements communistes ne respectaient pas tous totalement les lignes directrices de Moscou, et l'Occident comptait aussi un certain nombre de régimes non démocratiques venant contredire les revendications de valeurs démocratiques libérales pour tous.

Transcription - 9 Des modèles politiques concurrents.mp3 (floor 2-24)

Les années 1950 et 1960 sont caractérisées par une amélioration substantielle des conditions de vie pour la plupart des citoyens européens. La croissance économique et la mise en place de l'État-providence entraînent l'amélioration du logement, de l'éducation, des soins de santé et des services sociaux.

En Europe occidentale, la planification des pouvoirs publics accompagne la reconstruction du secteur privé. Dans la sphère communiste, les économies planifiées dirigées par l'État contrôlent toutes les ressources nationales, intervenant à volonté dans la vie quotidienne des citoyens. Les différences entre économie de marché et économie d'État sont indubitables.

Transcription - 10 Logement.mp3 (floor 4-8)

Le logement est l'une des grandes priorités des personnes qui vivent en Europe à cette époque. La situation est critique en raison d'une croissance démographique rapide et de l'intensification de l'urbanisation, ce qui oblige les gouvernements et les urbanistes à agir.

C'est ainsi que des programmes de construction de logements bénéficient d'investissements considérables, l'électricité, le raccordement au gaz, le chauffage central et la plomberie intérieure relèvent le niveau de vie de millions de personnes.

Transcription - 11 Consommation.mp3 (floor 4-9)

Dans les années 1950 et 1960, l'est, comme l'ouest de l'Europe, enregistre une rapide croissance économique, malgré des différences de développement. Les sociétés industrialisées succèdent aux communautés agricoles un peu partout sur le continent. Et dès les années 1970, la population dispose d'un pouvoir d'achat qui lui permet de s'offrir d'autres produits que ceux de première nécessité.

La consommation de masse, stimulée par la production industrielle de masse, augmente aussi grâce à l'assouplissement de la réglementation commerciale en Europe de l'Ouest. Les biens et les services de l'étranger sont désormais à la portée d'un plus grand nombre d'Européens grâce à l'ouverture des frontières. Pourtant, les écarts économiques restent prononcés entre certaines parties du continent.

Transcription - 12 Education.mp3 (floor 4-16)

Pendant cette période, les systèmes éducatifs européens connaissent de profonds changements. Les financements de l'État augmentent à tous les niveaux grâce à l'essor économique et à l'État-providence, permettant ainsi à plus d'enfants et de jeunes gens d'accéder à l'éducation qui, dorénavant, n'est plus l'apanage d'une minorité privilégiée.

Les intentions et les objectifs de ces réformes de l'éducation varient cependant notablement entre l'Europe de l'Est et l'Europe de l'Ouest, l'Est revendiquant une société sans classe, tandis que l'Ouest œuvre à la promotion de l'égalité des chances.

Transcription - 13 Mobilité.mp3 (floor 4-17)

Les loisirs et l'évasion loin d'un travail fastidieux, caractérisent la vie de nombreuses personnes dans les années 1960, grâce au raccourcissement de la semaine de travail et à la généralisation du droit légal aux congés payés. La multiplication des voitures particulières et l'émergence du tourisme de masse pendant cette période permettent de prendre plus facilement le large.

Cependant, l'ombre de la politique n'est jamais bien loin, plusieurs types de dictatures dans différentes régions d'Europe mettent à mal les itinéraires touristiques et limitent les possibilités de voyage.

Transcription - 14 Entre deux blocs.mp3 (floor 4-18)

Le contrôle de l'Europe de l'Est par l'Union soviétique et son épreuve de force avec les États-Unis d'Amérique après la seconde guerre mondiale donnent au monde deux nouvelles expressions, le rideau de fer et la guerre froide. Avec le soutien des États-Unis, les conditions d'une coopération plus étroite en Europe de l'Ouest se développent.

En Europe de l'Ouest, l'espoir d'une Europe unie fait des adeptes car cette partie du globe se sent de plus en plus prise en étau entre les deux superpuissances. Petit à petit, l'idée du continent comme troisième force ouvre la voie à une coopération transfrontalière renforcée.

Transcription - 15 Congrès de l'Europe .mp3 (floor 4-19)

Un cri de ralliement passionné « plus jamais de guerre » poussent les défenseurs de l'idée d'une Europe unie à se rassembler en 1948 à La Haye, aux Pays-Bas. Le désir de garantir un avenir pacifique grâce à une coopération européenne plus étroite n'est plus réservé à un petit groupe d'intellectuels.

Le congrès de La Haye, organisé par des militants pro-européens, se penche sur la coopération économique, politique et culturelle, mais sa plus grande réalisation reste la création du Conseil de l'Europe qui deviendra une organisation œuvrant pour la coopération culturelle et le respect des droits de l'homme sur l'ensemble du continent.

Transcription - 16 Communauté européenne du charbon et de l'acier.mp3 (floor 4-20)

Quelles ressources étaient nécessaires, au début du 20e siècle, pour faire la guerre ? La réponse, le charbon et l'acier. Et pour la reconstruction après la guerre, à nouveau, le charbon et l'acier.

Le 9 mai 1950, Robert Schuman, le ministre français des Affaires étrangères, propose que les nations européennes partagent le pouvoir dans le domaine de la production du charbon et de l'acier de manière supranationale, pour garantir la paix et la prospérité et réconcilier la France et l'Allemagne.

6 pays, la Belgique, la France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, se mettent d'accord et fondent la Communauté européenne du charbon et de l'acier en 1951.

[Transcription - 17 Échec de la communauté européenne de défense.mp3 \(floor 4-21\)](#)

Devait-il y avoir une armée européenne pour défendre la Communauté européenne naissante face à la menace soviétique ? Les États membres toléreraient-ils d'avoir des troupes d'Allemagne de l'Ouest servant au sein d'une capacité multinationale si peu de temps après la guerre ? En 1954, la réponse à ces questions était non, la France ayant refusé de ratifier un traité par lequel elle aurait partagé la souveraineté militaire avec l'Allemagne.

Cet échec représentait un sérieux revers pour l'intégration européenne. L'organisation du traité de l'Atlantique Nord ou OTAN devient alors la seule organisation militaire sous la protection de laquelle l'intégration européenne a pu se développer.

[Transcription - 18 Traités de Rome.mp3 \(floor 4-22\)](#)

La Communauté économique européenne voit le jour en 1957 avec la signature des traités de Rome. La Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas et l'Allemagne de l'Ouest se mettent d'accord pour créer une union sans cesse plus étroite. Ces pays créent le marché commun fondé sur 4 libertés de circulation, des travailleurs, des marchandises, des services et des capitaux.

Les traités de Rome établissent la Communauté européenne de l'énergie atomique pour le développement pacifique de l'énergie nucléaire. Les traités créent également un nouveau système juridique européen qui prime le droit national des États membres.

Transcription - 19 Architectes de l'intégration européenne.mp3 (floor 4-23)

Les pères fondateurs de l'Union européenne désignaient un groupe hétérogène de personnalités issues d'une génération profondément marquée par la guerre. Ensemble, ils concrétisèrent l'idée d'unité européenne. Responsables politiques formés par l'expérience, ils furent les pionniers d'une Europe de la paix fondée sur les droits de l'homme, la démocratie, l'État de droit et le développement économique. Il forgèrent des institutions inédites, bâties sur les principes de la séparation des pouvoirs et du partage de la souveraineté nationale.

Transcription - 20 Politique agricole commune.mp3 (floor 4-26)

La politique agricole commune, décidée en 1962, a beaucoup aidé les agriculteurs des États fondateurs de la CEE. Les barrières commerciales sont supprimées et un système commun d'assistance financière et technique mis en place, de façon à rationaliser les efforts des 6 pays.

Les résultats de cette politique ont été une production plus efficace et des revenus garantis pour les agriculteurs grâce à un système complexe et très coûteux qui les protégeait du marché mondial. La politique agricole commune n'a jamais été à l'abri des critiques, à l'intérieur, et surtout à l'extérieur de la Communauté.

Transcription - 21 Traité de l'Élysée.mp3 (floor 4-27)

Des siècles d'hostilité entre l'Allemagne et la France s'achèvent par la réconciliation franco-allemande. En 1963, le président Charles de Gaulle et le chancelier Conrad Adenauer signent le traité de l'Elysée, engageant les deux pays sur la voie d'une coopération plus étroite.

Des rencontres bilatérales se multiplient à tous les niveaux et des programmes d'échanges de jeunes sont organisés par l'Office franco-allemand de la jeunesse. Les liens plus étroits entre la France et l'Allemagne marquent une étape essentielle pour une Europe unie plus large.

Transcription - 22 Premier élargissement.mp3 (floor 4-28)

En 1973, l'adhésion de la Grande-Bretagne, du Danemark et de l'Irlande fait passer le nombre des membres de la CEE de 6 à 9. L'année précédente, les citoyens de Norvège, autres pays candidats. S'était exprimé par un référendum contre l'adhésion de leur pays.

La 3e fois fut la bonne pour la Grande-Bretagne, étant donné que la France avait auparavant refusé son adhésion à 2 reprises. La Communauté européenne, comme on la désignait

communément à l'époque, était non seulement la plus grande zone commerciale au monde, mais aussi un ensemble de plus en plus diversifié de cultures, de langues et de traditions.

Transcription - 23 Mémoire de la Shoah.mp3 (floor 4-29)

Silence, non-reconnaissance, répression, telle est la façon dont l'Holocauste ou la Shoah, comme on l'appelle en hébreu, sont traités pendant la période de l'après-guerre.

Souhaitant désespérément reconquérir leur propre estime, les nations mettent de côté leurs sentiments de culpabilité et de complicité et se complaisent à remémorer leurs souvenirs émaillés de souffrance et de privation. La nouvelle réalité de la Guerre froide permet plus facilement d'ignorer les échecs du passé.

Aujourd'hui, cependant, la reconnaissance de ces crimes sans précédent contre l'humanité est au cœur des discussions sur la mémoire européenne.

Transcription - 24 Allemagne de l'Ouest.mp3 (floor 4-30)

Après la guerre, il n'y a pas de débat public sur la Shoah au sein de la société ouest-allemande. La coalition du silence l'emporte. En 1952, le chancelier de l'Allemagne de l'Ouest, Conrad Adenauer en prend la responsabilité politique en signant un traité avec Israël sur l'indemnisation des victimes de la Shoah.

Les procès des officiers d'Auschwitz, qui débutent en 1963, font entrer la Shoah dans le domaine public. La prise de conscience de la population allemande et sa réflexion critique sur son histoire ont été relevées par la série télévisée américaine de 1978 intitulée Holocauste, qui visait à informer une nation cherchant à accepter son passé.

Transcription - 25 Allemagne de l'Est.mp3 (floor 4-31)

État satellite de l'Union soviétique, l'Allemagne de l'Est, la République démocratique allemande, RDA, ne reconnaît pas le nazisme comme faisant partie de son histoire. Les dirigeants de l'État et du parti se considèrent comme des adversaires du fascisme et des défenseurs de l'idéologie communiste.

La RDA rejette la faute et la responsabilité de la Shoah sur l'Allemagne de l'Ouest, qu'elle accuse d'être toujours dirigée par d'anciens nazis. Pour la RDA, il s'agit avant tout de

commémorer ses héros de la résistance communiste. Les juifs lui apparaissent comme un groupe de victimes de moindre importance.

[Transcription - 26_Autriche.mp3 \(floor 4-32\)](#)

Après la guerre, l'Autriche tente de prendre ses distances vis-à-vis de toute reconnaissance de collaboration, d'opportunisme où d'acceptation du nazisme en déclarant avoir été la première victime de l'agression nazie. Son identité nationale est présentée comme diamétralement opposée à celle de l'Allemagne. De cette manière, les citoyens autrichiens sont exonérés de la culpabilité d'avoir collaboré. **Ce n'est que dans les années 1980 que la complicité autrichienne dans la Shoah entre dans le débat et la conscience publique.**

[Transcription - 27_Ukraine.mp3 \(floor 4-33\)](#)

L'Ukraine se distingue par les atrocités dont le pays a été témoin pendant la 2nde Guerre mondiale. Pendant qu'elle faisait partie de l'Union soviétique, l'Ukraine suivait la ligne officielle du bloc communiste, selon laquelle tous les peuples soviétiques avaient souffert de la même façon. la Shoah ne devait pas être reconnue comme un événement historique sans précédent.

Ce mode de pensée change à la suite de l'éclatement de l'Union soviétique en 1991, et aujourd'hui, l'Ukraine reconnaît toute l'horreur de la Shoah ainsi que d'autres traumatismes nationaux, comme la grande famine de 1932-1933.

[Transcription - 28_France.mp3 \(floor 4-34\)](#)

Après la guerre, le peuple français reconstruit son estime de soi dans une large mesure autour du mythe de la résistance héroïque à l'occupation allemande. L'idée même de la collaboration avec l'ennemi est évitée. La responsabilité étant rejetée sur un petit groupe de personnes au sein du régime perfide de Vichy. **Ce sont pourtant les procès très médiatisés des dirigeants de Vichy qui font entrer dans le domaine public la véritable étendue de la collaboration et de la complicité française.**

[Transcription - 29_Pologne.mp3 \(floor 4-35\)](#)

Auschwitz est devenu le principal mémorial en Pologne consacré aux martyrs de la société polonaise, dans son ensemble, sous le régime nazi. Sous le contrôle et l'idéologie soviétique, la

commémoration se concentrat uniquement sur la résistance communiste, la mémoire de la Shoah était laissée de côté. C'est seulement 60 ans après qu'un vif débat sur le rôle des Polonais comme victimes de guerre, ou auteurs d'actes de violence, est déclenché par des livres comme « Neighbors, the Destruction of the Jewish Community in Jedwabne, Poland », « Voisins, la destruction de la communauté juive à Jedwabne, Pologne » par Jan T Gross, publié en 2000.

Transcription - 30_ Le manteau de Joseph.mp3 (floor 4-36)

Le couple d'artistes Ritula Fränkel et Nicholas Morris ont créé l'œuvre d'art intitulée « Joseph's coat », le manteau de Joseph en 2001, le manteau avait appartenu au père de Ritula, Joseph Fränkel, un survivant de la Shoah.

Les artistes ont incorporé des images et des souvenirs écrits dans le manteau, en créant ainsi un testament, ou un voyage biographique, retracant l'atroce expérience du père pendant la guerre.

Le vêtement, décoloré et usé par les intempéries, symbolise la nécessité de protéger et de préserver les souvenirs des survivants de la Shoah afin de ne jamais permettre qu'ils tombent dans l'oubli.

8.1.5. Des certitudes qui se brisent (floor 5)

Transcription - 1_Des certitudes qui se brisent.mp3 (floor 5-1)

La récession mondiale et la flambée des prix de l'énergie dans les années 1970. L'expansion européenne de l'après-guerre connaît une fin abrupte. De nouveaux mouvements sociaux contestent l'ordre politique établi.

Unis par la peur du communisme, certains pays d'Europe de l'Ouest choisissent la voie de la coopération à l'échelon supranational afin de maîtriser le nationalisme et de supprimer le risque de guerre.

Déchirés par des problèmes structurels, les pays communistes entrent dans une période de déclin et en 1989, année du bicentenaire de la Révolution française, ces régimes s'effondrent à la suite de révolutions pour la plupart pacifiques.

Transcription - 2_La fin de la croissance.mp3 (floor 5-2)

En 1973, les cours du pétrole s'envolent suite à la décision prise par les producteurs arabes appartenant à l'organisation des pays exportateurs de pétrole OPEP de multiplier leurs prix par 4. Les répercussions en sont une crise énergétique et une récession mondiale mettant un terme au boom européen.

La croyance de l'Europe occidentale dans une croissance illimitée est réduite à néant et les industries traditionnelles comme la sidérurgie et l'extraction minière déclinent. Tandis que des secteurs nouveaux, technologiques et économiques émergent. Les pays occidentaux doivent désormais faire face à la dure réalité d'une croissance basse, de l'inflation et du chômage de masse. Des paysages Post industriels désolés et des terrains vagues inspirent les photographes de l'époque, qui illustrent ainsi le déclin industriel, de nombreux sites étant finalement protégés comme éléments du patrimoine culturel européen.

Transcription - 3_Crise énergétique.mp3 (floor 5-3)

La crise énergétique a une influence direct sur la vie quotidienne de la population, forçant la plupart des gouvernements d'Europe occidentale à agir. Des campagnes anti-gaspillages sont organisées et des interdictions de circuler le dimanche sont mises en œuvre pour faire des économies de carburant. La crise souligne douloureusement à quel point les économies occidentales sont dépendantes des importations d'énergie.

Transcription - 4 _Néolibéralisme.mp3 (floor 5-4)

En réaction à la récession, certains gouvernements d'Europe occidentale adoptent une politique de non-intervention par rapport à leur économie, en supprimant les contrôles et en allant davantage dans le sens d'une approche néolibérale. En abandonnant l'idée de l'intervention de l'État, ces pays rompent avec le modèle keynésien suivi pendant toute la période d'après-guerre.

La Grande-Bretagne de Margaret Thatcher est un bel exemple de politique néolibérale en action. Les industries considérées comme inefficaces ne sont pas soutenues et mettent la clé sous la porte. La grève des mineurs britanniques de 1984-1985, soutenue par des syndicats étrangers, est l'un des conflits les plus célèbres de l'histoire européenne du monde du travail.

Transcription - 5 _La démocratisation en Europe de l'Ouest.mp3 (floor 5-5)

Inspirée par les révoltes étudiantes de la fin des années 1960, une nouvelle génération veut des changements et est prête à se battre pour les obtenir. Fatiguée des anciennes attitudes et des manières de faire qui sont en place depuis des décennies, elle demande davantage de droits individuels et d'opportunités de participer à la vie politique.

De nouveaux mouvements sociaux émergent, les Européens de l'Ouest descendent dans la rue pour défilé sous des bannières défendant l'égalité des genres et les droits des personnes LGBT, la protection de l'environnement et les campagnes en faveur de la paix. Leurs voix s'élèvent pour remettre sérieusement en question la capacité de la démocratie parlementaire à répondre à leurs besoins.

Transcription - 6 _Chute des dictatures du Sud.mp3 (floor 5-6)

La Grèce, l'Espagne et le Portugal voient leurs dictatures s'effondrer entre 1974 et 1975. Même si les événements à proprement parler sont différents dans chaque pays, tous 3 rencontrent l'instabilité politique, la crise économique et des héritages historiques douloureux sur leur voie vers la démocratie. Ils finissent par entrer dans le giron de la Communauté européenne.

Transcription - 7 _Nouveaux mouvements sociaux.mp3 (floor 5-7)

Les femmes mettent de plus en plus en lumière la persistance des inégalités entre les sexes tout au long des années 1970. Si la plupart des femmes ont obtenu le droit de vote, elles sont toujours confrontées à la discrimination et à des libertés restreintes dans la vie publique et privée. Le

féminisme émerge comme une force active, espérant mettre un terme à la domination patriarcale et créer des sociétés réellement **fondées sur l'égalité**. Les années 1970 voient le mouvement **écologiste** prendre de l'ampleur, notamment dans un contexte de catastrophes écologiques largement médiatisées. Les militants placent avec succès les conséquences désastreuses de l'industrialisation et de la consommation de masse au cœur du débat public et créent des partis politiques qui auront une longue vie.

Transcription - 8 _Le communisme à rude épreuve.mp3 (floor 5-8)

Les contradictions entre la propagande communiste et les réalités de la vie quotidienne deviennent de plus en plus évidentes dans les années 1970 et 1980. **La stagnation économique remplace une croissance autrefois rapide et la dette écrase les pays.**

Les régimes communistes se vantent de leurs normes en matière de justice sociale. Cependant, certains pays connaissent des **pénuries de denrées alimentaires et de produits de base**, tandis que dans d'autres, des sociétés soi-disant idéales ressentent le besoin d'empêcher leurs propres citoyens de tenter de s'échapper. **La surveillance de la vie privée et la censure de la presse, des arts et de la culture sont omniprésentes.**

Transcription - 9 _Répression et transfuges.mp3 (floor 5-9)

L'opposition et la protestation revêtent différentes formes sur le communisme. Certaines personnes adhèrent à de grands mouvements publics, comme Solidarnosc en Pologne, mais les grandes organisations sont l'exception plutôt que la règle. De petits groupes, secrets et isolés sont la norme pour les citoyens **qui se battent contre la censure et la répression et qui doivent souvent prendre d'énormes risques personnels pour exprimer leurs opinions sociales, culturelles et artistiques.**

À la fin des années 1980, les **pénuries alimentaires, la surveillance constante, la censure, les restrictions et même les interdictions de voyage en dehors du bloc communiste** sont source de frustration et de tensions, parfois à un point insupportable parmi les citoyens de ces pays. Ces frustrations joueront leur rôle dans la chute finale du communisme en 1989.

Transcription - 10_Conférence d'Helsinki.mp3 (floor 5-10)

Les relations se sont réchauffées entre le bloc de l'Ouest et le bloc de l'Est. En 1975, la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe réunit à Helsinki, en Finlande, 35 pays dont les États-Unis et l'Union soviétique.

Les signataires de la déclaration d'Helsinki se sont mis d'accord sur le respect des droits de l'homme et se sont engagés à coopérer sur la base de la reconnaissance du principe de non-ingérence dans les affaires intérieures des autres États. La Communauté européenne a réussi à faire valoir un dispositif garantissant les droits de l'Homme qui par la suite a été utilisé par les dissidents pour s'opposer au régime communiste.

Transcription - 11_Premières élections européennes au suffrage direct.mp3 (floor 5-11)

1979, une date historique marquant un nouveau tournant démocratique en Europe avec la tenue des premières élections au Parlement européen au suffrage direct des citoyens des États membres. La composition de cette Assemblée n'est désormais plus dictée par les parlements nationaux. C'est la première assemblée internationale élue au suffrage universel direct.

Si les citoyens avaient une plus grande influence sur les activités de la Communauté européenne, le Parlement demeurait privé de réels pouvoirs et restait pour l'essentiel une assemblée consultative.

Transcription - 12_Marché unique.mp3 (floor 5-13)

Comment définir le marché unique ? C'est la mise en place d'une zone économique unifiée permettant la libre circulation des personnes, des capitaux, des biens et des services. Le marché unique européen est l'un des principaux objectifs de la Communauté européenne, et ce depuis sa fondation.

En 1985, Jacques Delors, alors président de la Commission européenne, a fixé un calendrier pour achever le marché unique pour les 320 millions de citoyens des 12 États membres. 7 ans plus tard, l'objectif était atteint. L'économie européenne était ainsi mieux à même de soutenir la concurrence des États-Unis et du Japon.

Transcription - 13_Élargissement au Sud.mp3 (floor 5-12)

Avec l'adhésion de la Grèce en 1981 et celle de l'Espagne et du Portugal en 1986, le. Le nombre d'États membres de la Communauté européenne est passé de 9 à 12. Ces 3 pays venaient de s'affranchir de régimes autoritaires qui avaient la haute main sur la liberté des citoyens.

Désormais dans le giron européen, ces États ont pu défendre leurs nouvelles institutions démocratiques et moderniser tant leur société que leurs économies. Certains des 9 anciens États membres de la Communauté européenne avaient toutefois des inquiétudes quant aux montants nécessaires pour moderniser les infrastructures des régions rurales sous-développées de ces nouveaux venus.

Transcription - 14_Redessiner l'Europe.mp3 (floor 5-14)

La carte de l'Europe se transforme une nouvelle fois après 1989 ; de nouvelles nations émergent et d'anciennes frontières étant redessinées.

Une Allemagne réunifiée voit le jour pacifiquement en 1990, sous l'œil attentif de la communauté internationale. En revanche, il n'en va pas de même dans l'ancienne Yougoslavie, où des différences ethniques, religieuses et culturelles entraînent d'atroces guerres civiles. Et un nettoyage ethnique brutal.

Transcription - 15_La guerre en ex-Yougoslavie.mp3 (floor 5-15)

La fin de la guerre froide n'est pas immédiatement synonyme de paix et de réconciliation en Europe, de nombreuses régions restent en proie à l'agitation. Ainsi, le nationalisme exalté de la Serbie du président Milosevic, ainsi que les aspirations à l'autonomie et finalement à l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie poussent l'ancienne Yougoslavie à entrer en guerre en 1991.

Les déclarations d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie déclenchent un conflit armé qui s'étend à la Bosnie-Herzégovine. Le génocide est le nettoyage ethnique deviennent les terribles attributs d'une guerre qui prend fin en 1995 à la faveur des accords de paix de Dayton. Le président serbe Slobodan Milosevic est le commandement militaire serbe auront de nouveau recours au nettoyage ethnique au Kosovo.

Transcription - 16_La réunification allemande.mp3 (floor 5-16)

Le 3 octobre 1990, l'Allemagne redevient un seul et même État unifié. L'exode ininterrompu de citoyens de l'Est vers l'Ouest après la chute du mur de Berlin et le résultat de l'élection organisée cette année-là en Allemagne de l'Est, qui témoigne de l'adhésion des citoyens à la réunification, accentuent encore la dynamique du processus. Le traité de réunification fait l'objet d'un accord avec les puissances d'occupation de l'après-guerre, les États-Unis, l'Union soviétique, la France et la Grande-Bretagne.

Transcription - 17_Jalons de l'intégration européenne.mp3 (floor 5-17)

La fin de la guerre froide offre la possibilité à l'Europe de se rapprocher progressivement grâce à une coopération plus étroite. Les anciens pays communistes entament le processus d'adhésion à l'Union européenne, doublant le nombre de ses États membres. Les nations acceptent de céder toujours plus de leur pouvoir afin de parvenir à un bon fonctionnement à l'échelon supranational.

Même si la crise financière de l'euro en 2008 a montré à l'Union européenne à quel point ses États membres étaient étroitement liés, ces problèmes mettent aussi en lumière des insuffisances, ce sont des tests pour la solidarité européenne.

Transcription - 18_L'arrivée de l'euro.mp3 (floor 5-18)

La signature du traité de Maastricht en 1992 ouvre la voie à l'adoption d'une monnaie unique par la plupart des pays de l'Union européenne. Ce moment historique a lieu en 2002, année où l'euro, monnaie unique européenne, remplace les monnaies nationales.

Les 10 années qui séparent la signature du traité de la mise en circulation des pièces et des billets en euros sont le théâtre de préparatifs complexes, dont la création de la Banque centrale européenne et la fixation des taux de change des pays participants.

Transcription - 19_L'élargissement rapide de l'Union.mp3 (floor 5-20)

Le nombre des États membres a plus que doublé depuis la fin de la guerre froide. En 1995, la Suède, la Finlande et l'Autriche adhèrent à l'Union, 10 autres pays les rejoignent en 2004. En 2007, c'est au tour de la Roumanie et de la Bulgarie d'en faire de même, puis celui de la Croatie en 2013.

Avec l'élargissement, l'éventail des acteurs qui participent à la négociation et à l'adoption des décisions de l'Union européenne s'élargit aussi.

Transcription - 20_Face à la diversité.mp3 (floor 5-22)

En 1995, en application de l'accord de Schengen, les contrôles aux frontières sont supprimés entre la majeure partie des pays de l'Union, afin de faciliter la libre circulation des personnes et des marchandises. Les dispositifs de contrôle devenus inutiles, les barrières disparaissent le long du rideau de fer, marque concrète de la réunification du continent.

Si tous les pays de l'Union n'ont pas choisi de faire partie de l'espace Schengen, des États tiers y adhèrent. En 2014, le nombre de pays ayant signé l'accord s'élève à 26.

Transcription - 21_Une constitution pour l'Union.mp3 (floor 5-25)

Au début des années 2000, les dirigeants européens entreprennent de rédiger une Constitution européenne, gage d'une plus grande union politique. En 2002, la Convention européenne sur l'avenir de l'Europe, composée de 102 membres, entame ses travaux. La Constitution avait pour objet de rendre l'Union européenne plus transparente, plus efficace et plus démocratique en renforçant l'union politique. Un projet a été signé par tous les États membres de l'Union à Rome en 2004, mais il a été rejeté par référendum l'année suivante en France et aux Pays-Bas.

Transcription - 22_La crise de 2008.mp3 (floor 5-27)

La crise économique mondiale qui éclate en 2008 n'épargne pas l'Europe, plusieurs États membres se retrouvant dans l'incapacité de refinancer leurs dettes. Des dispositifs de sauvetage financiers sont adoptés en faveur de la Grèce, de l'Irlande, du Portugal, de Chypre et du réseau bancaire espagnol.

En échange, les pays concernés doivent mettre en place des mesures d'austérité et des réformes structurelles draconiennes. Sous la surveillance de la troïka formée de la Commission européenne, de la Banque centrale européenne et du Fonds monétaire international. La crise met à rude épreuve la résistance et la solidité de l'Union.

Transcription - 23_Diversité linguistique.mp3 (floor 5-28)

L'Europe est un haut lieu de la diversité, elle l'a toujours été. L'europeanisation, la mondialisation et l'immigration, qui sont à l'œuvre, renforcent cette diversité, notamment linguistique. Pour ne parler que de ce dernier domaine, l'Europe comprend 143 langues qui se sont développées dans ses frontières géographiques, auxquelles viennent s'ajouter 250 autres langues parlées par les migrants.

Ces langues sont une illustration de la richesse du patrimoine culturel de l'Europe, forte de sa diversité. En pratique, leur rencontre engendre de multiples combinaisons possibles de traduction.

Transcription - 24_Mémoire européenne partagée et divisée.mp3 (floor 5-29)

Beaucoup de choses ont changé en Europe au cours des 25 années qui se sont écoulées depuis la fin du communisme. Les archives et dossiers, autrefois sous clé, ont été ouverts pour révéler le vécu et le souvenir des personnes qui avaient été victimes de répression. Cela a eu pour conséquence un changement révolutionnaire dans l'interprétation de l'histoire.

Les monuments publics et commémoratifs, les noms de rue, les musées et même les manuels scolaires continuent à faire l'objet de controverses dans le cadre du processus de commémoration ou d'oubli. Qu'est-ce que la mémoire européenne ? Cette question prend un nouveau sens.

Transcription - 25_Nostalgie et condamnation.mp3 (floor 5-30)

Même si les symboles du communisme sont largement rejetés, abandonnés, voire bannis dans un certain nombre d'anciens pays communistes, ils sont porteurs d'un héritage qui fait partie intégrante de la mémoire européenne. Les interprétations de ce leg ne sont toutefois pas homogènes, chacun possédant des expériences et des souvenirs différents de cette période.

Transcription - 26_Archives secrètes.mp3 (floor 5-31)

L'ouverture de dossiers et d'archives naguère secrets dans les pays de l'après communisme constituent une étape essentielle dans le processus d'acceptation du passé communiste. Les révélations affluent sur l'ampleur réelle de l'espionnage et de la répression orchestrée par l'État. Pire encore, et plus difficile à supporter, il faut pour les citoyens admettre que des voisins, des

amis ou même des parents se sont compromis et ont commis des actes de trahison. Les dossiers et archives ayant trait à des personnalités de haut rang de l'ère post-communiste n'ont toujours pas été divulgués.

8.1.6. L'Europe aujourd'hui (floor 6)

Transcription - 1_L'Europe aujourd'hui.mp3 (floor 6-1)

Jusqu'à présent, nos questions étaient les suivantes, quelles sont les principales caractéristiques de la culture européenne et qu'est-ce qu'est Européen pour vous ? Ces interrogations sont liées à notre passé, à notre présent et à notre avenir. Ce qui nous amène à la section « l'Europe maintenant », qui se veut le reflet de l'histoire récente. Les objets exposés incarnent les défis actuels, les conflits et les opportunités qui nous permettent une fois encore de penser aux valeurs fondamentales de l'Europe.

Quelles sont les convictions communes qui nous unissent, quelles que soient les différences politiques, religieuses, culturelles et sociales ? Quels regards les futurs manuels d'histoire porteront sur notre présent ?

Transcription - 2_Prix Nobel de la paix.mp3 (floor 6-4)

L'Union européenne s'est vu décerner le prix Nobel de la paix en 2012. Le comité Nobel a salué les actions de l'Union européenne en faveur de la réconciliation et de la paix, de la démocratie, des droits de l'Homme et du bien-être social. Toutefois, ces dernières années, l'Union européenne est sous la pression de la multitude de crises qu'elle traverse. Les questions économiques et monétaires, la crise migratoire, le terrorisme, le Brexit et d'autres événements tragiques de notre époque mettent à nu la fragilité et les contradictions des réalités actuelles.

L'Union européenne se donne-t-elle suffisamment les moyens d'être à la hauteur de ses propres valeurs et principes de liberté, de démocratie, d'État de droit et de droits de l'Homme ? L'Union européenne mérite-t-elle toujours le prix Nobel de la paix ? Comment l'Union européenne s'adapte-t-elle aux nouvelles réalités qui ne cessent d'évoluer ?

Transcription - 3_Changement climatique.mp3 (floor 6-5)

Le changement climatique représente l'un des principaux enjeux de notre temps et une menace pour l'avenir même de notre vie sur la planète Terre. Le réchauffement climatique d'origine humaine, provoqué par des émissions excessives de CO2 et la pollution industrielle, détruit des écosystèmes entiers et remet en cause la pérennité de notre mode de vie. Le mouvement Fridays for future lancé par Greta Thunberg, jeune militante suédoise, a gagné le monde entier, soutenu par des lycéens exigeant un changement de cap radical des politiques en faveur de l'écologie.

Aujourd'hui, pour les jeunes de 15 ans, le changement climatique hypothèque clairement leurs perspectives d'avenir. L'Europe fait-elle suffisamment pour lutter contre le changement climatique ? Comment l'Europe peut-elle montrer la voie en matière de protection du climat ? Pouvons-nous concilier nos activités économiques et nos modes de vie avec la nécessité de protéger l'environnement ?

Transcription - 4 _ Sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.mp3 (floor 6-8)

Une première dans l'histoire. Un État membre a décidé de quitter l'Union européenne. À la suite d'un référendum clivant, le Royaume-Uni a déclenché l'article 50 du traité de Lisbonne, ouvrant ainsi la voie à sa sortie de l'Union le 31 janvier 2020, et ce, 47 ans après son adhésion. Ce moment historique a été symbolisé par le retrait du drapeau britannique devant le Comité des régions à Bruxelles, drapeau qui est venu enrichir la collection de la maison de l'histoire européenne.

Pouvons-nous voir dans le Brexit l'occasion de renforcer l'Union européenne de demain ? Le Brexit conduira-t-il à une plus grande cohésion au sein de l'Union européenne ou d'autres pays emboiteront-ils le pas au Royaume-Uni ?

Transcription - 5 _ Héritage colonial.mp3 (floor 6-9)

Pendant des siècles, les régimes coloniaux européens ont régné en maître sur de vastes territoires et régions du monde et ainsi permis à l'Europe de s'enrichir et de prospérer tout en opprimant et en paupérisant les populations locales. La sculpture de Niyi Olagunju symbolise la fracture d'identité engendrée par le traumatisme colonial. Les objets véhiculant une valeur spirituelle, religieuse, sociale ou sociétale se sont retrouvés dans des musées européens. Cette appropriation et cette assimilation de l'histoire, de la culture et des traditions africaines détournent les objets de leur sens original et se traduisent par un déracinement historique.

Certains pays européens ont commencé à s'interroger sur leurs collections muséales suite aux demandes de restitution d'objets dont l'acquisition est discutable. Tous les pays devraient-ils porter un regard critique sur leurs collections et proposer de restituer aux anciennes colonies les objets issus d'actes de pillage ? Dans quelle mesure les idéologies raciales profondément enracinées et les stéréotypes correspondants continuent-ils d'influencer les mentalités et le

comportement des individus ? Quelles sont les répercussions de l'exercice historiquement inégal du pouvoir sur l'ordre mondial actuel ?

Transcription - 6_Guerres.mp3 (floor 6-2)

La guerre du Kosovo, qui a pris fin en 1999 a été le dernier conflit armé du siècle le plus violent qu'a connu l'**histoire européenne**. Mais l'espoir que de telles atrocités ne se reproduisent plus est resté vain. Plusieurs anciennes républiques soviétiques, ont fait les frais des aspirations géopolitiques de la Russie voisine. La réalité actuelle de l'Europe, ce sont des tensions armées et des conflits gelés dans diverses régions. En Géorgie et en Ukraine, des civils ont été témoins d'actions militaires et d'atrocités. Dans ces pays, les Européens ont subi des traumatismes qui les marqueront leur vie durant et nombreux sont ceux qui ont perdu la vie ou leur foyer. Les zones qui ne correspondent plus aux lignes de front restent dangereuses en raison des mines terrestres et des munitions qui n'ont pas explosées. L'Union européenne est-elle prête à combattre pour la paix au-delà de ses frontières ? Les guerres peuvent-elles être évitées à l'avenir ?

Transcription - 7_Pandémie.mp3 (floor 6-7)

La pandémie de COVID-19 a mis en lumière la vulnérabilité de l'humanité et mis à l'épreuve la solidarité européenne. Au début de la pandémie, les pays européens ont réagi individuellement en fermant leurs frontières, en limitant la liberté de déplacement et en restreignant les libertés civiles. Les esprits critiques craignent à long terme une amputation des libertés fondamentales. Mais l'homme de la rue a répondu à ce coup du sort en se joignant à une immense vague de solidarité. Entre-temps, les États membres et les institutions de l'Union européenne se sont réunis et se sont accordés sur un programme de relance sans précédent destiné à aider les sociétés et les économies les plus gravement touchées par la pandémie.

La pandémie va-t-elle ébranler notre confiance en la politique et dans les institutions ? La crise du coronavirus sonne-t-elle la fin d'une époque marquée par le libéralisme et la mondialisation ?

Transcription - 8_Révolution numérique.mp3 (floor 6-6)

Les nouvelles technologies remettent à plat nos modes de vie, de communication et d'interaction. Le monde est de plus en plus interconnecté, ouvrant ainsi de nombreuses possibilités, mais créant également de nouveaux dangers. Les données sont désormais

considérées comme le nouvel or noir et la protection de la vie privée numérique est dès lors devenu l'un des enjeux incontournables de notre temps. Les informations collectées sur notre comportement, nos modes de réflexion et nos souhaits permettent aux entreprises d'influencer et de manipuler nos vies, ainsi que les choix que nous effectuons. Les nouveaux outils de communication permettent désormais une surveillance à large échelle et la diffusion rapide de fausses informations. Ainsi, sans même que nous nous en rendions compte, le processus démocratique de sociétés entières risque d'être mis à mal et les citoyens pourraient perdre leur capacité à faire des choix.

Comment protéger notre vie privée dans le monde numérique ? Comment éviter que le débat public ne se traduise par une profusion d'avis personnels allant dans toutes les directions. Sommes-nous prêts à échanger notre liberté, notre vie privée contre certains services fournis par les géants du numérique ?

Transcription - 9_Terrorisme.mp3 (floor 6-3)

Le terrorisme constitue une menace pour la sécurité et l'ordre démocratique de l'Europe et est désormais un phénomène mondial auquel la société d'aujourd'hui ne peut échapper. Les attentats terroristes islamistes ou d'extrême droite qui secouent l'Europe sont l'expression violente d'idées qui sont diamétralement opposées aux valeurs de diversité et de pluralisme. Les idéologies radicales puisent souvent leur inspiration dans des idéologies enracinées dans le passé ou dans le fondamentalisme religieux. Face à cette haine et à ces violences, les gens ont rapidement réagi en faisant preuve de solidarité et en appelant à l'acceptation mutuelle des différences et à la paix.

Que peuvent faire les Européens pour contrer et prévenir de tels attentats ? Quel sens prend la commémoration des victimes d'attentats terroristes pour les sociétés politiques et dans la vie quotidienne ?

Transcription - 10_Sur la piste de mon Europe.mp3 (floor 6-11)

Qu'est ce qui rapproche les citoyens européens ? La diversité de l'Europe est en grande partie le fruit de rencontres transfrontières et d'échanges culturels. Indiquer sur la carte les lieux avec lesquels vous avez des liens, tant en Europe qu'au-delà de ses frontières, et ce au titre de cette expérience de cartographie collaborative.

Transcription - 11_Le Vortex de l'Histoire.mp3 (floor 6-10)

Cette sculpture en forme de tourbillon domine la cage d'escalier central du musée et se compose de 27 citations historiques illustrant les interprétations sans cesse revisitées de l'histoire européenne. Consultez les une nouvelle fois sous forme électronique et votez pour celles que vous préférez. Quelle serait votre idée de l'Europe ? Qu'est-ce que l'Europe, que devrait-elle être ? Ajoutez ici vos réflexions en prolongation de cette œuvre d'art.

Transcription - 12_L'Europe et ses paysages.mp3 (floor 6-12)

Vu de haut, l'Europe permet d'appréhender l'histoire sous un angle nouveau. Elle présente pour l'essentiel des paysages culturels façonnés, pour le bien ou le mal, par l'activité humaine. L'histoire a donné lieu à une variété phénoménale montrant des similitudes et des différences étonnantes.

Transcription - 13_A l'écoute de l'Europe.mp3 (floor 6-14)

Un endroit pour se ressourcer et recharger ses batteries, tant au sens propre que figuré. Profiter de la vue. Découvrez notre site internet et nos médias sociaux et n'hésitez surtout pas à prendre des photos. Si vous effectuez la visite avec des enfants, pourquoi ne pas vous rendre dans notre espace de découverte pour les familles situées derrière les ascenseurs ?

Transcription - 14_Visions de l'Europe.mp3 (floor 6-13)

Découvrez les villes européennes du passé et du présent à l'aide de webcams et d'œuvres d'art. Créez votre propre visite virtuelle immersive et projetez-la sur les murs à l'aide d'un des 3 appareils.

Transcription - 15_Ma Maison de l'histoire européenne.mp3 (floor 6-15)

Ma maison de l'histoire européenne est un projet collaboratif unique en son genre qui regroupe vos témoignages sur l'Europe. Chaque récit s'inscrit dans une ligne temporelle et un contexte géographique. Servez-vous de la carte interactive pour les découvrir. Vous pouvez également vous enregistrer pour partager votre propre souvenir mémorable de l'Europe.